

**PRÉSENCE DE**  
**RAYMOND BARRE**

**Les actes du colloque**

**DE LA RIGUEUR EN POLITIQUE**

**La politique française aujourd'hui, 40 ans après Raymond Barre (1976-2016)**

**Palais du Luxembourg - mardi 20 septembre 2016**

## SOMMAIRE

Introduction au colloque	3
L'exercice du pouvoir	6
Situation de l'Europe	24
Compétitivité et Finances publiques	37
La Formation	55

## **INTRODUCTION AU COLLOQUE**

### **INTERVENTION DE GÉRARD LARCHER, président du Sénat**

#### **Jean-Claude Casanova**

Le Président Larcher, non seulement nous accueille dans cette salle, mais nous honore de sa présence et il me permettra de l'inviter à dire quelques mots. Je confirme qu'il a tous nos remerciements et notre gratitude.

#### **Président Larcher**

Chers Amis,

À un moment où l'on cherche à prendre quelques repères, l'expérience de Raymond Barre et de ceux qui l'ont entouré m'a paru comme quelque chose susceptible de contribuer à un moment de débats. Je vois ici un certain nombre de visages avec qui j'ai partagé et avec qui je partage encore beaucoup de choses, je salue le Président du groupe PPE qui est ici. Et puis, voir ceux qui sont à la tribune, voir le rapporteur général du budget qui naturellement va s'imbiber de tout cela est pour moi un signe de l'actualité de ce colloque.

Quarante ans après, vous dites, ces analyses demeurent et sur les thèmes d'actualité du colloque, je tenais à passer quelques minutes, – vous ne m'en voudrez pas ! – dans une après-midi qui va se poursuivre autour des relations avec l'Algérie que nous avons entamée hier puisque nous avons signé avec le Conseil de la Nation algérien un partenariat et nous vivons un forum parlementaire entre le Sénat de la République et le Conseil de la Nation et, notamment sur deux sujets : l'un sur l'économie et l'autre sur la lutte contre le terrorisme, ainsi que sur la situation régionale.

En tout cas, je vous souhaite le meilleur cette après-midi. Que Monsieur Casanova qui m'a accueilli soit aussi remercié et je vous souhaite le meilleur pour cette fin de journée. Merci !

## **INTRODUCTION par JEAN-CLAUDE CASANOVA, président de Présence de Raymond Barre**

Avant de commencer, je voudrais vous lire une **lettre** que **Valéry Giscard d'Estaing** qui n'a pas pu être présent nous a fait parvenir.

« En mon absence, vous saurez exprimer en mon nom ce que j'aurais pu dire sur cette phase importante et réussie de mon septennat et sur celui qui en fut l'excellent maître d'œuvre. Raymond Barre a été à la tête de l'action gouvernementale, telle que la constitution le définit. Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. Oserais-je dire "ni plus ni moins". Et c'est déjà essentiel et c'est là je crois qu'il faut rappeler la force et la loyauté de Raymond Barre. Je tiens à souligner, car je pense qu'une telle attitude exemplaire dans l'application de la répartition des pouvoirs a été depuis cette époque peu à peu perdue de vue et a fait défaut dans les plus hautes autorités de l'État qui se sont succédé. Cette attitude, fondée sur le respect des institutions, la pratique d'une autonomie associée à une loyauté sans faille, est le meilleur cadre pour l'exercice des fonctions d'un Premier ministre et fait de lui en réalité le plus précieux des conseillers du président de la République. Toutes nos décisions ont toujours été prises en parfaite harmonie. Vous êtes, je crois, cher Monsieur, le mieux placé pour en témoigner, comme moi bien sûr qui en connaissance de cause ai fait appel à lui. Dès 1972, j'avais encouragé Raymond Barre à s'intéresser à la politique en lui disant : observez, faites-vous connaître, après l'avoir fait entrer dans un poste modeste au gouvernement en lui disant d'observer le fonctionnement du dispositif, et après l'avoir nommé Premier ministre, je n'ai jamais eu à regretter mon choix. La France, elle, a quelque raison de regretter sa mise à l'écart des affaires publiques à partir de 1981 et l'abandon d'une politique éclairée que nous avons initiée et qu'il a su mettre en œuvre avec toute sa lucidité, sa foi en l'Europe et son respect absolu des institutions. C'est de cela que vous allez débattre et je suis heureux de vous savoir entouré de personnalités qui ont chacune leur réflexion propre, sûr qu'elles partageront mon jugement et l'affectueux souvenir que je garde toujours de Raymond Barre.  
Valéry Giscard d'Estaing. »

La **remarque générale** que je me permettrai ensuite de formuler est celle-ci : Il existe trois sortes d'hommes politiques : Ceux qu'inspire une vision historique, ceux qui ont exclusivement des visées électorales, ceux qui combinent les deux caractères que je viens d'indiquer.

Je me tiendrai hors des problèmes électoraux et je pense que Raymond Barre avait une vision historique. Comment définit-on une vision historique ? Par la clarté des objectifs que l'on définit, par la lucidité sur la situation du pays, par le discernement des perspectives, c'est-à-dire la connaissance des événements éloignés et probables et enfin par la détermination sur les choix de la France et les voies à parcourir. Je crois que Raymond Barre avait ces qualités et qu'elles étaient formées dans les trois étapes de son éducation politique. Directeur de cabinet de Jean-Marcel Jeanneney de 1959 à 1962, il découvre le fonctionnement du gouvernement à un moment décisif, après la très grande réforme économique et monétaire de 1958. Le Général de Gaulle avait imposé une politique économique que contestaient tous les directeurs de cabinet des ministères des Finances et qui venait directement du comité qu'avait présidé Jacques Rueff et dont faisait partie Jean-Marcel Jeanneney. Cette rupture avec la situation précédente, c'est-à-dire avec le laxisme monétaire et l'absence de rigueur budgétaire, avec le choix déterminé d'ouverture, a joué un rôle considérable. C'est elle qui a permis définitivement l'entrée de la France dans le marché commun. Sans les réformes de 1958, la France n'aurait pas pu entrer dans l'Europe et serait dans la situation que promettait l'inflation qu'elle avait connue et les

discordances qu'elle connaissait.

La deuxième étape de sa formation vient à Bruxelles. Elle élargit alors sa vision puisqu'il compare alors la situation économique française et la situation économique allemande et voit que la compétitivité est le facteur décisif. Il voit aussi que dans un monde monétairement compliqué, l'Europe a besoin de stabilité monétaire et qu'il lui faut d'ores et déjà s'engager dans l'union monétaire.

Enfin au gouvernement, à partir de 1976 et jusqu'à 1981, il considère que le rétablissement de la stabilité de la rigueur budgétaire est nécessaire, mais surtout que la compétitivité est la clef de la situation économique de la France. La compétitivité c'est tout simplement qu'il faut produire des produits que les gens puissent acheter et que pour produire des produits que les gens puissent acheter, il faut que les entreprises soient compétitives dans le monde ouvert. Ce qui détermine la vision historique de Raymond Barre, c'est qu'il sait que l'économie française est désormais dans un système parfaitement ouvert. Il sait que la compétitivité détermine la croissance et que c'est la croissance qui rend possibles les politiques sociales. Autrement dit, toute sa vision critique les illusions, c'est-à-dire ceux qui croient que la croissance peut être le fruit de l'inflation et de la dévaluation ou de la dépense inutile. Pour ces raisons, il a rencontré beaucoup d'incompréhensions et de grandes difficultés. Je pense que les orateurs pourront le déterminer ou le critiquer, mais je pense que dans sa vision juste de ce qu'était la France dans une économie ouverte et de ce qu'était l'Europe dans une économie mondialisée, il conduisait sa politique et que par là même, il avait une vision historique qui progressivement devrait s'imposer. La question que pose Raymond Barre est donc de savoir si c'est l'illusion ou le réalisme qui doivent prévaloir.

## TABLE RONDE « L'EXERCICE DU POUVOIR »

Président/modérateur : **Alain Duhamel**, journaliste, éditorialiste politique

Témoins :

- **François Bayrou**, président du Mouvement démocrate – MoDem
- **Édouard Philippe**, député-maire du Havre
- **Éric Woerth**, député de l'Oise

\*

\* \*

### **ALAIN DUHAMEL**

L'exercice du pouvoir, c'est le thème de ce matin. Raymond Barre s'en est toujours fait une certaine idée, une idée que pour ma part je définis comme « janséniste ». Cela l'a conduit en matière institutionnelle à des prises de position fermes, contestées bien entendu. Il était contre la cohabitation, opposé au quinquennat, il voulait que les partis politiques aient un rôle secondaire. Et il a insisté, notamment pendant sa fameuse campagne de 1988 sur l'impartialité de l'État, un thème qui est toujours d'actualité et que François Mitterrand lui a d'ailleurs chipé pour le second tour de l'élection présidentielle.

Il a aussi voulu définir, à de très nombreuses reprises, notamment dans ses livres, ses entretiens et dans certaines émissions, ce qu'était à ses yeux l'homme d'État. Pour lui l'homme d'État, ce n'était pas seulement la fermeté et la compétence, c'était aussi la constance, c'était aussi la loyauté, c'était aussi l'intégrité. C'était donc des thèmes qui sont aujourd'hui encore, et je dirais encore plus qu'à son époque, des thèmes controversés.

Enfin, il se faisait une certaine idée de ses relations avec les Français. Une relation qui dans son esprit était certes une relation d'autorité, mais qui était aussi une relation de clarté, de confiance, de rassemblement et de devoir de vérité. Une de ses obsessions, de ses caractéristiques et j'ajouterais presque un de ses handicaps, était son aversion pour la démagogie, qui l'a beaucoup servi quand il était au pouvoir et beaucoup desservi quand il était candidat.

Ce sont les thèmes autour desquels nous allons aujourd'hui débattre, avec trois personnalités qui sont bien placées pour le faire, à qui je demanderais d'abord brièvement ce qu'eux gardent de Raymond Barre, comme image et comme leçons. Ensuite nous pourrions parler des institutions. – faut-il les modifier comme le souhaitait Raymond Barre ? –, de l'impartialité de l'État, de ce que représente actuellement la définition de l'homme d'État dans les circonstances comme celles que nous connaissons actuellement. Et puis nous nous demanderons comment on fait face à la démagogie, comment on élabore un programme. Je ne dis pas comment on détaille le contenu d'un programme, mais comment on l'élabore, dans quel état d'esprit, par quelles démarches et comment on essaye de faire face aux extrémismes.

### **FRANÇOIS BAYROU**

En préalable, je dirais que j'ai beaucoup aimé cet homme. J'ai aimé son regard, indépendant et libre, critique sur les choses et les gens, avec une dose d'ironie bien distribuée. Il y avait chez lui un tel sentiment de liberté que c'en était vraiment très précieux. Et aussi, et en même temps, en tout cas pour nous qui étions à cette époque les plus jeunes dans son entourage, une bienveillance qui n'empêchait pas le jugement critique. C'était vraiment humainement quelqu'un qui méritait l'affection. C'est comme cela en tout cas que je l'ai vécu. Et cette affection ne s'est jamais effacée tout au long des années.

Je voulais en attester, car ce n'est pas seulement une vision historique – je vais y revenir dans une seconde –, mais c'est ce sentiment-là : Il y avait quelqu'un à l'intérieur du personnage

politique, carré ou rond comme on voudra. C'est là le premier témoignage.

Le deuxième témoignage : C'est un homme qui prenait l'engagement, la responsabilité politique au sérieux. C'est-à-dire qu'il considérait que la responsabilité politique, son but, n'est pas de faire carrière. Son but est de proposer au pays, à la communauté nationale que nous formons, un chemin, un destin, une méthode, une manière d'être. Il avait un regard extraordinairement sévère – nous avons parlé de démagogie – sur ceux qui considèrent que la responsabilité politique n'est pas autre chose qu'un cursus honorable, qu'une recherche perpétuelle d'avantages personnels.

La troisième chose très importante à mes yeux, cela a été dit par Alain Duhamel, c'est l'impartialité de l'État. Et Dieu sait si dans les moments que nous avons vécus depuis et que nous vivons aujourd'hui, si la question de l'impartialité de l'état est une question centrale. La distance de l'État à l'égard de tous les groupes de pression, sa résistance à ces groupes de pression, c'est pour les héritiers de Raymond Barre, ou ceux qui se veulent tels, une question absolument centrale. Parce qu'il faut voir que dans la notion de l'impartialité de l'État il y a un extraordinaire facteur de réussite, de reconstruction ou de construction de la société. Si l'Etat n'est pas impartial, il n'y a plus d'État, donc plus de confiance, donc plus de démocratie qui valent. Quant à moi en tout cas je ressens à peu près tous les jours l'importance de la question qui est ainsi posée.

J'ajouterais peut-être deux choses qui peut-être me distingueront de l'affirmation qui a été faite par Alain Duhamel. Sa vision des institutions, pour en avoir beaucoup parlé avec lui, était moins simple qu'Alain Duhamel l'a exposé. Parce que j'ai vécu – et cela va choquer un certain nombre de gens, mais je le dis – après les élections de 1988, Raymond Barre a conduit une réflexion personnelle, intime, sur la loi électorale. Et il m'a souvent exprimé que cette loi électorale, pour les législatives en tout cas, n'allait pas, n'allait plus. Il pensait que la captation du pouvoir par deux gros appareils n'était pas adaptée. Voilà en tout cas ce qu'il me disait. Il avait sur ce point une vision légèrement différente.

Quant à sa vision sur l'Europe, bien que contestée ou disputée ici ou là, elle était extrêmement ferme dans la volonté de concilier une idée nationale assez forte avec la nécessité européenne. Au fond, il y avait deux choses en lui qu'il a affirmées très tôt, au fond mariant l'héritage gaulliste et l'héritage européen, des pères de l'Europe.

Voilà ce que je retiens de lui, au-delà de l'affection qui est pour moi très grande.

### ***ÉDOUARD PHILIPPE***

Quand Raymond Barre s'est présenté aux élections de 1988, je n'ai pas voté pour lui. Pas tellement parce que je ne partageais pas ses idées, mais simplement parce que je n'avais pas le droit de vote, compte tenu de mon âge. Je suis peut-être dans cette salle celui qui l'a le moins connu, car je ne l'ai jamais rencontré. Mais il me reste au fond trois points particuliers :

Quand je pense à Raymond Barre, je pense d'abord à un professeur d'économie.

Alors que j'étais étudiant à Sciences Po, j'étais trop jeune et sûrement trop faible en économie, pour être inscrit aux cours de DEA qu'il assurait et dans lesquels il intervenait. Mais il m'arrivait d'aller l'écouter. Et je retrouve en y pensant une figure de professeur d'économie qui est d'ailleurs intéressante, parce qu'à Sciences Po, il y a une sorte de tradition : on parle français de façon remarquable, on le maîtrise dans tous ses domaines. Bien sûr, on fait de l'économie, de la science, on mesure, on quantifie, on analyse, mais on fait tout cela en français et on maîtrise le français. Car tout exercice intellectuel est d'abord une maîtrise de la langue. Et je me souviens avoir entendu Raymond Barre parler économie, c'était avant tout un exercice de français. Moi, cela m'a fasciné.

Ensuite, s'agissant du professeur d'économie, je retiens qu'il considérait l'économie comme quelque chose de sérieux, qui n'était pas la foire d'empoigne, où, au fond toutes les idées, toutes les théories pouvaient se valoir dès lors qu'elles étaient argumentées de façon intéressante, mais où à certains égards, lorsqu'on prenait une pomme et qu'on la lâchait, elle tombait. Quand on

rentrait dans un mécanisme économique précis, quand on agissait sur les leviers de l'État d'une certaine façon, il se produisait quelque chose. On pouvait ensuite le quantifier, on pouvait ensuite le tempérer, mais on était dans un exercice sérieux et pas dans un exercice dérisoire d'affabulation.

La deuxième chose que je retiens de lui, c'est sa carrière, son parcours très étonnant, s'agissant d'un homme politique français. Voilà quelqu'un qui commence sa carrière comme ministre du Commerce extérieur pendant peu de temps, qui devient Premier ministre et ensuite qui déroule presque à rebours le cursus de l'élu français : responsabilité nationale importante (Premier ministre), puis député et enfin si j'ose dire maire de Lyon. Il n'y a là rien d'évident, rien de banal, mais c'est son parcours et cela offre une singularité savoureuse.

La troisième chose que je voudrais dire : il incarne à mes yeux une espèce d'idéal-type d'une personnalité qui s'engage en politique avec l'habit de l'expert (« Meilleur économiste de France » disait de lui un président de la République). C'est l'expert qui entre en politique. Il est aussi la figure d'une forme d'indépendance intellectuelle assumée et d'indépendance partisane à tous les égards. Un expert, une indépendance complète, une incarnation d'un mélange entre la grande détermination et en même temps une forme de modération assez emblématique. On est dans la rondeur, dans l'expression juste, on est à bien des égards dans quelque chose qui peut sembler sympathique et modéré, mais on est aussi dans une très grande détermination.

C'est cela que je retiens de Raymond Barre.

### **ÉRIC WOERTH**

Pas pour les mêmes raisons qu'Édouard Philippe, je n'ai pas côtoyé Raymond Barre. Il est toujours difficile de parler d'un personnage public, même si bien sûr on a accès à ce qu'il a dit... Quand on a travaillé avec quelqu'un, c'est toujours plus facile, les choses sont différentes. Mais on a une idée générale.

L'idée que je me fais de Raymond Barre, les qualités qui sont les siennes, me semblent souvent nécessaires et ne semblent pas avoir pris une ride. Ce qu'il disait à l'époque à certains points vaut toujours pour aujourd'hui. D'abord, on a de lui une image de sérieux. On a besoin de sérieux à toute époque, et probablement encore plus à la nôtre, car à ces flots d'informations, ces flots d'actualités, la violence des choses, la seule réponse, c'est le sérieux. Il n'était pas, me semble-t-il, dans une société de malveillance. Aujourd'hui la malveillance domine sur la bienveillance. C'est plus simple d'être malveillant vis-à-vis des autres, vis-à-vis d'autres intérêts. Il avait réussi cet exploit à considérer qu'il incarnait une ambition qui dépassait sa propre ambition. Ce n'est en général pas le cas. Cette idée que Raymond Barre ait une ambition personnelle n'a effleuré que peu de monde, même s'il a été candidat à beaucoup des fonctions les plus éminentes, tant pour l'État que pour ses mandats locaux. Pourquoi ? Parce que le fond dominait la forme, parce que les conditions qu'il affichait étaient solides et que son sérieux gommait l'envie d'exercer le pouvoir. Heureusement que certains ont envie d'exercer le pouvoir, sinon, il n'y aurait pas de démocratie.

C'est aussi quelqu'un qui a exercé le pouvoir. L'exercice du pouvoir, c'est surtout bien souvent ne pas exercer, éviter de l'exercer. Ne rien faire est beaucoup moins dangereux que faire. Le résultat est assez pitoyable, mais on reste au pouvoir parce qu'on n'a pas, ou peu, exercé. Raymond Barre, lui faisait. Il exerçait. Ses convictions étaient profondes et probablement il assumait ses responsabilités. On l'a vu à plusieurs reprises dans sa campagne et comme Premier ministre, c'était assez marquant. Cela ne devait pas être facile d'être Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing. Mais il existait. En soi, c'était déjà un exploit. Et cette idée qu'il assumait ses idées, c'était l'idée de la responsabilité. Souvent le pouvoir est peu enclin à assumer ses responsabilités. C'est une forme de République des parapluies. On ouvre un premier parapluie, on ouvre un deuxième parapluie, un troisième parce qu'on ne sait jamais. Tout d'un coup, si la décision était mauvaise, la responsabilité politique ou la responsabilité judiciaire d'ailleurs vous



tombe dessus.

Enfin il n'était pas dans l'immédiateté. On est beaucoup dans la pression aujourd'hui : pression des sondages, de l'opinion, pression que l'on se fait à soi-même, pression de ses amis, de ses concurrents. Il n'y avait pas cette immédiateté. C'était une vision à moyen terme ou à long terme qui dépassait la pression du jour.

Enfin, il y a trois choses que je ne retiens pas.

L'idée d'impartialité, je la comprends bien. On ne doit pas être soumis à des intérêts particuliers ou partisans. L'État, la République ne sont pas des intérêts particuliers ou des intérêts partisans. Mais en même temps, l'impartialité, ce n'est pas non plus ne pas afficher ses convictions. Une administration ne peut pas être totalement impartiale, même si le terme n'a pas été employé dans le même sens. Une administration doit être au service des convictions et surtout de la légitimité de celui qui a été élu, désigné par le peuple. Une administration est là pour appliquer le projet et le programme de celui qui a été élu. C'est extrêmement important, car sinon cela peut se percuter avec la loyauté. La loyauté vis-à-vis de l'élu, c'est la loyauté vis-à-vis du peuple, et au fond la résultante du vote des Français.

En ce sens, moi, je crois aux partis politiques. Raymond Barre y croyait peu ou en tout cas il cherchait un parcours en marge des partis politiques. Moi, je crois aux partis politiques, c'est assez ringard sans doute et difficile à assumer. Les partis politiques sont des entreprises de la vie économique. Il y a toujours de bons et de mauvais moments, de bons ou de mauvais partis, mais, à un moment donné, l'expression publique, il faut bien l'organiser et cela passe par les partis politiques. Les institutions de la République fonctionnent au travers des élections.

Mais enfin les partis politiques ne doivent pas dominer le Président élu qui représente tous les Français. Le Premier ministre doit mener l'action que le président lui fixe, issue de la légitimité. Les partis politiques animent la vie politique et assurent une majorité et tout cela doit fonctionner. Je crois aux partis politiques, car je ne vois pas comment on pourrait remplacer les partis. Je crois en un président engagé dans une bataille, très au-dessus de tout cela, mais je crois en une administration engagée auprès du président.

## **Sur l'impartialité de l'État**

### ***François Bayrou***

Il y a dans ce que vient de dire Éric Woerth une des lignes de clivage que Raymond Barre à son époque a assumées. Entre sa vision à lui et la vision qui était celle du RPR. C'est drôle, car tant d'années après, on retrouve exactement la même chose. Raymond Barre détestait à juste titre l'idée de cette intimité néfaste entre partis et l'État. Il considérait qu'il y avait entre l'État et les partis une différence de nature. L'État était serviteur de l'intérêt général et les partis d'un intérêt particulier, partisan, légitimes sans doute et nécessaires – à coup sûr – la Constitution le dit – mais il n'était pas du tout acquis ni résigné à l'idée que l'élection donnait à un parti la légitimité de mettre son empreinte sur l'État ni sur l'administration. Je dis cela parce qu'est une différence que l'on vient d'entendre. Vous vous souvenez de ce responsable du parti socialiste qui est monté à la Tribune en disant : « vous avez juridiquement tort parce que nous sommes politiquement majoritaires ». Ce qui est l'expression la plus conséquente du jacobinisme. Le jacobinisme, c'est l'affirmation que parce qu'il y a eu une victoire électorale, il y a la légitimité au fond de s'imposer à tous les cadres de l'État. Barre ne partageait pas du tout ce sentiment et je veux illustrer le fait qu'il ne partageait pas ce sentiment par l'idée très haute qu'il se faisait des libertés universitaires.

Il était un universitaire pour qui la liberté universitaire qui est à la fois une liberté de conscience, une liberté de pratique de l'enseignement, une liberté de penser. Cette analyse était extrêmement grande. On a vu ces dernières années – et encore récemment – des gouvernements qui estimaient que les enseignants devaient faire ce qu'on leur ordonnait de faire. Vous voyez bien la

différence : les enseignants doivent suivre les programmes qui leur sont fixés, et cependant ils ont la liberté de l'exercice de leur métier pour atteindre ces programmes. Il y a chez Raymond Barre cette vision : impartialité et très grande distance aussi par rapport à d'autres puissances que les puissances électorales. Il y avait chez lui un regard assez ironique sur les grandes forces notamment économiques, une très grande causticité dans le propos quand il regardait ceux qui essayaient de faire pression sur l'État. Cette causticité était merveilleusement oxygénante, si je peux faire un néologisme tout à fait insupportable. C'était de ce point de vue une conception que l'on peut approfondir, si certains philosophes veulent le faire, très proche de la laïcité. C'est-à-dire qu'on peut être par exemple fonctionnaire, suivre les instructions qu'on vous donne et cependant garder une très grande liberté de jugement. Ce qui différencie l'administration française de l'administration américaine, c'est d'une certaine manière une vision optimiste d'une nature humaine capable de faire la différence. Vous pouvez être chrétien et enseigner les Lumières, vous pouvez être agnostique et même athée et essayer de traduire auprès de vos élèves ce que le christianisme pense et dit. Au fond, vous avez un certain nombre de devoirs que vous remplissez en pleine conscience, sans jamais amputer votre liberté personnelle.

### *Éric Woerth*

Je ne veux pas dire qu'on doit être partial. Je m'interroge simplement sur l'exercice du pouvoir, qui nécessite beaucoup d'engagement personnel. On n'est pas si impartial que cela. On ne doit pas être sous l'emprise – François Bayrou parlait d'emprise – Personne dans une démocratie ne doit être sous emprise, ni d'intérêts particuliers ni de sa propre et unique ambition. Il est temps de faire la part des choses.

De la même manière, il faut accepter que les électeurs aient des groupes de pression. Il y a toujours des groupes de pression. Les professeurs sont un groupe de pression, les politiques aussi, les intérêts industriels sont des groupes de pression. Heureusement qu'il y a des groupes de pression et heureusement qu'on n'écoute pas les groupes de pression systématiquement. Tous les grands corps constitués sont des groupes de pression. Mais il y a évidemment des gens qui s'expriment, honnêtement, qui pensent qu'ils ont raison lorsqu'ils proposent ou telle idée, telle ou telle approche. Ce qui serait critiquable de la part du pouvoir politique, ce serait de céder à de mauvaises pressions, à de mauvais groupes de pression. Il faut bien écouter. Sinon, vous n'écoutez rien et vous n'en faites qu'à votre tête. Tout cela est d'une évidence totale.. Moi, je crois au politique engagé. Je crois en la puissance du politique. Je pense qu'on meurt de l'impuissance de la politique. Moins il y a de politiques, plus il y a d'impuissance et l'impuissance, c'est l'affaiblissement des démocraties.

Je ne crois pas par exemple aux autorités indépendantes. Il ne faut pas d'autorités indépendantes. Il faut une autorité, en matière nucléaire bien sûr. Mais en même temps la démultiplication au cours des cinq dernières années, le démantèlement de l'administration, du politique, pour éviter de prendre des décisions et les confier à d'autres, ce n'est pas fair-play vis-à-vis des citoyens. Vous avez à exercer vos responsabilités et à en payer les conséquences si vous exercez mal. Vous n'avez pas à transférer à d'autres les pouvoirs que vous pouvez exercer vous-même. Il faut le faire dans la transparence, dans le cadre des valeurs de la République, dans le cadre d'un État de droit. Tout cela est important, tout cela va de soi.

D'ailleurs, les autorités indépendantes ne sont indépendantes de rien du tout. Elles ont elles-mêmes leur propre pouvoir, leur propre carrière, leurs propres réseaux. C'est la nature humaine, personne n'est un robot. Il faut beaucoup d'équilibre dans tout cela. Personnellement, je retiens cette notion d'équilibre. Et en même temps, pour une intervention de 5 ans, période très brève du quinquennat, il faut une très grande puissance pour changer les choses. Vous ne pouvez pas vous perdre, vous devez exercer le pouvoir parce que vous aviez dit auparavant ce que vous ferez, d'une manière de plus en plus précise.

Raymond Barre était un homme précis. C'était un économiste. J'ai également suivi ses cours à

Sciences Po. C'était précis, c'était poli, ses livres d'économie étaient des modèles du genre. On a beaucoup perdu de cette précision après lui, ces dernières années, mais je pense qu'on est en train de retrouver cette précision. Dans le débat des primaires qui occupe aujourd'hui la droite et le centre, est un débat précis. Il n'y a pas que des chocs d'ambition. Il y aura toujours des chocs d'ambition, tant qu'il y aura des hommes sur terre, mais c'est en même temps un débat précis. Et on peut s'intéresser à la précision. Les Français attendent des idées précises. Qu'est-ce que vous pensez ? Que ferez-vous ? Tout le monde sera heureux, les Français s'aimeront les uns les autres... Mais au-delà de tout cela, ces « comment », ces « pourquoi », c'est « à quel moment », on attend tout cela avec précision. Et cette précision est une précision presque d'économie.

Enfin les partis politiques ne représentent pas les intérêts particuliers, François Bayrou ! Ce sont des convictions, ce sont des familles de convictions. Il y a des pratiques électorales, les investitures des candidats, mais enfin, tant qu'il y aura une démocratie, il y aura des candidats. Ces candidats pourront venir de la société civile comme ils peuvent venir d'un monde plus politisé. En général, quand on vient de la société civile, quand on se présente à une élection, c'est qu'on a une ambition politique, ce qui n'est pas critiquable en soi. Mais les partis ne représentent pas les intérêts particuliers. C'est une famille de convictions.

### ***François Bayrou***

Une phrase d'illustration sur l'impartialité de l'État et la notion de « précis », pour reprendre l'adjectif d'Eric Woerth que ce choix entraîne. La politique des nominations, la partialité de l'État qui a été si souvent appliquée, c'est réserver les nominations aux gens qui sont de votre camp ou dans votre fraction de camp. Et je vais revenir sur ce débat sur les primaires justement. L'idée que la haute administration devrait être soumise au pouvoir politique et changer chaque fois que le pouvoir politique changerait, ce principe qu'Eric Woerth vient de défendre à l'instant, je le considère, moi, comme absolument contraire à l'idée que la France est faite de son administration, absolument contraire même à l'idée fondamentale que les gens ne sont pas réductibles à un parti. Le petit système que défendent un certain nombre de gens, y compris à l'intérieur de la primaire évoquée, de droite et très partiellement du centre, à l'intérieur de cette primaire, on défend l'idée de revenir au système que Barre aurait considéré, à coup sûr, tout précis qu'il fût, comme étant contraire à sa conception de l'État. Il faut y réfléchir. J'y reviendrai tout à l'heure.

### ***Édouard Philippe***

Sur ce sujet, je vais formuler une conviction, un doute et deux hypothèses.

Ma conviction, c'est que si on commence à se poser la question de savoir s'il est possible d'envisager que l'État puisse une seule seconde et à un certain moment être autre chose qu'impartial, on va vivre des moments difficiles. Il ne peut pas y avoir le début du commencement d'un doute sur l'idée que l'État, tel qu'il a constitué le pays, tel qu'il est, en forme de squelette de la nation en France, doit évidemment se fixer comme objectif d'être impartial.

L'impartialité n'est pas une catégorie juridique, donc, c'est délicat. C'est un état d'esprit, c'est très compliqué d'être impartial, parce que justement ça peut s'organiser par le droit, mais ça ne se garantit jamais par le droit. C'est un état d'esprit. Donc, c'est un objectif difficile à atteindre, et se fixer tout autre objectif, ou ne pas se fixer celui-là, c'est de la folie à mon avis dans le système français tel qu'il fonctionne.

Mon doute, c'est que la primaire préparée actuellement, dont je suis un partisan engagé, puisse être un exercice précis. J'ai un doute. Je pense que dans chaque débat public, quelle que soit sa forme, quel que soit le moment où il est organisé, nous aurons toujours tendance à hésiter entre une grande précision et un grand lyrisme. On a toujours tendance à hésiter entre le moment où on

va parler à la raison et le moment où on va parler aux tripes. Parler aux tripes, ce n'est pas forcément parler à des sentiments négatifs, à la peur. Je ne suis pas sûr que l'exercice des primaires engagé aujourd'hui soit l'incarnation totale et définitive d'un discours précis.

Enfin, je voudrais formuler deux hypothèses. La première : La question de l'impartialité qui a été évoquée jusqu'à présent sur la base de laquelle Raymond Barre aurait pris parti, tient assez largement, je le crois du moins, au moment où elle est formulée. Je m'explique : Raymond Barre a été ministre entre 1976 et 1981, et il achève un cycle qu'on ne reverra pas, au cours duquel la cinquième République vit des transformations politiques, mais ne connaît pas l'alternance entre la droite et la gauche. Cela ne veut pas dire que tout le monde est sur la même ligne, bien entendu, mais cela veut dire qu'à partir de 1981, on est dans un système d'alternance radicale, politique et – cela, on ne le sait pas encore en 1981, mais on va le découvrir ensuite – d'alternance répétée : droite-gauche, droite-gauche... et parfois répétée rapidement. Il est bien évident que pour ceux qui ont grandi – ce n'est pas mon cas – dans une cinquième République et dans une administration française où, pendant trente ans, il n'y a pas eu d'alternance politique, la question des relations entre les carrières administratives et les impartialités et les neutralités administratives ne se pose pas du tout de la même façon à partir de 1981 qu'avant. Et Raymond Barre a dû voir cela en pleine face, et l'expérimenter à plein, parce qu'il est à la fin d'une époque en 1981 et parce qu'ensuite, en 1988, il se présente à une alternance sur deux ans, ce qui est incroyablement bref et ce qui suscite évidemment des transformations dans la question de l'impartialité de l'État qui se pose de façon nouvelle.

En réalité, je pense que son expression, mais c'est l'hypothèse que je formule, est très datée et qu'elle ne se poserait pas comme cela pour quelqu'un qui n'aurait pas grandi dans le monde administratif et politique qu'il a vécu.

Ma seconde hypothèse, c'est que je ne suis pas du tout sûr que Raymond Barre (mais je ne suis pas le gardien de sa pensée) ait eu une vision systématique, ou systémique des partis politiques. Je voudrais formuler l'hypothèse qu'au fond il sait parfaitement que les partis politiques sont indispensables, nécessaires, qu'on ne peut pas faire sans, qu'il n'existe de démocratie nulle part dans l'histoire et la géographie qui puisse fonctionner sans parti, sans leurs organisations formelles, sans débats parfois un peu dérisoires parfois un peu excessifs, mais en tout cas une organisation. Il sait que c'est indispensable, mais il ne ressent pas là-dessus, justement parce qu'il est lui, il n'a pas envie de s'y coller, de mettre le pied dedans. Parce que – il y a plein de choses qu'on sait nécessaires, mais on n'a pas forcément envie d'y participer – et je formule l'hypothèse selon laquelle il ne remet pas en cause le système – pas le système des partis parce qu'il est trop marqué par la 4<sup>e</sup> et par la 5<sup>e</sup> Républiques – Je pense simplement que par une forme peut-être d'élégance, peut-être aussi de vanité après tout, en tout cas d'ambition intellectuelle, il considère qu'il doit pouvoir faire sans.

### *Alain Duhamel*

Avant de passer la parole à la salle, je voudrais que vous vous interrogiez sur la question suivante : **Peut-on dire la vérité en campagne et, si oui, est-ce à son détriment ?**

### *Éric Woerth*

Je ne peux pas répondre tout de suite. Il n'y a pas de réponse, il n'y a pas de vérité, évidemment, mais je crois profondément qu'on peut être élu sans un programme de vérité, mais c'est là autre chose. Sur l'impartialité, qu'on ne se trompe pas : l'État ne peut pas être partial au mauvais sens du terme au sens où l'on défend tel ou tel intérêt particulier, tel ou tel intérêt personne, tout le monde est d'accord. Là-dessus. C'est de la prose, on en fait tout le temps. La République nous anime, ses valeurs sont connues, mais elles doivent être sans cesse rappelées, sans cesse également adaptées au temps qui vient. On ne change pas les principes, qui sont tout à fait

fondamentaux : la liberté, le travail, etc. Tout cela est extrêmement important et on le voit bien tous les débats qui animent aujourd'hui la société française, débat sur l'identité de notre pays (c'est un débat qu'on a assez peu dans d'autres pays). Ce débat nous ramène toujours à cela. Donc, ce n'est pas de cette impartialité-là que je parle. Moi, je parle de l'engagement à un moment donné et les valeurs auxquelles on doit répondre sans cesse. Un homme ou une femme politiques, le gouvernement est là pour une mise en œuvre et cette mise en œuvre ne peut pas avoir d'impartialité pour la raison que l'élection elle-même n'est pas impartiale. Il y a un candidat, avec des idées, avec un projet. Il représente le pays. Pendant cinq ans, il oriente, il anime son action. Le président n'est pas au-dessus de tout. En tout cas, il n'est pas au-dessus du projet ou au-dessus du contrat qu'il a passé avec le peuple. Ce contrat doit être mis en œuvre. C'est toujours très difficile, parce que les circonstances peuvent fracasser tout cela, et l'actualité. Mais enfin, il doit être mis en œuvre.

L'administration doit évidemment incarner une forme de continuité de l'État, ce que n'incarnent pas les politiques, qui sont discontinues. L'Administration dans sa continuité représente le pays parce que c'est une administration républicaine donc elle représente les valeurs de la République. Mais enfin, si un directeur d'administration centrale n'est pas d'accord avec ce qu'a proposé un candidat devenu président de la République, cela peut poser un certain nombre de questions. Et on en vient à des sujets précis. Si le directeur de la comptabilité publique n'est pas d'accord avec le directeur des impôts, pour fusionner les deux et en faire une administration générale des finances publiques – ce qui est dans le projet du candidat en 2017 –. Alors, il faut changer les deux directeurs parce que, sinon, cela ne se fera pas. Et il faut le faire en toute aisance, en toute transparence et pas en catimini. Il faut l'assumer. Si vous ne l'assumez pas, c'est là où vient l'ambiguïté. La transparence, comme dit ce terme galvaudé, la transparence de la décision politique est majeure. Pourquoi cette décision a-t-elle été prise ? Tout cela doit être sur la place publique. Si on ne l'assume pas, évidemment, cela ne marche pas. Et moi, je suis pour la puissance du politique, revendiquée avec une puissance en toute transparence, au maximum dans un cadre républicain et dans le cadre de l'impartialité de l'État qui représente la République dans son ensemble.

Alors oui, les politiques de nominations peuvent et doivent être expliquées. Il ne peut pas y avoir de nomination sans explication. Il y aurait le processus de nominations quelles que soient les nominations. Mais à un moment donné, vous nommez bien quelqu'un qui est une personne physique, dans un réseau, qui connaît des gens. Il est assez rare de nommer des gens qui ne connaissent personne, et qui n'ont pas influé pour, à un moment donné, être nommé quelque part. On vit dans une république éclairée et ce qui compte, c'est la république de tous les jours, c'est-à-dire avec les grandes qualités qu'ont les hommes et les femmes, et parfois, de temps en temps, avec leurs défauts. On doit avoir des systèmes, des procédures qui rendent cela public et en faire des débats si jamais une décision est prise.

Moi je crois que la primaire est claire, précise. Parce que cette précision, on en a besoin aujourd'hui. Des propositions sont extrêmement fortes par rapport à ce qu'on a vécu auparavant et c'est tant mieux. Le débat d'idées est un débat précis. Je ne dis pas simplement qu'il faut baisser les impôts et augmenter je ne sais quoi. Il faut dire quoi, il faut dire lesquels, il faut dire pourquoi et dans quelle conception nous allons.

Voilà ce que je voulais dire.

### *Alain Duhamel*

Édouard Philippe, le thème suivant qui sera donc le dernier avant les questions de la salle est : « Dit-on la vérité à ses dépens dans une campagne électorale ? »

### *Édouard Philippe*

Je me suis souvent dit que, quand on ne pouvait pas dire l'inverse de ce qu'on allait dire, ce qu'on va dire n'a aucune importance. C'est-à-dire que je ne connais pas d' élu, étant moi-même maire et député, qui viendrait dans cette salle, vous disant : « Nous allons être clair, pour être élu, il faut vraiment raconter des "craques", cela marche mieux. » Personne ne va vous dire cela. Donc, dire l'inverse n'a pas beaucoup d'intérêt.

Je crois évidemment qu'on peut être élu en disant la vérité ; je crois également qu'on peut être élu en ne la disant pas. Et je crois qu'on peut être battu en disant la vérité et élu en la disant aussi. Je pense qu'il n'y a pas de règle : on peut parfaitement être élu sur des « craques », mais aussi sur un discours extrêmement clair, précis et engageant, parfois même un peu revêche et si je le sais, c'est parce que je l'ai vu faire, beaucoup au niveau local. Si vous pouvez expliquer, y compris des choses difficiles et désagréables et quand même être élu, c'est que c'est possible. Est-ce plus difficile ? Je ne sais pas. Est-ce une condition pour, ensuite, faire de belles choses, j'en suis probablement convaincu, mais, au fond, je pense que si l'on regarde dans l'histoire de France et dans celle du monde, on doit pouvoir trouver des exemples d'élus, qui n'ont absolument rien dit de ce qu'ils feraient et qui ont fait de grandes choses.

Autrement dit, vous voyez bien qu'il y a, en France, une mythologie du « parler-vrai ». On a quelques figures emblématiques qui semblent incarner ce discours du « Je vais parler-vrai, plus vrai que d'autres ». C'est Mendès par rapport à Mitterrand. Il faut reconnaître que nous ne sommes pas dans le même type de discours. Et c'est probablement Raymond Barre par rapport à d'autres. Mais cela veut-il dire que les autres ne disent pas la vérité ? Pour reprendre l'exemple de 1981, François Mitterrand ne dit pas la vérité. On peut, à bien des égards, considérer qu'il dit bien la vérité sur ce qu'il veut faire et qu'un an et demi après, il change rapidement d'idée.

### **François Bayrou**

Mon dernier livre s'appelle *De la vérité en politique* et il défend une thèse précise : non seulement il est nécessaire de dire la vérité en politique, mais les temps dans lesquels nous sommes entrés exigent qu'on la dise. C'est une thèse, je ne prétends pas qu'elle ait raison. Je raconte dans ce livre une scène absolument extraordinaire : nous sommes en Grande-Bretagne, en 1936, je crois. Vous imaginez ce qu'en 1936 les bruits de bottes disent ce qu'Hitler est en train de préparer. Churchill, à l'époque l'homme politique le plus impopulaire de toute l'Angleterre parce que la droite l'accuse d'être passé à gauche et la gauche l'accuse d'être resté à droite, se lève et interpelle le Premier ministre, Baldwin. Il lui dit : « Comment est-il possible que, sachant ce que vous saviez, vous ayez fait campagne en 1934 sur le désarmement de l'Angleterre ? » et Baldwin se lève pour lui répondre et lui dit : « Je vais vous répondre avec une effroyable sincérité... (*ce sont les deux mots qu'il utilise*) : en 1934, l'opinion publique britannique n'avait jamais été aussi pacifiste, j'étais le chef d'un grand parti, je devais gagner les élections (*je cite à peu près exactement cette réponse*), donc, pour gagner, j'ai fait la campagne que le peuple souhaitait. »

Il me semble qu'il y a là, la différence exacte entre les hommes politiques dont le but est de gagner les élections, et les hommes qu'on appelle « d'État » que moi j'aurais tendance à appeler simplement « civiques », dont le but est de défendre devant leur pays, les nécessités que l'histoire leur impose. Donc, je défends l'idée qu'il a toujours été justifié que des hommes civiques s'engagent sur ce qu'ils croyaient être la vérité de leur pays, y compris la réalité.

Désormais, nous sommes entrés dans un temps où l'on ne pourra plus gouverner en racontant des histoires parce qu'Internet vous donne immédiatement le *fact checking*. Ce n'est pas encore totalement développé, un certain nombre de discours permettent de vérifier que nous ne sommes pas encore dans la révélation des affirmations approximatives, mais cela vient : les formulations que vous avez faites il y a plusieurs années vous reviennent en boomerang parce qu'on les projette sur écran. C'est un temps où la cohérence et la vérité vont devenir nécessaires. Je ne suis pas absolument certain que la primaire, « précise » comme dit Éric Woerth, donne une illustration de la thèse que je défends, mais en tout cas, c'est ma thèse. Je crois que c'est nécessaire, quand on a une certaine idée de l'engagement politique et que cela va être

obligatoire, en raison de l'évolution du monde de l'information auquel nous sommes désormais confrontés.

### *Alain Duhamel*

C'est en tout cas une thèse claire, plus française qu'américaine, me semble-t-il, en ce moment.

### *Éric Woerth*

Deux ou trois points :

– Faut-il mentir pour être élu ? Je ne crois pas. J'espère que si on fait un sondage, vous direz tous le contraire. Évidemment, le mensonge n'est pas inscrit au cœur de l'engagement politique. Personne n'a envie de mentir ou ne peut mentir. Parfois, des propositions dans des projets peuvent bien évidemment évoluer. Au fond, je pense, en tout cas, je fais crédit aux hommes et femmes politiques qui se présentent aux élections présidentielles, et considère, qu'à un moment donné, leur vérité est totale et que les circonstances peuvent parfois changer le chemin.

Mais en tout cas, faut-il dire toute la vérité ? Probablement pas. Comme le médecin ne dit pas toute la vérité à un moment donné, comme le chef d'entreprise ne dit pas toute la vérité pour un certain nombre de raisons. Cela ne veut pas dire qu'il ment. Il faut expliquer, programmer, des décisions doivent être évidemment confidentielles, car leur efficacité en dépend. Mais le principe même est la vérité la plus totale.

Il y a quand même trois hommes politiques qui, aujourd'hui sont mis systématiquement sur le devant de la scène, par la droite comme par la gauche d'ailleurs : Churchill, de Gaulle et Clemenceau. Les trois ont plutôt été des hommes de vérité, parfois même de forte vérité. Ils ont tous été battus à un moment par leur propre opinion publique, pour des raisons différentes, dans des circonstances différentes, mais, au fond, tous ont été renvoyés « dans leur foyer » à un moment donné. Certains sont revenus, d'autres pas. Donc, l'opinion publique peut, parfois, juger très différemment de l'histoire.

– Et puis il y a aussi trois exemples de campagnes présidentielles :

- Chirac est élu sur la fracture sociale. Il qualifie la France à l'Euro. Il a raison, il y a un écart entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. Et puis, nous sommes renvoyés. En 1997, nous sommes battus.
- Sarkozy est élu sur le « Tout est possible » avec la puissance du politique, sur un programme assez précis. Il fait exactement ce qu'il a dit. Au mois de juillet, un projet de loi appelé « TEPA » (Travail Emploi Pouvoir d'Achat) reprend la plupart des propositions d'ordre économiques qu'il a soumises. Et pourtant, là, commence la rupture avec l'opinion publique.

C'est exactement le contraire de ce que fait Chirac quelques années auparavant. Dans deux circonstances différentes, le résultat est le même.

- François Hollande est élu en disant : « Les Français devront faire des efforts ». Au fond, c'est vrai, il faut faire des efforts, mais il ne dit pas que cela va concerner tout le monde. Là, il y a une rupture totale avec Ayrault, etc. et, finalement, par la suite, il a bien du mal aussi à s'en remettre.

Donc, on voit bien que dans des situations très différentes, avec des projets ou des hommes extrêmement différents eux-mêmes, les choses sont compliquées.

Je partage l'opinion de François Bayrou : dans la France d'aujourd'hui, il est impossible de ne pas dire la totale vérité sur le diagnostic qu'on porte sur le pays et en même temps, sur les solutions qu'on va y apporter. C'est impossible et c'est en cela d'ailleurs que cette élection présidentielle est assez nouvelle parce qu'elle dure longtemps. Les élections présidentielles, souvent, ne durent pas longtemps. Elles sont dans l'esprit longtemps avant, mais, finalement, les gens ne se dévoilent que tardivement ou ne dévoilent leurs véritables idées que tardivement. Et

cette élection présidentielle a, au fond déjà commencé, par des préambules. Et ces préambules permettent au fond à l'opinion publique de commencer à absorber un certain nombre d'idées dont elle n'aurait pas très envie. Quand on parle de baisse de l'indemnisation du chômage, c'est quelque chose de compliqué à expliquer. Quand vous dites que, pour mieux embaucher, il faut plus facilement licencier, ce n'est pas spontané, intuitif. Cela peut donner le sentiment que nous, nous souhaitons une société plus précarisée. Donc, il faut expliquer tout cela et les Français sont prêts à l'entendre, me semble-t-il. Mais il faut expliquer tout cela, expliquer que cela ira mieux parce que nous mettrons en œuvre des séries de décisions qui répondent à une réflexion et ne sont pas d'ordre comptable ou juridique, mais correspondent à une vision du pays. Donc, il ne faut pas raconter des histoires, mais une histoire : celle de l'avenir du pays, et cet avenir passe par une vision, mais ce n'est pas suffisant. Il passe aussi par des engagements très précis. Et ces engagements ne peuvent évidemment pas s'éloigner de la vérité.

### **Questions avec la salle**

**Alain Duhamel** Nous allons passer aux questions. Naturellement, chacun de vous trois pourra répondre dès qu'il le souhaite. J'aimerais bien que les questions en soient véritablement, c'est-à-dire pas des témoignages ou des autobiographies, même si elles peuvent par ailleurs très intéressantes.

**Dominique Chagnollaud** J'ai une question, M. Woerth, sur la prolifération des autorités administratives indépendantes, qui sont une maladie française. Et avec un peu d'ironie, je voudrais vous demander comment vous expliquez que cette maladie contamine même les partis politiques puisqu'il y a des hautes autorités chez les républicains.

**Éric Woerth** En réalité, ce sont les circonstances, encore une fois. L'élection à la présidence de l'UMP a été assez catastrophique à une époque. Donc, pour répondre à cela, il a été choisi de procéder ainsi et c'est tant mieux. Une haute autorité, et je parle sous le contrôle de membres de celle-ci, dit le droit et les règles de fonctionnement. Évidemment, il y a une liberté et un travail (qui peut y participer, etc.) effectué en dehors. Globalement, je ne suis pas opposé aux gens qui composent les hautes autorités, j'imagine qu'ils sont de toute façon très engagés, mais ce n'est pas le sujet. Celui-ci est : « Doit-on démembrer le pouvoir politique pour le confier à d'autres, tout simplement parce qu'on n'ose plus l'exercer ? ». C'est aujourd'hui cela. On n'ose plus, on a peur de l'exercice du pouvoir. C'est visible tous les jours.

**Jean-Jacques Étienne** J'aurais une simple question sur les débats d'idées dans les partis politiques. Avant de critiquer les appareils politiques, il faut savoir ce qui s'y passe. J'ai personnellement le sentiment que les partis politiques ne jouent plus leur rôle, que le travail de réflexion politique en interne ne se fait plus du tout, n'existe pas. Je me demande quelle est la légitimité de gens, très éloignés de la base, choisis entre soi, c'est-à-dire qui existent en politique parce qu'ils se connaissent bien et se fréquentent et comment ils peuvent ensuite subvenir à l'avenir du pays.

**Édouard Philippe** S'agissant des partis politiques, j'ai commencé tard, parce que je me suis fait élire localement avant d'être membre d'un parti politique, mais j'ai commencé fort parce que la première fois que je suis entré dans un parti politique, cela a été pour le diriger. C'était l'UMP et



c'était avec Alain Juppé et Éric (Woerth) qui était trésorier à cette époque, en 2002.

Je n'ai pas une fascination pour les partis politiques, j'ai fait deux ans et je ne le referai plus, c'est fini, mais je sais, et je l'ai dit tout à l'heure, qu'ils sont indispensables. On ne peut pas faire sans, cela n'existe pas. On peut choisir soi-même de vivre à l'extérieur (*des partis politiques*). C'est compliqué lorsqu'on a une vie politique engagée, qu'on a envie de la faire vivre et de continuer d'exercer le pouvoir, mais on peut faire ce choix. Ou on peut rester à l'intérieur (*des partis politiques*). Ils sont imparfaits, bien sûr. Évidemment que tous ceux qui décident de s'engager ne le font pas tous toujours pour d'excellentes raisons. Évidemment que la brutalité inhérente aux débats d'idées, surtout en France, et à la conquête du pouvoir fait que ce n'est pas un monde caractérisé par une grande tendresse.

Tous ceux qui appartiennent à un parti politique et qui y ont vécu savent que tout cela est vrai, mais qu'en même temps, des relations très intenses peuvent se créer dans un parti politique, qui peuvent très dures, mais aussi très fortes et positives ; des amitiés, des dévouements, des loyautés... cela existe aussi dans un parti politique.

Ensuite, à quoi sert un parti politique ? Normalement, cela devrait servir à sélectionner, à former et à présenter ensuite aux élections. Peut-être que la mission de formation fonctionne moins bien qu'avant. « Peut-être » parce que la petite expérience que j'ai est que quand on regarde les choses avec un peu de distance et dans le passé, on a toujours l'impression que cela marchait très bien. Et peut-être aussi que, ce qu'on retient, est ce qui marchait très bien. Les partis politiques formaient-ils mieux les militants et les candidats il y a vingt ou cinquante ans qu'aujourd'hui ? Je ne sais pas. Il se trouve qu'au Havre, dont je suis maire, nous avons une vie politique intense autour du Parti communiste. Celui-ci est encore un parti politique qui, prenant des militants engagés à la base, les forme aux affaires, à l'expression et au débat publics. Je ne dis pas que je suis d'accord avec eux, souvent ce n'est pas le cas, mais je constate que cette formation politique continue, évidemment dans des proportions bien inférieures à celles qui prévalaient auparavant. Et quand je regarde mon parti politique, je vois la même chose. Je vois beaucoup de choses qui ne me satisfont pas, je vois beaucoup de points de désaccord, mais je vois aussi des gens qui, localement, s'engagent, essaient de se poser la question de savoir comment commencer à faire de la politique. Cela n'est pas facile, il n'y a pas de recette, mais les partis politiques offrent au moins la possibilité de se confronter, de discuter, d'apprendre à s'exprimer en public, de commencer à monter des opérations logistiques... encore une fois, la meilleure chose que vous puissiez faire si vous n'aimez pas les partis politiques, c'est d'y entrer. Vraiment. Massivement.

**Jean-Jacques Étienne** Ceci mérite une réponse. Je suis président du Parti radical dans l'Indre, depuis 1976. C'est vous dire à quel point je suis très impliqué dans un parti politique et l'un des plus vieux, je crois. Maintenant, que deviennent les partis politiques aujourd'hui, c'est autre chose.

**Alain Duhamel** Nous avons le secrétaire général d'un parti, le président d'un autre. Ils vont avoir à répondre, l'un comme l'autre. Nous allons suivre le système « giscardien » : le plus élevé hiérarchiquement parle en dernier.

**Éric Woerth** Comme toi, Édouard, je ne suis pas particulièrement fasciné par les partis politiques. Je crois en l'engagement politique ; quand on est engagé, finalement, on s'inscrit dans un parti. Sinon, on est engagé autour de soi-même, de son propre *ego*, de son propre nombril. La question est : « Les partis politiques sont-ils utiles ou pas ? ». Je crois que oui, cela canalise la vie politique, y met un peu d'organisation. Il y a des hauts et des bas, des partis qui vivent des bons moments, d'autres de très mauvais.

Jouent-ils encore leur rôle ? Je le crois. Ils sont très décriés, considérés comme ringards. Les beaux parcours peuvent être considérés comme en dehors des partis politiques parce que, tout à coup, le parti politique deviendrait quelque chose de totalement partial, c'est-à-dire au service d'intérêts particuliers et des ambitions des uns et des autres. Il y a de toute façon, cette suspicion autour de la politique, extrême, mais parfois justifiée. À nous d'essayer de la rendre plus crédible aujourd'hui. Évidemment, les partis politiques sont au cœur de cette entreprise de suspicion et ils doivent faire leur travail. Je pense que c'est ce que nous faisons, en tout cas pour le parti que je connais le mieux, le mien : *Les Républicains*. Nous avons travaillé sur un projet, au fond essayé de dire quelles sont nos convictions de façon la plus précise possible et pas uniquement « La culture, c'est l'avenir du monde » ou « Les jeunes, c'est l'avenir de la nation ». Nous sommes quand même allés un petit peu plus loin que cela. Le parti a joué son rôle, même avec une primaire. Il a sorti un projet, travaillé de façon publique pendant des mois sur celui-ci, puis a présenté des candidats. Ce n'est pas si simple que cela, dans les contextes d'aujourd'hui. Il a quand même eu une démarche extrêmement construite qui doit permettre d'exposer devant la population. Celle-ci, lorsqu'elle votera pour quelqu'un, saura exactement pour qui et pour quoi elle vote. Pour moi, c'est la condition *sine qua non* de la réforme. Sinon, il n'y a pas de réforme, que des blocages. Il n'y a pas d'éloignement de la base, il n'y a pas plus proche, me semble-t-il, de la base ou des Français, que les hommes et les femmes politiques qui, en général, appartiennent à un parti politique.

Lorsque je suis entré chez Arthur Andersen, il y a quelques années, mon premier déjeuner avec des associés a été de tomber sur le politique que j'étais, qui était un animal incongru dans ce milieu des cabinets d'audit, et de dire : « Vous ne connaissez rien à ce que veulent les Français. » Je leur ai demandé : « Que faites-vous de vos samedis et dimanches ? Vous allez au travail le samedi matin pour montrer que vous travaillez aussi un peu le week-end, puis, après, vous vous occupez de votre famille, de votre tennis, vous faites vos courses... ce que vous voulez. Les élus, quels qu'ils soient sont sur le terrain, s'occupent de tous les gens qui ne reçoivent dans leur boîte aux lettres que des factures ou des rappels des impôts, qui n'ont pas de réseau. » Nous faisons cela et c'est formidable. Nous ne sommes pas éloignés du terrain. Nous avons parfois du mal à lui répondre. Quand un homme politique, un futur président de la République ou un président de la République est face aux Français, c'est malheureusement souvent pathétique. Regardez ces émissions de télévision où ils sont en face de quelqu'un qui est au chômage. La réponse du président de la République va être de dire « baisse de charge », « compétitivité »... que sais-je ? Il y a un décalage complet. Le parti politique peut essayer d'absorber cela et faire en sorte qu'il y ait plus d'humanisation, au fond, dans la vie politique. Et puis, le débat doit bien avoir lieu quelque part. C'est quand le débat n'a lieu nulle part que cela « explose ». Le débat doit avoir lieu au Parlement, on ne doit pas le supprimer. Il doit avoir lieu aussi dans les partis politiques. Sinon, il se passe dans la rue : les explosions de colère sont de pire en pire. La loi El-Khomri est un débat qui n'a pas eu lieu au fond : il n'a pas vraiment eu lieu au Parlement où il a été bloqué ; il n'a pas eu lieu au Gouvernement, parce que cela s'est fait très vite et il n'a pas eu lieu dans le parti politique parce que le Parti socialiste n'existe quasiment plus. Ce n'est donc pas un bon fonctionnement de la démocratie. Je suis pour un débat mature, dans la société du XXI<sup>e</sup> siècle, en utilisant tous les moyens possibles, en considérant que tous les citoyens sont égaux en droit, qu'ils fassent partie ou pas d'un parti politique. Mais en même temps, les partis sont utiles.

### **François Bayrou**

La question du président du Parti radical de l'Indre portait sur la vie intellectuelle dans les partis, sur la réflexion. C'est une question extrêmement fondée à mes yeux pour deux raisons principales et, sur ce point, je me distinguerai de ce qu'Éric Woerth vient de dire :

- de débat au Parlement, il n'y en a plus. Si vous additionnez l'extrême-droite, l'extrême-gauche, le centre indépendant et peut-être quelques écologistes, il n'y a que les deux

partis dominants et leurs satellites qui sont représentés. C'est-à-dire que 60 % des Français ne le sont pas. Et vous ne pouvez pas avoir un débat intéressant pour l'opinion, qui mobilise et permet un échange d'arguments, si vous avez un parlement dans lequel 60 % des Français ne sont pas représentés. Donc, je pense que c'est une question fondamentale qui empêche que la catharsis démocratique ait lieu. C'est la première raison. À mon sens, elle est très grave, car elle fait que la réflexion dans les partis part souvent des attentes de l'opinion qui n'est pas exactement ce que vous souhaitiez, si j'ai bien compris (il s'adresse à Jean-Jacques Étienne).

- Deuxième raison : la crise générale de la politique qui se focalise, ainsi qu'Éric Woerth l'a dit entre les lignes et là je suis d'accord avec lui, sur l'effondrement du projet de la gauche. Parce qu'en France, le point de repère de la pensée politique était, à tort et je le regrette beaucoup, le projet eschatologique de la gauche : un jour, les lendemains chanteraient. Au fond, c'était très important dans le débat public. Or, le projet de gauche s'est effondré et pour dire les choses extrêmement précisément, il s'est effondré en Grèce avec Tsipras : vous gagnez une élection sur le thème « On va dire non aux nécessités qu'on veut nous imposer », vous faites, cinq mois après, un référendum pour vous faire confirmer votre mandat, le peuple vote pour cette confirmation à 65 % le dimanche et le jeudi, vous faites le contraire. Pour Tsipras, ce n'est pas par vice, mais parce qu'il n'a pas pu faire autrement que constater la réalité de ce qui allait se produire pour son pays. Cette prise de conscience a marqué, j'en suis sûr et je crois que les historiens le verront, le terme de l'idéologie et du rêve de la gauche. Ce qui fait que, la pensée intellectuelle en France aujourd'hui, est extrêmement tourmentée, compromise et affaiblie et pas seulement dans les partis politiques.

Ces deux raisons font, pour moi, un système. L'une et l'autre expliquent une partie de la crise de la réflexion politique que vous déplorez.

**Alain Duhamel** Je crois que nous avons encore le temps pour une ou deux questions...

### **François Froment-Meurice**

Je voudrais revenir sur un point qui a beaucoup marqué celles et ceux qui ont participé à cette période. Pendant les trois années, de 1978 à 1981, c'est Raymond Barre, la Constitution le lui imposait, qui a utilisé presque toutes les semaines l'article 49-3 de la Constitution. Le 49-3 était rendu nécessaire parce que la majorité, avec ses deux composantes, n'était pas un modèle de bonne entente à l'époque et que nombre de calculs de la part de certains visaient à ne pas avoir à voter telle ou telle mesure pour ne pas avoir à en être responsables. C'était des calculs éloignés de la philosophie politique de Raymond Barre qui n'aimait pas beaucoup ce genre d'attitudes. J'ai été très surpris du tremblement qu'a fait tout récemment l'usage du 49-3 lors de la loi El-Khomri, car, à l'époque, et je pense qu'on s'en souvient ici, c'était au fond, relativement simple : on utilisait le 49-3 parce qu'on n'avait pas les moyens de faire autrement. Et Philippe Mestre se souvient bien de son utilisation au moment de l'article d'équilibre du budget de 1980 qui, ensuite, a provoqué un désastre au Conseil constitutionnel comme le sait très bien Pierre Steinmetz...

**Alain Duhamel** Tout cela vous mène à quelle question ?

### **François Froment-Meurice**

La question est la suivante : les rapports que M. Barre entretenait comme Premier ministre avec

les chefs de partis sont-ils ceux qu'entretient aujourd'hui le Premier ministre avec les chefs de sa majorité ou ont-ils substantiellement, comme je le pense, changé de nature ?

**Alain Duhamel** (*s'adressant aux intervenants*) Vous pouvez répondre comme vous le voulez. Même si vous n'êtes pas forcément des orfèvres en ce qui concerne les partis de l'actuelle majorité, votre point de vue est intéressant.

**Éric Woerth** Je pense que la Constitution étant ce qu'elle est, on peut utiliser évidemment tous ses articles sans tomber sous le feu de la critique. Je ne sais pas si on peut comparer la situation de l'époque avec celle d'aujourd'hui. En tout cas, c'est une majorité qui n'en est plus vraiment une, sinon, il n'y aurait pas de 49-3 au fond.

François Bayrou a probablement raison en disant que la pensée politique s'affaiblit puisqu'il y a une grande montée des arrière-pensées qui tuent la pensée et, dans le cas de majorités qui se fractionnent, il s'agit évidemment d'arrière-pensées. Je ne sais pas s'il y a eu une différence idéologique à l'époque, je ne la sens pas vraiment, mais aujourd'hui il y en a une, profonde, peut-être plus estimable, entre ceux qui s'opposent à François Hollande et qui viennent de la gauche. On voit bien qu'il y a plusieurs gauches, plusieurs façons de penser l'avenir du pays. C'est un débat qui vaut la peine et peut arriver en cours de mandat.

Le 49-3 peut avoir un intérêt, mais il a quand même de grands défauts évidemment, donc il faut tenter de l'éviter, car, alors, le débat a lieu ailleurs. De toute façon, dans un pays comme le nôtre, il y a débat. J'aime autant que le débat ait lieu au Parlement, même si c'est compliqué, car le Parlement ne sait pas débattre en vérité. Ce sont des discours à côté les uns des autres, des amendements brutaux, il n'y a pas vraiment débat, mais enfin, il vaut mieux parler longtemps au Parlement que de ne pas parler, car, alors, on parle ailleurs. Je ne crois pas que les associations, les ONG, les micro-partis, les « Nuit debout », les expressions populaires de toute nature ou simplement les réseaux sociaux peuvent servir un débat organisé en démocratie même si je ne mésestime pas l'intérêt d'une forme, non pas d'une démocratie directe, mais d'écoute directe des citoyens par les médias qui sont les nôtres aujourd'hui.

Donc, si on peut éviter le 49-3, il faut le faire. Je pense qu'à l'époque, les raisons étaient probablement moins élevées que celles d'aujourd'hui, il n'y avait pas de fracture idéologique comme aujourd'hui dans la gauche.

**Édouard Philippe** Pour aller un peu dans le même sens, il y a une différence, me semble-t-il, assez fondamentale : le 49-3 n'a pas changé, mais le discours sur celui-ci s'est un peu modifié. Autrement dit, lorsque vous êtes un responsable politique qui dit : « Le 49-3 est un instrument légitime de l'action et du parlementarisme rationalisé, certes dirigé contre sa propre majorité plutôt que contre l'opposition, mais néanmoins il a été conçu pour cela, donc on peut parfaitement l'utiliser quand on en a besoin » et que vous l'utilisez : finalement c'est une « petite affaire ».

Lorsque votre discours est de dire : « Le 49-3 est un instrument inique, anti-démocratique, qui interdit le débat, qui est scandaleux, jamais je ne l'utiliserai », il est sûr que, lorsque vous l'utilisez : alors cela devient une « grosse affaire ».

Pourquoi le 49-3, cette fois-ci, a fait un tel bruit ? Parce que nous étions sur un projet qui n'avait pas été présenté à la majorité, qui n'était pas partagé par la majorité et mis en œuvre par des gens qui, depuis au moins quinze ans expliquaient que, par essence, le recours au 49-3 était anti-démocratique. Lorsque, pendant quinze ans vous avez dit cela et que vous utilisez le 49-3, cela se passe mal.

À mon avis, c'est juste cela, mais c'est déjà beaucoup.

**François Bayrou** Je pense qu'il y a une grave erreur dans la manière dont le Gouvernement a utilisé le 49-3 sur la loi El-Khomri : il l'a fait avant le débat, pour empêcher celui-ci. Or, voilà un texte non annoncé aux citoyens, présenté comme central, révolutionnaire, même si le président de la République n'est pas venu dire devant les Français de quoi il s'agissait. Il n'est même pas examiné à l'Assemblée nationale.

Très différente eût été la situation si l'on avait conduit et peut-être même épuisé le débat. Au moment du vote, on aurait alors pu utiliser le 49-3 ; symboliquement, ce n'est pas du tout la même chose. De ce point de vue là, le 49-3 signifie que l'on n'a pas de majorité. Cette situation créée dans le pays est strictement homothétique de l'effondrement de la gauche comme projet, au sens unificateur que je décrivais précédemment.

**Éric Thouvenel** Ma question sera pour vous trois : il y avait chez Raymond Barre, une perspective historique, une notion de rapport de confiance avec l'avenir. Ne pensez-vous pas que, dans le débat actuel, où on entend beaucoup de choses sur la « boîte à outils », et sur des réactions à l'actualité, cette incapacité de chacun des candidats à exprimer comme Raymond Barre l'a fait très clairement en 1988, quelle France et quel objectif on veut dans vingt ans, est une des raisons pour lesquelles un gros tiers des Français, va voter pour des solutions simplistes et stupides ?

**Éric Woerth** Dans le passé, on a beaucoup reproché aux politiques d'être trop généralistes, d'afficher des visions, mais jamais d'outils. Je pense qu'il faut les deux. Aujourd'hui, l'on pourrait en convenir que le monde politique est très décrédibilisé. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire, mais, avec 6 millions de chômeurs et DAESH à nos portes, cela crée des tensions réelles auxquelles il faut apporter des réponses réelles, dire une histoire, afficher une vision. Les mesures techniques ne sont qu'au service de cette vision. Le débat des primaires, comme celui de l'élection présidentielle, permettront aux uns et aux autres, puis à celui ou celle qui portera les couleurs de la droite et du centre, d'afficher cela (*cette vision*).

Je ne pense pas qu'on puisse être élu en étant à la fois un ministre de l'Intérieur, un ministre de l'économie... je pense qu'on est élu parce qu'on est un président de la République. Et un président de la République, sur cinq ans, ne peut pas totalement se désintéresser du « comment » et du « quand ». C'est absolument indispensable. La seule façon, me semble-t-il de recréer un rapport de confiance est d'être sur ces deux tableaux, mais très sérieusement.

(*Édouard Philippe et François Bayrou indiquent qu'ils sont d'accord avec les propos tenus par Éric Woerth.*)

**Alain Kaspereit** Le sujet est « l'exercice du pouvoir ». Croyez-vous qu'aujourd'hui, on peut en parler de la même manière qu'à l'époque de Raymond Barre, dans la mesure où les partis politiques sont complètement déconsidérés, que le sentiment dans l'opinion est que ce pouvoir est confisqué par une petite partie d'élites formées dans quelques mêmes écoles ? Avec les moyens de communication et d'information dont disposent les électeurs, croyez-vous qu'aujourd'hui les partis politiques tels qu'ils sont, sont encore une réponse aux évolutions de la société et de l'information dont disposent les membres de la société et au sentiment que ceux-ci ont souvent de ne pas pouvoir participer au débat, confisqué, malgré les semblants de consultation ?

**Édouard Philippe** Si l'exercice du pouvoir a changé, cela n'est pas parce que les partis politiques sont déconsidérés, mais peut-être parce qu'un certain nombre d'éléments déterminants dans l'exercice du pouvoir ont changé.

Aujourd'hui, lorsque vous êtes Premier ministre, vous avez des responsabilités considérables, mais 80 % de l'investissement public ne dépend pas de vous, mais de collectivités territoriales. Ceci n'a rien à voir avec la situation de 1976, 1977 ou 1978. Vous avez face à vous des régions, des communes, avec une légitimité politique forte, avec des gens élus en général assez longtemps, avec des marges de manœuvre et capables d'investir. Bref, vous vous retrouvez dans une situation où vous devez exercer le pouvoir qui n'a rien à voir avec 1976 !

Avant 1980, un grand projet d'aménagement était mené par l'État, avec une administration et des moyens et très peu de local. Aujourd'hui, ce n'est pas comme cela et ce ne peut plus l'être. L'exercice du pouvoir s'est totalement transformé. Le pouvoir n'est pas moins fort, mais il s'est émietté.

La force avec laquelle le regard est porté par les Français, non seulement sur les décisions prises, mais également sur la façon dont elles le sont, s'est totalement transformée. On citait tout à l'heure Internet, mais il faut aussi ajouter les chaînes d'information en continu. La force de l'intégration européenne, celle de la décentralisation, l'absence de marge de manœuvres budgétaires, l'espèce de course normative... tout cela a transformé l'exercice du pouvoir.

Mais l'exercice du pouvoir c'est s'adapter à des contingences pour aller à l'essentiel.

Donc, oui, on n'exerce plus le pouvoir comme auparavant. Je ne sais pas si c'est plus ou moins dur, mais c'est différent. Tout l'art de l'homme d'État, du politique, est de tenir compte de cette nouvelle grammaire pour aboutir à l'effet recherché. Cela reste l'art de gouverner et c'est toujours possible.

**Éric Woerth** Y a-t-il une captation du pouvoir par les élites ? Peut-être. La seule solution pour répondre à cela est de se dire qu'il faut de la diversité. On voit bien qu'il y a de moins en moins de gens qui ont fait l'ENA dans les gouvernements. Dans la culture populaire, l'ENA est un marqueur des élites. En général, les partisans de la suppression de l'ENA l'ont faite ou l'ont ratée, mais ne sont pas totalement insensibles à son idée.

Je n'ai pas fait l'ENA, je ne suis pas sorti d'un grand corps et n'ai aucune volonté de supprimer l'ENA. Il faut une école qui prépare aux métiers du service public. Il faut probablement réformer la scolarité, mais toutes ces questions doivent être posées pour toutes les écoles.

On voit bien que les populismes l'utilisent, sans jamais nommer exactement ce qu'est le « système », « l'entre soi »... nous avons un peu cela en France, depuis toujours. Pour essayer de rompre avec, il faut accélérer la diversité dans la représentation du monde politique, mais aussi dans celle du monde en général. L'ascenseur social est tout de même un peu en panne ces dernières années. Toutes les statistiques le montrent.

**François Bayrou** Édouard Philippe a dit : « L'État n'a plus les moyens de l'action, des investissements... » C'est vrai, en partie.

Mais ce que Barre avait saisi et exprimé admirablement est que la principale responsabilité de l'exercice du pouvoir est la création d'un sentiment de confiance. C'est l'une des choses les plus profondes et les plus justes que cette période nous avait permis de dire. Ce qui me frappe aujourd'hui est la perte absolue du sentiment de confiance parce que ceux qui ont exercé des responsabilités récemment n'arrivent pas à définir un cap (c'était aussi un mot que Barre aimait bien), mais aussi parce qu'ils sont extrêmement mal à l'aise avec les changements que la réalité leur impose d'assumer.

On a donc le sentiment d'une parole trompeuse.

Il faut ajouter à cela le poids, à mon avis excessif, des impératifs de communication ou des

structures qui assument la communication. Je pense que les éléments de langage, les formules fournies à l'avance, l'absence complète de naturel, de spontanéité, d'authenticité, de maîtrise de la langue qui sont vraiment la marque de la vie politique dans la plupart de ces expressions, ajoutent à la perte de confiance. Ce que Barre avait senti et que de Gaulle a montré admirablement dans les quatre ou cinq premières années de son mandat est que, quand un pays retrouve un sentiment de confiance et donc son unité autour d'une volonté, alors les choses peuvent changer très vite.

Je pense que ceci est une des responsabilités principales que l'action politique doit se fixer.

**Alain Duhamel** Je vous remercie beaucoup tous les trois.

Je voudrais simplement relever d'une part à quel point le côté atypique, non conformiste de Raymond Barre par rapport à ses contemporains, permet aux questions qui se posent à son sujet de se poser aujourd'hui, à propos de l'actualité.

Je voudrais dire par ailleurs que ce qui m'a frappé est le fil de toutes ces discussions et de vos réponses, avec chacun sa sensibilité naturellement. Ce fil tournait assez largement autour des questions de sincérité de celui qui s'exprime, de confiance ou non de ceux qui l'écoutent. Il me semble que c'est la différence que pouvait représenter Raymond Barre, car, même quand il était impopulaire, c'est-à-dire lorsqu'il était au pouvoir, il était néanmoins respecté.

La question est de savoir si, à l'issue de la campagne qui commence, celui qui sera élu sera susceptible d'être respecté, car c'est cela la clé de la confiance.

## TABLE RONDE « SITUATION DE L'EUROPE »

Président/modérateur : **Renaud Girard**, chroniqueur international au *Figaro*

Témoins :

- **Jean Bizet**, sénateur de la Manche, président de la Commission des affaires européennes du Sénat
- **Alain Lamassoure**, député européen pour l'Île-de-France

\*

\* \*

**Jacques Bille**, délégué général de Présence de Raymond Barre

Le deuxième thème choisi pour cette matinée est l'Europe.

Il s'agit d'essayer de voir ce qui demeure d'actualité dans la pensée, dans l'action, dans la vision qu'avait Raymond Barre des affaires européennes. Barre et l'Europe, c'est une histoire dense, riche, longue dont beaucoup, dans la salle, ont été les témoins ou les acteurs.

Pour ce faire, trois personnalités sont présentes : Renaud Girard, qui va présider et animer cette rencontre, entouré du sénateur Jean Bizet et d'Alain Lamassoure.

- Renaud Girard est un journaliste d'origine fort intellectuelle puisqu'il est normalien et énarque. Il est devenu grand reporter et reporter de guerre. Tout le monde a lu nombre de ses œuvres : ses livres, ses articles ou ses chroniques. Depuis quelques années, il est chroniqueur diplomatique au *Figaro*. Il y a une quinzaine d'années, il avait écrit un papier assez retentissant sur la paralysie des institutions européennes. Sa chronique sur la réforme nécessaire des institutions européennes parue ce matin dans le *Figaro* mérite sans doute débat et nous en parlerons peut-être tout à l'heure ;
- Jean Bizet est sénateur et président des affaires européennes du Sénat ;
- Alain Lamassoure est député européen depuis 1989. Il possède une grande expérience et a exercé de multiples fonctions, y compris ministérielles, en France, au titre des affaires européennes dont il est l'un des grands experts.

Je cède la parole à Renaud Girard.

### **Renaud Girard**

Je suis très honoré d'avoir été invité à ce colloque. Je n'ai été reçu qu'une fois en tête-à-tête par Raymond Barre, mais j'avais beaucoup d'admiration pour lui. Je ne cache pas avoir voté pour lui en 1988. Pour moi, si la France va mal, c'est parce que le peuple français a fait « le mauvais tiercé », avec Chirac, Mitterrand, Barre. Barre a été « numéro trois » alors qu'il aurait dû être « numéro un ». Je considère que Raymond Barre est le dernier homme d'État français, dans le sens où, quand il rend les affaires en 1981, elles sont dans un meilleur état que lorsqu'il les a trouvées. On peut dire la même chose de Charles de Gaulle, car il rend aussi les affaires en meilleur état en 1969 que lorsqu'il les a trouvées en 1958.

Sous Raymond Barre, la France jouissait encore d'un immense respect en Europe et dans le monde. C'était un pays considéré même comme exemplaire. Hélas ! ce n'est plus le cas, même si j'espère que cela va changer.

Nous sommes invités à parler de Raymond Barre et de l'Europe ce qui est assez bienvenu puisque le sommet de Bratislava a promis de rendre l'Union européenne plus attrayante. Je pense qu'il faudrait qu'elle soit déjà plus lisible et compréhensible, personne ne connaissant bien les traités faisant office de Constitution européenne ou pourquoi il y a 28 ou 29 commissaires... Il y a donc vraiment des choses à faire en Europe.

Je propose donc de voir au cours de cette session, d'abord grâce aux souvenirs des invités, comment Raymond Barre qui a été vice-président de la Commission, a procédé à son époque,



mais également de s'interroger, puisque des acteurs sont présents, comme M. Lamassoure, ancien ministre aux Affaires européennes et député européen ou le sénateur Bizet, président de la Commission européenne du Sénat, sur les solutions et la vision qu'aurait Barre aujourd'hui, s'il était aux affaires, de ce problème de l'Union européenne, de son organisation, du *Brexit*. Était-il d'accord ou pas avec la conférence de presse assez prophétique du général de Gaulle dans laquelle celui-ci disait que les Anglais n'avaient pas vocation à être membres de l'Union européenne ?

J'invite donc les invités à livrer leurs souvenirs sur Raymond Barre sans perdre de vue les principales questions : est-il possible ou non de pousser vers une Europe fédérale ? Si c'est impossible, il faut donc restreindre les prétentions de la Commission. Quel rôle peut ou doit jouer le président du Conseil ? Il y a un problème dans l'exécutif européen entre ces deux personnes qui s'expriment avant le sommet de Bratislava. Les coopérations renforcées, la flexibilité de l'Europe peuvent-elles fonctionner ? Comment bien négocier son départ avec le Royaume-Uni ? N'y a-t-il pas un risque de se « faire avoir » par les Anglais ? C'est-à-dire que ces derniers gardent tous les avantages de l'Europe, mais en transformant leur île en un immense Singapour avec un impôt sur les sociétés à 15 % pour attirer les sièges sociaux des grandes entreprises internationales en Grande-Bretagne. Le Parlement européen fonctionne-t-il ? Les gens peuvent-ils répondre si on les interroge sur l'identité et le rôle de leur député européen ? N'y a-t-il pas, là aussi, un problème dans le système des élections européennes ?

Les personnes présentes seront elles aussi autorisées à s'exprimer, mais j'invite dans un premier temps Alain Lamassoure à le faire, afin de faire part de ses souvenirs, aussi bien personnels qu'universitaires, de la vision européenne de Raymond Barre, mais aussi comment, selon lui, un homme comme Raymond Barre réglerait la crise actuelle.

### **Alain Lamassoure**

Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre, notamment à la deuxième question, mais je souhaite apporter quelques éléments.

Tout d'abord, je tiens à féliciter Pierre-André Wiltzer et dire l'immense plaisir et la très sincère émotion que je ressens en évoquant la grande figure de Raymond Barre devant ceux qui ont été autour de lui et avec qui j'ai travaillé voilà maintenant plus de trente ans.

Je suis très gêné de participer à un panel sur l'Europe parce que, même si je suis l'un des rares hommes politiques français à avoir décidé d'abandonner le plus beau des mandats politiques, celui de maire, et une carrière politique nationale qui avait bien commencé pour me consacrer totalement à l'Europe, dans la période de ma vie où j'ai travaillé avec beaucoup des personnes présentes et où j'ai eu l'honneur de travailler directement, assez régulièrement, avec Raymond Barre, ce n'était pas pour parler d'Europe.

Avec l'autorisation de Renaud Girard, je ne résiste pas au plaisir de raconter deux anecdotes qui m'ont beaucoup marqué et ont contribué à ma formation que je pense être celle d'un homme d'État.

À l'époque, j'étais à la présidence de la République, auprès de Valéry Giscard d'Estaing, pour suivre les problèmes de développement régional, d'aménagement du territoire et d'environnement.

Première anecdote : je participe à un comité interministériel consacré aux industries agroalimentaires présidé par le prédécesseur de Raymond Barre, lequel était invité en tant que ministre du Commerce extérieur. La parole est donnée au ministre de l'Agriculture, au ministre des Finances, au ministre de l'Industrie puis, à la fin, au ministre du Commerce extérieur. Raymond Barre prend alors la parole (il était ministre depuis trois mois) en indiquant qu'il avait un point de vue différent. Il s'adresse au ministre de l'Agriculture en lui expliquant qu'il pense qu'on commet une erreur en réclamant, chaque année, une augmentation de tous les prix de l'ensemble de la production agricole, car cela satisfait les agriculteurs, mais, ce faisant, au bout

de quelque temps, la production aujourd'hui non rentable des agriculteurs allemands sera rentabilisée et, un jour, ceux-ci seront meilleurs que la France en agriculture. Il explique ensuite au ministre de l'Industrie qu'il a tort, car ce n'est pas en acceptant que les prix à la production agricole augmentent régulièrement, que l'industrie agroalimentaire française sera compétitive à l'échelle mondiale, selon ce qu'il a constaté à Tokyo ou Washington. Pour lui, il y a donc besoin d'un prix de revient bas de la matière première pour être compétitif. Enfin, il s'adresse au ministre des Finances en le priant de ne pas croire que c'est en réglementant les prix que l'inflation sera évitée. Celle-ci disparaîtra le jour où sera supprimé le contrôle des prix. Silence de mort. Ce jour-là, tous les participants à la réunion ont compris qui serait le prochain premier ministre. C'était un discours d'homme d'État, avec le sens de l'espace, le monde, et celui de la durée. Les prochaines élections cantonales avaient lieu dans trois mois. C'était important. Mais la compétitivité française dans vingt ans l'était davantage et elle était mondiale. Et c'est ce que l'Europe apportait à l'époque à la politique française : la dimension de l'espace et celle de la durée. Sur la durée, la nécessité de prendre en compte cette dimension était facilitée par un taux de croissance qui était quand même à 3,5/4 % par an. « Lorsque la voiture va vite, nous sommes obligés d'avoir des phares qui éclairent loin. » Avec une croissance de 0,5 %, nous sommes tous tentés d'être myopes et nos politiques actuels n'y manquent pas.

Seconde anecdote : elle se situe après la plus grande catastrophe écologique qu'ait connue la France : le naufrage de l'Amoco Cadiz. Le Premier ministre décide de réunir à Matignon les 150 ou 200 maires des communes bretonnes du littoral victimes de la pollution, pour essayer de trouver avec eux un accord sur l'indemnisation, la prévention de la répétition de ce genre de tragédie, etc. Il tient donc un comité interministériel, j'en rends compte au président de la République et l'après-midi, avant qu'il réunisse les maires, je rencontre Raymond Barre en tête-à-tête pour lui expliquer la réaction du président de la République. Il refuse de me croire, estimant que, soit je suis en train de lui mentir quant aux propos tenus par le Président, soit le Président a bien tenu ces propos et si c'est le cas, c'est alors moi qui ai menti à ce dernier en lui donnant de fausses informations. Il ajoute que mon rôle, en tant que conseiller du président de la République, n'est pas de lui donner de mauvaises informations ou un avis personnel qui ne correspond pas aux réalités ou à ce que lui a dit. Ce faisant, je fais donc mal mon travail de conseiller du président de la République. Je me suis souvenu de ceci toute ma vie. Cette anecdote n'avait pas trait à l'Europe, mais je la considère comme importante.

Raymond Barre a été pour beaucoup un excellent professeur à Sciences Po. Il a été également vice-président de la Commission européenne, à un moment où les présidents des commissions respectives (il en a eu deux) n'étaient pas des personnalités extrêmement fortes et c'est lui qui, le premier, a réfléchi au prodrome de ce qui est devenu ensuite l'Union monétaire. Pierre Achard, qui est présent et a suivi cela à l'époque dans de hautes responsabilités, pourrait en parler mieux que moi qui en retiens deux idées très claires.

D'abord celle que l'Europe doit être « européenne » : tant qu'il n'y pas un pouvoir européen communautaire, c'est inutile. L'interétatique, appelée intergouvernementale en France, ne fonctionne pas. Nous en avons des démonstrations tous les jours. Si l'on veut une politique monétaire et économique commune, il faut évidemment que celle-ci soit définie au niveau européen par des responsables politiques européens ayant une vraie visibilité comme Alain Girard l'évoquait pour regretter qu'elle soit très largement insuffisante à propos du Parlement européen.

La deuxième idée a été exprimée plus tard par Raymond Barre, en 1999, à l'occasion d'un colloque à Genève à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle, au cours duquel il a dit deux choses très importantes : il n'y a pas de raison que l'Europe soit condamnée à subir les événements, elle peut y participer. Il estimait que nous avons notre place dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Mais ce n'est pas la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni qui seront à la table du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est l'Europe ou ce ne sera aucun d'entre nous. Ce qui veut dire que l'Europe doit être une puissance, pas seulement comme aujourd'hui une puissance commerciale, pas simplement une puissance

économique et monétaire, mais aussi une puissance militaire et politique. Nous en sommes loin, mais nous cheminons lentement dans ce sens.

À partir de là, deux ou trois notations : d'abord, comprendre l'extraordinaire changement de l'Europe depuis Raymond Barre, sans d'ailleurs que celui-ci y ait été pour quelque chose, puisqu'à partir du moment où il a quitté la Commission européenne, il a été Premier ministre en France, mais dans le système français, ce n'est pas le Premier ministre qui fait la politique européenne, mais le président de la République. On a perdu le souvenir de cette Europe à l'époque où il était président de la Commission, autour des années 1970, lorsque le Conseil européen n'existait pas. Une des grandes bizarreries de la construction européenne dont on ne parle quasiment pas est, qu'au départ, elle a été l'œuvre de « seconds couteaux » politiques. L'Europe a commencé à se bâtir sans les dirigeants nationaux : Robert Schumann, personnalité dominante, n'était que ministre des Affaires étrangères. Certes, Adenauer était chancelier d'Allemagne. Mais pour le reste, on ne se souvient plus des signataires du Traité de Rome, dont on fêtera les 60 ans l'année prochaine. »

« La conférence de Messine a été convoquée par un ministre des affaires étrangères italien. Ceci est très curieux. Même le général de Gaulle n'a pas trouvé anormal le fonctionnement dans lequel il envoyait ses ministres, même s'il a essayé de faire d'autres propositions. Jusqu'à ce que le Conseil européen, la première fois à titre de « prototype » sous Pompidou puis en étant formalisé sous Giscard et Schmidt, se réunisse, l'Europe, en fait, était un système assez étrange, qui a prospéré dans ses premières étapes fondamentales, sans les grands dirigeants, mais avec un soutien naturel de toute l'opinion publique parce que, pour celle-ci, et sans qu'on ait besoin de faire de démonstrations compliquées, construire l'Europe voulait dire la paix, arriver à la réconciliation. Nous sommes aujourd'hui dans une situation profondément différente pour ne pas dire contraire.

Ensuite, nous sommes passés à une autre étape au cours de laquelle l'Europe s'est construite, à partir des décisions prises par les grands dirigeants, mais sans les citoyens.

Et nous sommes aujourd'hui dans une période très dangereuse, dans laquelle les citoyens sont invités à se prononcer, mais dans des conditions insatisfaisantes. Les grands dirigeants prennent toujours des décisions au nom de l'Europe, mais contre l'Europe, au profit de leur politique nationale. Pour résumer cela de manière un peu forte, le regretté Jean-Luc Dehaene, Premier ministre belge pendant sept ans, qui a participé à tous les Conseils européens à partir de la première moitié des années 1990, disait : « Quand nous allions à l'époque à Bruxelles, nous étions douze. Onze sur douze allaient à Bruxelles avec l'idée de définir la politique européenne et de faire avancer l'Europe. Le douzième était Mme Thatcher ou M. Major. Aujourd'hui, quand les vingt-huit vont à Bruxelles, il y a pratiquement vingt-huit Mme Thatcher autour de la table pensant : "Que puis-je retirer de l'Europe pour mon pays et pour mon intérêt électoral personnel ? " »

Deuxième notation : du temps de Raymond Barre, on était persuadé que la méthode Monnet, appelée depuis méthode Delors, fonctionnerait. Nous étions au lendemain de la guerre, les haines étaient encore très vivaces entre nos pays, les méfiances gigantesques entre nos dirigeants. L'idée était de présenter un objectif modeste que personne ne pouvait refuser et, une fois cet objectif modeste atteint, de faire travailler ensemble les dirigeants de nos pays, les hauts fonctionnaires, le monde des affaires, les syndicats... donc ils se connaîtraient, la méfiance tomberait, petit à petit la confiance la remplacerait... Ce premier objectif modeste était de recréer un marché continental pour que nos entreprises ruinées puissent bénéficier d'une taille qui leur permette de lutter pas trop inégalement avec les États-Unis d'Amérique, mettre en commun l'essentiel de notre énergie et de nos matières premières. Sur la base de ce premier résultat, il s'agissait de donner le goût et l'envie aux participants d'aller plus loin ensemble, d'étendre les objectifs à d'autres domaines et d'autres compétences pour parvenir un jour à l'unité politique de l'Europe, mais on ne savait pas quand, ni ce que cela voulait dire exactement, l'essentiel étant dans la démarche : créer un engrenage vertueux. Celui-ci a formidablement

fonctionné, mais avec des limites. Il a fonctionné en ce sens que le marché commun a inexorablement débouché sur l'espace unique et pour cela, il ne suffisait pas de supprimer les droits de douane, il fallait aussi que les entreprises soient soumises aux mêmes standards techniques, sanitaires, environnementaux, etc., donc que nous ayons une législation commune.

Et l'espace unique a débouché inexorablement sur l'espace monétaire parce qu'on ne pouvait pas courir le risque d'une dévaluation monétaire dans un pays, alors que la réglementation était applicable à toutes les entreprises (mondes agricole et industriel). Donc cet engrenage-là, il a magnifiquement fonctionné. Et à partir du moment où l'on était obligé d'avoir des normes communes, cela signifiait des lois communes. Les institutions, essentiellement techniques d'origine, se sont transformées en institutions politiques.

Aujourd'hui, le modèle politique européen est en réalité un modèle fédéral sans le nom (maudit dans la politique française), mais dans sa version parlementaire, comme en Allemagne, en Autriche ou au Canada et non pas dans sa version présidentielle. Nous avons un système législatif dans lequel la loi, pour être adoptée, doit être votée dans les mêmes termes par une chambre basse élue par le peuple, le Parlement européen, et par une chambre haute représentant les États qui constituent la communauté, le Conseil des ministres, l'équivalent du *Bundesrat* allemand. Et le chef de l'exécutif européen, le président de Commission européenne est non plus nommé, comme jusqu'à une période récente, comme un haut fonctionnaire international, par un accord entre les gouvernements, mais élu par la chambre basse au lendemain des élections à cette même chambre. Le PPE a gagné les dernières élections, son candidat, Jean-Claude Juncker est président de la Commission européenne. L'engrenage vertueux a donc fonctionné avec deux résultats historiques inouïs : la réconciliation et l'Union monétaire. D'abord la réconciliation : il serait absurde de dire que s'il n'y avait pas eu le Traité de Rome, il y aurait eu la Troisième Guerre mondiale. La paix a d'autres raisons. Par contre, la profondeur de la réconciliation entre les peuples est due à la construction européenne, au fait que, depuis 60 ans nos élites travaillent ensemble, que nos étudiants partent étudier les uns chez les autres, que nos retraités vont passer leur retraite les uns chez les autres. Cela est le résultat, le miracle de la construction européenne.

Et voilà maintenant plus de quinze ans qu'à la question qu'on pose tous les 6 mois pour avoir un baromètre : « Quel est, à votre avis, le peuple le plus proche du peuple français ? », deux Français sur trois répondent naturellement : « Le peuple allemand ». Et symétriquement. Lorsque nous avons reçu il y a quelques années, et que se sont exprimés en parallèle, dans l'hémicycle du Parlement de Strasbourg, Shimon Peres et Yasser Arafat, à un moment où leur relation était un peu difficile, sans s'être concertés, ils ont tenu pratiquement le même discours : « Merci l'Europe. Non pas pour l'aide que vous nous donnez, merci de ce que vous êtes, merci de ce que vous avez fait. Parce que si vous avez pu le faire, alors que vos haines historiques ont atteint le sommet de la barbarie de l'histoire de l'humanité, alors cela veut dire... » Pour moi, cela voulait dire que d'ici quelque temps, à la même question, les Israéliens répondraient : « Nos frères palestiniens ». Et symétriquement. L'actuel Premier ministre indien est venu dire la même chose : « Merci l'Europe pour ce que vous avez fait, parce que nous avons, nous aussi des voisins avec lesquels nous avons des relations tendues. » Au fond, dans quelques années, pourquoi ne pas envisager qu'à cette question, les Indiens répondent : « Naturellement, ce sont nos frères pakistanais. »

Cela, c'est le miracle. Et c'est l'Europe.

Le deuxième miracle, c'est l'Union monétaire. Cela nous paraît aujourd'hui complètement évident. Mais à l'automne 1998, j'avais effectué un tour des universités américaines de sciences économiques et les *business schools*, côte ouest et *Middle West*, pour expliquer ce qu'était le projet de l'Union monétaire. J'avais été accueilli avec un scepticisme à peine poli. Cette année-là, le prix Nobel d'économie avait été décerné au Canadien Robert Mundell pour une thèse brillante dans laquelle il démontrait que des pays différents ne pouvaient pas avoir la même monnaie. Six mois après, c'était fait. Et au moment de la crise de l'euro, celui-ci a résisté pendant trois ans à une spéculation mondiale massive, tous les jours, sur tous les marchés

financiers relayés par toute la presse anglo-saxonne : le *Financial Times*, le *Wall Street Journal*, ou toutes les semaines, l'excellent *The Economist*... l'euro est insubmersible. Nous l'avons fait, il n'y a pas de précédent.

Ce qui amène à une troisième remarque, qui va peut-être surprendre : les plus grandes difficultés que nous connaissons actuellement en Europe, et elles ne manquent pas, tiennent non pas à ses échecs, mais à ses réussites, car celles-ci, sans précédent historique et sans équivalent dans le monde nous placent devant une situation inconnue. L'Europe d'aujourd'hui est un continent inconnu dont nous découvrons les vrais avantages, les jardins d'Eden puis les jungles sauvages. Sur l'euro, pour ne l'évoquer qu'en une phrase, nous avons au début sous-estimé les dangers du « pays zone euro » et quand la crise a eu lieu, nous les avons surestimés.

Et il y a un autre aspect : la réconciliation aboutit au fait qu'on ne se fait plus la guerre, on se visite. On donne des bourses *Erasmus* à nos enfants qu'on incite à aller étudier un an dans un pays voisin, dans lequel ils tombent amoureux, se marient et ont des enfants. Nous voyons donc naître un peuple européen issu de mariages binationaux, un million année après année. Quand, lors de la campagne électorale actuelle, j'entends des candidats déclarer : « Il faut rétablir les contrôles aux frontières intérieures, abolir les accords de Schengen... un pays, c'est des frontières, donc il faut les rétablir... », cela n'est pas sérieux. Il y a 1500 points de passage entre la France et la Belgique. Après les deux attentats tragiques à Bruxelles, le gouvernement belge a annoncé qu'il allait rétablir le contrôle aux frontières. Cela n'a pas tenu une heure. Avec 1500 points de passage, c'est impossible. Le Président Sarkozy avait dit, à un moment où il ne s'entendait pas avec S. Berlusconi, qu'il rétablissait les contrôles à la frontière franco-italienne. Il ne s'est bien sûr rien passé. Jamais nous ne rétablirons les contrôles aux frontières. Non pour des raisons juridiques, mais parce que nous ne le pouvons plus. Nous sommes submergés. À Philippe de Villiers qui, lors d'un débat, parlait de rétablir les contrôles au poste de Biriadou, entre la France et l'Espagne, j'ai répondu qu'il passait tous les matins à Biriadou, autant de monde qu'entre Angers et Nantes. Proposer d'établir des contrôles à l'entrée de Nantes pour les gens venant d'Angers conduirait à passer pour fou. Mais comme il hors de question de rétablir des contrôles aux frontières intérieures, il faut avoir une véritable politique migratoire commune avec, non seulement des contrôles effectués par des garde-frontières européens sur les frontières extérieures, mais aussi des négociations avec les pays d'origine, avec les pays de transit... avoir une politique à long terme pour faire face à ce phénomène migratoire qui sera l'une des grandes caractéristiques de ce siècle passionnant et dangereux.

Dernière remarque : la méthode Monnet/Delors de « l'engrenage vertueux » a aussi montré ses limites. Contrairement à ce qu'on a longtemps espéré, l'Union monétaire n'a pas automatiquement débouché sur l'union politique, ni même sur l'union économique. Nous avons la même monnaie, mais nous avons toujours vingt-huit, ou plutôt vingt-sept budgets nationaux différents et un budget commun ridiculement faible (1 % du PIB alors que nos budgets nationaux additionnés sont plus proches de 40 % du PIB). Nous n'avons donc pas les instruments d'une véritable politique budgétaire commune et nos dirigeants nationaux se gardent bien d'utiliser les institutions et procédures existantes pour coordonner leurs politiques budgétaires nationales. Nous avons simplement les garde-fous qui concernent les déficits et la dette, mais pas en termes positifs, pour coordonner les investissements et faire en sorte que les pays qui ont des excédents comme ceux du Nord (et notamment l'Allemagne, avec plus de 15 milliards d'excédent l'année dernière) relancent les investissements, mais pas uniquement chez eux et que les pays qui doivent d'abord réduire leur déficit appliquent une politique plus rigoureuse. Nous ne l'avons pas fait ; l'Union monétaire n'a pas automatiquement engendré l'union économique, et nous en souffrons beaucoup, et encore moins l'union politique. Et comme ce n'est pas automatique, il faut une mutation génétique. La « chenille » du marché commun est devenue papillon, donc elle vole : l'Union européenne existe, elle a des compétences sur la scène internationale, en matière de commerce, d'environnement... sur un certain nombre de grands sujets, elle est un acteur. Par contre, on se rend compte que ce n'est pas d'un papillon dont nous avons besoin aujourd'hui,

dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle, mais plutôt d'un aigle. Donc, la question qui se pose à présent est : comment transformer le papillon en aigle ? Pour faire cela, ce n'est pas un problème d'institution, le Traité de Lisbonne contient tout ce dont on a besoin pour ce qu'on peut et on veut faire, c'est une question de volonté politique.

En France, il n'y a plus, depuis longtemps, de volonté politique de bâtir l'Europe. Et chez nos partenaires, la volonté n'est pas véritablement plus ardente (je renvoie à la phrase de Jean-Luc Dehaene). Nous avons besoin de faire renaître l'esprit de Raymond Barre sur la politique européenne comme sur la politique française. Je vous remercie.

### **Renaud Girard**

Merci beaucoup M. le ministre. Si j'avais été David Cameron, je vous aurais envoyé faire la campagne pour le maintien dans l'Union européenne, je vous aurais fait traverser toutes ces campagnes anglaises qui, bien qu'ayant reçu des montants importants de subventions, plus importants que ceux qui ont voté pour le maintien dans l'Europe, ont voté le *Brexit*. Vous êtes un avocat extrêmement brillant de la cause européenne et comme vous étiez là pour la défendre, vous n'avez pas parlé, et c'est normal, de deux petits « trébuchements ». Ainsi, on n'a pas très bien compris comment l'Europe voulait continuer. Je pense que Raymond Barre n'aurait pas trébuché sur ces questions.

La première étant, évidemment cet axe stratégique insensé d'avoir privilégié l'élargissement à l'approfondissement. Cela s'est passé au sommet informel de Noordwijk, absolument inconnu des historiens, consacré à la réforme des institutions européennes. Nous sommes le 23 mai 1997, ce sommet est assez ennuyeux à cause des nombreux débats liés à des questions constitutionnelles très ardues et les deux principaux membres de ce sommet, Helmut Kohl et Jacques Chirac ont la tête ailleurs. Les élections se préparant en Bavière ne se présentent pas bien pour Kohl et surtout, Jacques Chirac a convoqué, de façon peut-être un peu intempestive, des élections législatives qui doivent se dérouler le dimanche suivant, élections qu'il va d'ailleurs perdre. Et rien ne sort de ce sommet. Il m'est arrivé de croiser dans mon cercle sportif le conseiller européen de Jacques Chirac au moment où l'on pense prendre en Europe des pays évidemment pas qualifiés pour y entrer, comme la Roumanie et la Bulgarie. Je lui demande : « On va droit dans le mur ? » et lui, qui est conseiller en exercice, me répond : « On y va tout droit ! ». Cet incroyable tournant stratégique a été de dire « On élargit puis on verra après quel moteur on donne à la camionnette ». Évidemment, cela n'a pas fonctionné et je ne pense pas que Raymond Barre serait tombé dans ce piège.

Le deuxième trébuchement est le fait que Raymond Barre ne croyait pas aux dévaluations compétitives, il pensait que c'était aux entreprises d'être compétitives. Et le deuxième grand défaut dans la stratégie de cette construction européenne est la théorie de M. Mitterrand du « milieu du gué » qui consiste à dire : « Je construis une union monétaire en poursuivant l'œuvre de Giscard/Schmidt, je mets l'euro en place, mais je ne vais pas jusqu'au bout, je m'arrête au milieu du gué et je dis à mes successeurs, sans savoir d'ailleurs qui ils vont être, que c'est à eux de faire l'autre moitié, de traverser la rivière ! » Aujourd'hui, on peut constater que l'Europe est toujours en train de barboter dans la rivière, elle n'a pas réussi à rejoindre l'autre rive !

Donc, quelle est cette union monétaire qui a été faite sans que l'on fasse en même temps une harmonisation fiscale et budgétaire ? Voilà la grande question. Je ne suis pas sûr que M. Barre aurait accepté comme telle la théorie du milieu du gué.

Monsieur le sénateur, vous avez la parole.

### **Jean Bizet**

Merci monsieur Girard. Pour faire le lien avec la table ronde précédente, je n'avais aucune occasion ni chance de rencontrer Raymond Barre, ayant choisi un cursus plutôt scientifique.

Mais je l'ai écouté et je pense l'avoir entendu. Le gaulliste que je suis a été assez séduit par son ADN. Que ce soit la rigueur, l'éthique, l'honnêteté intellectuelle ou bien sa conception de l'autorité de l'État, ceci m'a beaucoup parlé et c'est vrai qu'aujourd'hui, on voit très bien qu'il est encore, dans sa réflexion, d'une pertinente actualité. Je salue véritablement son engagement européen et, pour revenir sur une des questions évoquées tout à l'heure, dès 1967, lorsqu'il a imaginé l'Union économique et monétaire, il est vrai que, *a posteriori*, on voit aujourd'hui les difficultés d'une union monétaire qui n'a pas été adossée sur une union économique. Ce fut un péché originel qui, au fil du temps, est devenu un péché collectif.

Nous ne parlerons pas de fédéralisme, car, en France, certains mots fâchent, mais aujourd'hui, plus que jamais, il nous manque une union budgétaire avec laquelle nous pourrions véritablement concourir dans la cour des grands et faire de cette Europe une Europe-puissance et non une Europe-espace qui est celle d'aujourd'hui, mais j'y reviendrai.

Faire une union économique et monétaire est pour moi le B-A-BA. Nous avons eu la naïveté d'imaginer que nos économies allaient converger, regardez comment la divergence s'est creusée entre la France et l'Allemagne. Le couple franco-allemand est au cœur de toute la construction et le fonctionnement de l'Union européenne. Et l'Allemagne n'a plus du tout confiance en la France, tout simplement parce que nous ne respectons pas nos engagements et nos propos. Quand je vois ce qui est dit à Bruxelles et ce qui est fait à Paris, je pense qu'il faudra remettre tout cela en ordre. J'ai regardé avec attention les conclusions du sommet de Bratislava : je suis pour moins de règles et plus de projets concrets, faire rêver nos concitoyens tout en ne leur mentant pas. Ils ont besoin d'avoir un idéal européen et nous en sommes aujourd'hui bien loin.

Les valeurs de l'Union, depuis l'accession de certains pays d'Europe centrale, sont un peu bousculées. Lorsqu'on discute avec un certain nombre de représentants de ces pays, ils cherchent de plus en plus à s'affranchir et il faut reconnaître aussi que ceci est dû au fait que nous avons eu des relations maladroites avec notre grand voisin, la Russie, au travers du partenariat oriental, marqué par le fait que nous avons laissé des administratifs à Bruxelles trop s'engager envers les pays baltes et écouter nos amis polonais qui, à juste titre peut-être, pouvaient nous faire partager leurs craintes. L'Europe ne peut pas aujourd'hui évoluer et se développer avec des relations conflictuelles naissantes avec la Russie. Ceci dit, Vladimir Vladimirovitch Poutine n'est pas un enfant de chœur, tant s'en faut, et on le voit bien : chaque fois, qu'il peut instiller quelques messages pour pouvoir détruire la construction européenne, il ne s'en prive pas. Il faudra donc mettre tout cela à plat, car, encore une fois, nous ne pouvons pas nous développer ainsi. Les valeurs de l'Union restent d'une pertinente actualité. C'était aussi l'esprit de Raymond Barre, tel que j'ai pu le lire dans un certain nombre de documents.

Un certain nombre d'idées extrémistes, surtout d'extrême-droite, voulant remettre en selle le souverainisme, sont complètement décalées. Pour développer et asseoir la force de la France, des États, des nations... il faut s'unir. L'Europe de la Défense est la seule façon de donner du poids à nos États membres.

Un autre point, pas suffisamment développé au-delà de la politique agricole commune, m'a beaucoup séduit : ce sont les politiques communes, voire plus encore, les coopérations renforcées. Cela fait trente ans que nous avons travaillé sur le brevet communautaire. Ce fut une coopération renforcée. Lorsqu'en début de mandat le secrétaire d'État aux Affaires européennes de l'époque, Laurent Wauquiez, m'a fait l'amitié de me demander si j'avais un petit message, je lui ai dit : « Monsieur le ministre, un point sur lequel il ne faut absolument pas lâcher même si nous entendons des messages très négatifs de la part de l'Italie et de l'Espagne est celui de la coopération renforcée sur le brevet communautaire. » Il a fait cette coopération renforcée, Michel Barnier l'y a aidé. Aujourd'hui, et j'envoie le message à Alain Lamassoure, c'est un sujet que nous travaillerons avec Jean-Pierre Raffarin, il faut faire bien attention que, passant de vingt-huit à vingt-sept, pour des questions « purement » administratives, nous ne repartions à la case départ. Ce qui serait dramatique au moment, où justement, et c'est l'autre sujet que je veux aborder, il faut impérativement créer cette Europe-puissance.

La PAC, d'une importance extrême ici, compte tenu de l'ADN des sénateurs, devra aussi évoluer, être plus concurrentielle, plus novatrice. Pourquoi ne pas copier le très inventif *Farm Bill*? Nos amis américains ont trente ans d'expériences en matière En ce qui concerne l'Europe-puissance, que nous appelons tous de nos vœux par rapport à l'Europe-espace, je pense que nous avons une opportunité extraordinaire que le président de la République actuel vient de gâcher : le dossier du Traité transatlantique. On est pour ou pas le commerce mondial, mais on ne quitte pas ainsi la table des négociations. On ne dit pas à Paris, pour récupérer un agrégat de sa famille politique, le contraire de ce que l'on fait et du mandat que l'on donne à Bruxelles. Il faut être très clair là-dessus. « De la posture à l'imposture, il n'y a qu'un pas » et aujourd'hui, la France l'a franchi. Je suis extrêmement sévère là-dessus pour la bonne raison que ce n'est pas comme cela que l'on construira une Europe-puissance. Et il y a deux sujets sur ce point du Traité transatlantique. Pascal Lamy dit avec beaucoup d'intelligence et de constance que c'est un traité de troisième génération, qui ne traite pas de barrières tarifaires, mais de barrières non tarifaires. Regardons plus loin : si l'Union européenne et les États-Unis ne s'accordent sur la mise en équivalence, et je ne parle pas d'harmonisation, des normes non tarifaires de chaque côté de l'Atlantique, ce sont nos voisins chinois et brésiliens qui nous imposeront leurs normes. Il faut donc absolument savoir ce que l'on veut. Je suis assez critique sur ce point, il faudra que l'on reprenne ce sujet. Je suis également extrêmement critique sur le fait que, alors que cela ne fait partie du cahier des charges du Traité transatlantique, on reste en quelque sorte tétanisé sous le concept de l'extraterritorialité des lois américaines. Parler de traités commerciaux internationaux et ne pas en profiter pour mettre sur la table ce qui ne doit plus se concevoir, c'est-à-dire l'extraterritorialité des lois américaines, n'est pas envisageable.

Autre sujet qui, lui, fait partie précisément du cahier des charges : accepter le *Buy American Act* comme quelque chose d'intégré dans le code génétique des parlementaires américains, alors que le *Buy European Act* peut être mis en balance.

Voilà pour moi ce qui est important dans l'Europe-puissance. Celle-ci se trouve un peu bousculée depuis juin dernier avec le *Brexit*. Je le déplore. Au fil du temps, nous avons vu ce qui se profilait. Je me souviens, lorsque j'avais commencé à travailler sur cette question, mon premier rendez-vous avec l'ambassadeur de France à Londres, madame Bermann, me disant que les bookmakers étaient sûrs à environ 80 % que le *Brexit* ne se ferait pas. Nous avons vu ce que cela a donné... je pense qu'il faut être extrêmement ferme. Je n'ai aucune inquiétude pour nos amis britanniques, je continue à dire nos amis britanniques, parce qu'ils ont connu par le passé des périodes beaucoup plus difficiles, que ce sont des libéraux convaincus qui utiliseront, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, l'Irlande comme cheval de Troie, au travers d'un passeport européen. Je regrette leur expertise financière qui va échapper un peu à l'ensemble de l'Union, mais je vois aussi qu'il faudra que certains pays plutôt conservateurs en la matière, la France en l'occurrence, ne soient pas dupes et travaillent sur ce point extrêmement précis tout simplement parce que l'Europe risque de sortir de l'histoire. Cela veut dire qu'il faut aussi sortir des problèmes d'interconnexion en matière d'Europe de l'énergie. Il faudra également aller plus loin en termes d'Europe numérique et nos amis allemands sont complètement en phase avec nous sur ce point.

Le sommet de Bratislava a imaginé que le 25 mars 2017, à l'occasion de l'anniversaire du Traité de Rome, on puisse proposer un autre plan de route. Cela est absolument indispensable.

Je conclurai en faisant une petite référence à l'histoire et en envoyant un message à François Bayrou qui tout à l'heure nous a parlé d'un débat entre MM. Churchill et Baldwin. J'irai un peu plus loin en parlant d'une altercation ayant eu lieu entre un ancien Premier ministre anglais, M. Disraeli, avec un parlementaire anglais qui n'est pas entré dans l'histoire. M. Disraeli l'avait interpellé en lui disant : « Monsieur, vous auriez dû voter avec votre parti comme un honnête homme au lieu de voter avec votre conscience comme un aventurier ». J'imagine que Raymond Barre, s'il avait été là, aurait dit tout simplement : « Vive l'aventure ! ». Merci.



## **Renaud Girard**

Merci beaucoup. Trois remarques sur l'Europe-puissance avant de passer la parole la salle : plus on s'éloigne historiquement de la lumière de Raymond Barre, plus on voit que cette Europe-puissance a faibli.

Deux exemples : dans les années 1996, la compagnie *Total* gagne un appel d'offres pour exploiter un grand gisement de pétrole, *South Pars*. Les Américains indiquent à *Total* que l'exploitation de ce gisement est contraire à une loi américaine et que la compagnie s'expose à des sanctions en cas de manquement. Le Président Chirac et les Européens sont venus à la rescousse de *Total* en s'opposant à la décision des États-Unis qui ont fait marche arrière. *Total* a donc finalement pu procéder à l'exploration et l'exploitation de *South Pars* et en tirer beaucoup d'argent. C'était il y a assez longtemps, mais l'Amérique avait plié.

Autre exemple : deux sociétés aéronautiques américaines, *Mc Donnell Douglas* et *Boeing*, décident un jour de fusionner. Le commissaire à la concurrence convoque les dirigeants de ces deux sociétés à 100 % américaines (dirigeants et ouvriers américains, sites américains) pour leur dicter les conditions de leur fusion en précisant que, si ces conditions ne sont pas acceptées, les avions construits n'auront pas l'autorisation de se poser sur le territoire de l'Union européenne. Ceci bien entendu, pour protéger *Airbus*. La fusion de *Mc Donnell Douglas* et de *Boeing* s'est donc faite aux conditions fixées par l'Union européenne. Par la suite d'ailleurs lorsque des sociétés californiennes ont eu un litige, l'autorité européenne à la concurrence est devenue la grande autorité, car les compagnies lui faisaient davantage confiance qu'au *Department of Justice*, un peu influencé par les dons effectués par différentes entreprises lors des campagnes présidentielles.

Récemment, la *BNP* a été condamnée à 9 milliards d'amendes. C'est énorme, car pris sur les fonds propres. Ce qui signifie, avec les ratios *Cooke*, 70 milliards de prêts en moins. Ceci, car la *BNP* avait financé l'exportation de cigares cubains et de pétrole iranien ou soudanais. Elle n'avait pas fait de trafic d'armes ou d'êtres humains. Les Américains ont estimé cela contraire à la loi américaine, car, comme les prêts ont été effectués en dollars, la compensation finale s'est faite auprès de la réserve fédérale à New York, donc en partie sur le territoire américain. En conséquence, ils ont décidé d'appliquer cette amende de 9 milliards de dollars. Si j'avais été président de la Commission européenne, j'aurais immédiatement convoqué le président de *Goldman Sachs*. Je lui aurais fait remarquer qu'il était avéré dans toute la presse américaine, que sa société avait aidé un gouvernement à maquiller ses comptes publics. C'était tout de même plus grave que l'exportation de cigares cubains ! J'aurais ajouté mon intention de le condamner à une amende de 27 milliards en le laissant libre de ne pas payer l'amende, mais qu'alors, il serait interdit d'exercer sur le territoire de l'Union européenne ainsi que toutes les banques correspondantes sur le territoire des États-Unis d'Amérique. Je ne comprends toujours pas pourquoi M. Juncker ne l'a pas fait.

Cela c'est l'Europe-puissance.

Hier soir, une grande conférence a réuni les plus importantes sociétés américaines. Celles-ci ont publié une déclaration demandant à la commissaire européenne de retirer purement et simplement l'amende de 13 milliards qu'elle avait donnée à *Apple*, sans aucune réaction de la part de M. Juncker ou de qui que ce soit. C'est tout à fait invraisemblable et je ne suis pas sûr que Raymond Barre aurait laissé passer cela.

Sur le Traité transatlantique, je suis entièrement d'accord avec vous, M. le sénateur. Je ne vois pas où est le mal à établir un traité sur des normes communes s'imposant ensuite aux Chinois et la décision de M. Hollande n'a aucun sens. Nous n'accepterons jamais que les normes chinoises nous soient imposées, pas plus que la proposition d'une procédure d'arbitrage pour les litiges où, bien sûr, les cabinets d'arbitrage américains sont surpuissants. Nous allons négocier pour que les litiges soient résolus par nos cours de justice, ici en France, donc ne pas accepter ce qui est proposé, mais de là à se retirer de la négociation, je suis d'accord avec vous, c'est incompréhensible.

Vous avez félicité M. Lamy. Je pense que si c'était Barre qui avait négocié avec les Chinois, il aurait été un peu plus attentif que lui. Vous savez ce que M. Obama a dit sur les négociateurs américains vis-à-vis des Chinois : qu'ils se sont fait bernier. Les Chinois, au bout de quinze ans, vont maintenant demander à l'OMC à passer du statut d'économie émergente à celui d'économie de marché. L'OMC considère qu'un pays à économie de marché ne peut pas faire de dumping. Peut-on dire que la Chine populaire ne fait pas de dumping ? Je ne crois pas et je me demande si, dans cette négociation, M. Lamy ne s'est pas fait bernier, lui aussi. On ne sait pas très bien aujourd'hui comment agir et combattre ce ravage, dont M. Juncker s'est benoîtement ouvert récemment en regrettant, au bout de vingt-sept ans d'exercice du pouvoir au Luxembourg et en Europe, que le dumping chinois ait tué les emplois dans la sidérurgie européenne. Voilà pour les remarques que je pouvais faire.

Y'a-t-il des remarques dans la salle sur Raymond Barre et l'Europe ?

### **M. Jeancourt-Galignani s'adressant à Renaud Girard**

Votre discours est connu, il est dans le *Figaro* toutes les semaines, c'est l'anti-américanisme virulent. On pourrait reprendre beaucoup de choses que vous avez dites. La *BNP*, s'est lancée dans le commerce avec le Soudan, qui est le pire pays de l'Est africain où le gouvernement impose un terrorisme d'État. Vous dites qu'il n'y avait pas d'armes, mais on n'en sait rien. Il se trouve que j'ai été beaucoup impliqué dans ces négoce faits à partir de Genève, dont chacun savait qu'ils prenaient des distances avec les règles. Je ne comprends pas, car le président de la *BNP*, à l'époque, était un homme extraordinairement rigoureux, mais la banque a fait une bêtise, comme d'autres en ont fait. Les Américains ont mis plusieurs fois la *BNP* en garde en lui demandant d'arrêter. Alors je crois que bâtir un discours violemment anti-américain sur cette affaire est très populaire en France, mais ne favorise pas nos affaires. En plus, l'amende était en dollars, ils auraient pu la donner en euros et, à ce moment, le *clearing* aurait eu lieu. »

### **Renaud Girard**

Vous pensez donc qu'il n'y a pas de tentative d'hégémonie financière ou juridique américaine ? J'ai cité quelques autres exemples, j'ai parlé de cette déclaration des principales sociétés américaines qui vient de sortir. Vous l'avez vue, je pense, qu'en pensez-vous ?

### **M. Jeancourt-Galignani**

Je l'ai vue et je suis choqué, mais ce n'est pas pareil. *Apple* échappe systématiquement à l'impôt comme d'autres. J'espère que la Commission européenne, qui a repris l'affaire, sera soutenue, mais ce n'est pas la même chose que le commerce avec le Soudan.

### **Alain Lamassoure**

Pour compléter ce que dit M. Jeancourt-Galignani, on ne peut pas dire qu'en ce moment, la Commission européenne fasse preuve de faiblesse envers les multinationales américaines. Le communiqué que ces dernières ont adopté ne m'indigne pas, je m'en réjouis : nous leur faisons peur ; quand même 9 milliards de dollars infligés à *BNP*, 13 milliards d'euros à *Apple* ! J'ai suivi de près le sujet de l'évasion fiscale des multinationales, car j'ai présidé une commission d'enquête sur ce sujet pendant dix-huit mois avec le Parlement européen. Je suis allé dans tous les pays européens et à deux reprises aux États-Unis pour en parler, avec le secrétaire au Trésor et les deux commissions des finances des deux chambres du Congrès, aussi bien les Démocrates que les Républicains.

C'est un sujet sur lequel nous sommes en position de force, les Américains n'ont pas

d'équivalent aux condamnations des aides d'État. Aux États-Unis, n'importe lequel des cinquante États peut aider n'importe quelle entreprise, comme elle l'entend.

Pour mettre fin à des pratiques d'optimisation fiscale aboutissant en fait à une évasion massive permettant notamment à beaucoup de multinationales américaines d'échapper à toute imposition pour les bénéficiaires faits en dehors du territoire américain, avec la complicité d'un certain nombre de gouvernements européens, actuellement, c'est Mme Vestager qui est en première ligne. La même semaine, il y a quelques mois, elle s'est attaquée à *Gaz Prom* et à *Google*. Quel État membre aurait osé le faire ? Elle ne s'y attaque pas simplement pour le principe, elle aboutit à un certain nombre de condamnations pour des sommes considérables. Par ce biais de condamnations d'État qui accorde des aides fiscales faussant la concurrence et avantageant les entreprises en question, l'Union européenne s'est dotée en fait de pouvoirs extraterritoriaux. La Commission européenne et le Parlement européen ont mis en place une mécanique qui, pour le coup, a débouché il y a déjà un an sur la fin du secret bancaire (nous nous sommes engouffrés dans des initiatives prises cette fois par les Américains) et l'imposition des multinationales avec un excellent travail effectué par l'OCDE. Je suis prêt à prendre le pari que, d'ici deux ou trois ans, nous appliquerons à l'échelle mondiale le principe selon lequel les multinationales doivent payer des impôts dans tous les pays où elles ont des activités, proportionnellement à ces activités. Et subsidiairement, mais c'est très important pour nous Européens, nous avons aussi engagé le dossier de l'harmonisation fiscale des entreprises dans l'Union européenne pour faire dans l'imposition des sociétés, ce que nous avons fait il y a quarante ans pour la TVA. C'est-à-dire, une assiette fiscale commune, avec la même définition du bénéfice imposable, dénominateur auquel ensuite, chaque État membre appliquera son numérateur, système qui conduira petit à petit à un rapprochement des taux de l'imposition des entreprises.

Donc, il est vrai que sur les grands sujets diplomatiques, l'Europe est inexistante. Par contre elle ne l'est pas sur le terrain du commerce, de la concurrence et de l'environnement. La diplomatie française a été efficace lors de la Conférence de Paris sur l'environnement, mais s'il n'y avait pas eu une position commune des vingt-huit, cela n'aurait abouti à rien. Édouard Balladur faisait la distinction, dans les relations internationales entre ce qu'il appelait « les arts de la paix et les arts de la guerre ». Je trouve cela très vrai. Sur les arts de la paix, si elle est unie et capable de parler d'une même voix, l'Europe est très forte. Sur les arts de la guerre, jusqu'à présent, elle est inexistante. Quand je disais qu'il fallait que le papillon devienne un aigle, cela signifie qu'il faut aussi que nous sachions pratiquer ensemble les arts de la guerre, c'est-à-dire l'art de ne pas faire la guerre, mais de la préparer.

### **Renaud Girard**

Merci, monsieur le ministre. Je pense que Raymond Barre aurait été d'accord avec moi, il faut bien sûr être allié des États-Unis. Je défends cette alliance et même l'envoi d'avions français dans les pays baltes aujourd'hui, mais nous ne devons pas être alignés. C'est tout à fait différent. Sur la politique russe à laquelle vous faisiez allusion, il faut se souvenir que Truman, après la guerre, avait proposé le plan Marshall au bloc communiste qui ne l'avait pas accepté, mais il l'avait proposé publiquement. Je pense que nous aurions pu avoir une politique avec la Russie et lui proposer publiquement l'accord commercial proposé à l'Ukraine. À la Russie de le prendre ou non. Mais c'est un autre débat.

M. Froment-Meurice, qui a été ambassadeur en Allemagne et en Russie, va pouvoir nous en parler.

### **M. Froment-Meurice**

J'ai retrouvé une note prise le 26 juin 1990 lors d'un entretien avec Raymond Barre. Nous avions parlé des institutions européennes et il m'avait dit qu'il ne fallait pas élargir les compétences de

la Commission, mais en revanche, tout fonder sur le Conseil européen avec un secrétariat et un conseil permanent de ministres chargés des affaires européennes. Puis il avait ajouté que M. Balladur n'était pas très européen.

**Renaud Girard**

Donc, privilégier davantage le Conseil ; c'est ce que je défends aujourd'hui.

**François Bayrou**

Si l'on fait le bilan des réussites et des insuffisances, deux me sautent aux yeux. L'accord final de la conférence de Messine prévoit deux choses : la mise en place d'un marché commun et l'harmonisation sociale. L'absence de toute démarche d'harmonisation sociale est aujourd'hui, me semble-t-il, à mettre dans la colonne des déficits alors que cela figurait *In verbis* dans le communiqué rédigé par les six ministres.

Deuxième chose : sur la méthode Monnet. Son principal inconvénient, dans les temps que nous vivons et avec l'information permanente disponible, est que personne ne sait comment fonctionne la machine, quel est son agenda, quels sont les problèmes qu'elle traite, ni de quelle manière les citoyens que nous sommes peuvent avoir un mot à dire ou à comprendre à ceci. Le principal échec de la méthode Monnet était dans sa logique : puisque les peuples ne voulaient pas, alors on allait le faire à l'abri des peuples. Puisque les gouvernants ne pouvaient pas le défendre devant les peuples, alors on allait faire par des responsables de second ordre, comme l'a dit Alain Lamassoure, ce que je ne peux pas approuver. Cela est très facile à traiter selon moi, à condition de prendre conscience qu'il est aujourd'hui devenu strictement impossible de préparer, mûrir et prendre une décision ignorée de l'opinion, parce qu'aucun d'entre nous n'a envie que son destin soit décidé ailleurs et par des gens qui lui sont totalement étrangers. C'est le principal problème que des responsables politiques élus européens devraient avoir à traiter.

**Renaud Girard**

Sur cette parole de Raymond Barre et cette conclusion de François Bayrou, je vous remercie et déclare la session levée.

## TABLE RONDE « COMPÉTITIVITÉ ET FINANCES PUBLIQUES »

Président/modérateur : **Jean-Marc Daniel**, économiste

*Témoins :*

- **Nicolas Baverez**, éditorialiste
- **Michel Cicurel**, économiste
- **Gérard Collomb**, sénateur du Rhône, maire-président de l'agglomération de Lyon
- **Albéric de Montgolfier**, sénateur d'Eure-et-Loir, rapporteur général de la Commission des finances

\*

\*\*

**Bruno Durieux**, vice-président de Présence de Raymond Barre

Bonjour, je voudrais tout d'abord remercier le Président Larcher, et maintenant présenter rapidement cette troisième Table ronde qui se situe à un moment un peu central de la journée et qui démarre sous les meilleurs auspices, puisque vous êtes nombreux et prêts visiblement à écouter d'excellents intervenants.

Je voudrais remercier Jean-Marc Daniel, qui est un économiste que vous écoutez fréquemment sur les meilleures radios et dans les meilleurs médias et qui, de plus, a une énorme qualité, car nous avons fait tous les deux la même carrière cher Jean-Marc et nous sommes économistes empiriques, Jean-Marc explique l'économie avec le même talent, je crois, que le faisait l'ancien Premier ministre pour faire comprendre des choses complexes avec des concepts à la fois simples et justes, ce qui n'est pas forcément facile.

Je voudrais saluer Albéric de Montgolfier. Vous avez déjà été salué, Monsieur le Sénateur, par le Président du Sénat, et vous êtes rapporteur général de la Commission des finances, ce qui, du temps de Barre, était l'antichambre d'un poste ministériel, que je ne pourrais que vous souhaiter, car il est vrai que Raymond Barre allait piocher dans les Commissions des finances des Assemblées, les ministres qui étaient en charge de l'économie et des finances.

Je voudrais saluer Nicolas Baverez, qui est un éditorialiste écrivain essayiste que vous connaissez bien et qui a pour nous une raison supplémentaire d'être sur cette tribune, c'est que c'est un Aronien, un grand spécialiste d'Aron et, quand on sait que chez Barre et les Barristes, Aron occupe une place tout à fait centrale dans la pensée, dans l'analyse, dans la manière même d'étudier et de s'exprimer, nous sommes très heureux d'écouter le meilleur biographe d'Aron parmi d'autres qualités.

Je voudrais aussi saluer Michel Cicurel, économiste dont nous savons, nous les anciens collaborateurs de Barre que Barre aimait l'écouter comme confident et ami et qu'il avait une belle influence auprès de Raymond Barre.

Cette table ronde est consacrée à Barre économiste, à Barre Premier ministre en charge de l'économie puisqu'il était au moins dans sa première partie ministre de l'Économie et des Finances et j'étais heureux ce matin d'entendre quelqu'un comme Édouard Philippe, jeune, dire : « Pour moi Barre c'est un professeur d'économie, donc quelqu'un qui avait une compétence, une réflexion, une analyse, une connaissance historique des sujets » et puis Renaud Girard qui nous disait tout à l'heure : « Pour moi, c'était un homme d'État, pourquoi, parce qu'il a laissé le pays dans un état meilleur que celui qu'il a trouvé. »

Il est vrai, je voudrais simplement rappeler deux points qu'on a tendance à oublier, avant de céder la parole à Jean-Marc :

– Le premier, c'est que Barre, on l'oublie, a rétabli l'équilibre des finances publiques ; on dit que les déficits publics durent depuis des années et des années, le seul concept qui compte c'est celui de l'économie de la comptabilité nationale. Au sens de la comptabilité nationale, c'est-à-dire au

sens économique, les finances publiques de la France étaient équilibrées en 1980, alors qu'elles étaient gravement déséquilibrées dans les années 1974-1975 du fait de relance et d'une politique qu'il avait qualifiée à l'époque, drôlement d'ailleurs, de « politique de l'escarpolette » !

– La deuxième chose (totalement oubliée), à l'automne 1980, à la veille de ces funestes élections de 1981, le franc soutenait le mark. La politique du franc, non pas fort comme on le disait, mais du « franc stable » de Barre alors qu'il était arrivé à la suite de deux dévaluations et d'une monnaie qui glissait en permanence, il avait d'abord rassemblé les conditions de faire rentrer le franc (à l'époque) dans le SME et, ensuite, il s'était offert le luxe de soutenir le deutsche mark à l'automne 80, ce qui était quand même le signe qu'il avait fourni un travail de fond.

Je n'en dis pas plus parce ce qui est intéressant maintenant, c'est d'entendre les économistes, ceux qui s'intéressent à la politique économique, juger la situation actuelle en fonction de cet héritage intellectuel et expérimental au fond, que nous a laissé Barre. Est-ce que cela vaut encore, même dans un contexte évidemment bien différent, et quelles leçons en tirer pour les années qui viennent ?

Merci à vous, Jean-Marc, merci !

### **Jean-Marc Daniel**

Je vais donc avoir la lourde tâche, mais la tâche sympathique, d'animer cette table ronde.

Je vais tout d'abord dire quelques mots pour me présenter, pour confirmer qui je suis à l'égard de ceux qui pourraient encore avoir un doute -je ne suis pas encore assez prétentieux pour considérer que tout le monde sait qui je suis !-.

Je suis effectivement un jeune collègue de Bruno Durieux, j'ai commencé ma carrière à la direction régionale de l'INSEE à Lyon et qu'il me soit permis de raconter une anecdote un peu personnelle : à la veille des élections de 1981, j'avais remis un état des lieux (comme l'avait demandé l'unité centrale de l'INSEE) de la région, la région Rhône-Alpes étant une région comparable au Danemark ; on peut faire une vision économique et macro-économique. Le préfet, Olivier Philip à l'époque m'avait convoqué : c'était la première fois que je rentrais dans le bureau du préfet, j'étais très ému, et il m'a remis la note avec un petit mot de Raymond Barre sur laquelle était inscrit : « *raisonnement économique pertinent* » ; donc j'étais très flatté.

Donc j'ai persévéré dans l'économie.

Je vais essayer de continuer dans un raisonnement économique pertinent, je vais essayer néanmoins de le partager avec mes voisins, de façon à ce qu'il soit encore plus pertinent.

Le thème c'est « Compétitivité et Finances publiques », deux remarques personnelles introductives et je vais céder la parole aux autres :

– La première c'est que, comme Bruno Durieux l'a rappelé, la situation de l'économie française en termes de finances publiques en 1980 était une situation d'excédent. Évidemment, quand on regarde le budget de l'État, Bruno l'a dit, il avait un léger déficit, mais l'ensemble était excédentaire, car la sécurité sociale était en excédent. Je dis à mes étudiants, moi j'ai connu la sécurité sociale en excédent, et je leur dis « *au train où vont les choses, quand vous raconterez cela à vos enfants, que vous aviez un professeur qui a connu la sécurité sociale en excédent, ils vous demanderont, mais qu'est-ce que c'était que la sécurité sociale ?* » Depuis, hélas on n'a pas arrêté de prolonger les déficits, avec des caisses d'amortissements à vocation temporaire qui s'incrument dans le paysage et je rappelle que la sécurité sociale était en excédent parce qu'on avait augmenté les cotisations vieillesse, car la retraite était à l'époque à 65 ans et Raymond Barre, justement, avait compris qu'il fallait préparer le vieillissement de la population en permettant à la Sécurité sociale de commencer à dégager des excédents qui éventuellement seraient l'amorce d'un fonds de pension permettant de préparer la dégradation démographique de notre situation nationale. Et donc c'était à la fois bien pensé et mal analysé parce que, quand les gens sont arrivés après, ils ont ouvert le tiroir-caisse et constaté qu'il y avait de l'argent, et donc ils l'ont dépensé ! Moyennant quoi, mes étudiants ne sont pas sûrs de connaître la sécurité

sociale à la fin de leurs jours.

– La deuxième remarque que je ferai, c'est que « compétitivité et finances publiques » et j'insiste là-dessus, il est assez difficile de faire passer cette idée que la notion de *twin deficit*, c'est-à-dire de déficit budgétaire et de déficit extérieur n'est pas uniquement une habileté de présentation journalistique, mais que c'est une réalité économique forte. Le déficit extérieur, c'est un problème de compétitivité, c'est un problème d'exportation, mais c'est aussi d'importation, c'est-à-dire un problème de mauvaise allocation dans la distribution des revenus entre l'épargne et la consommation. Je crois que l'une des forces de Raymond Barre, c'est d'avoir compris que ce n'est pas parce que l'on dépense que l'on est riche, c'est parce qu'on est riche que l'on peut dépenser. « On dépense et on devient riche », cela s'appelle du *keynésianisme*, et « on est riche et on dépense », cela s'appelle de l'économie ! Et je pense que la force de Raymond Barre, c'est d'avoir compris effectivement que la détérioration de la situation de nos finances publiques conduirait inmanquablement à la détérioration de notre situation extérieure. Pour rebondir sur l'actualité, nous avons quand même bénéficié d'un contre-choc pétrolier spectaculaire ces deux dernières années : l'Arabie Saoudite nous a rendu l'équivalent de la relance de 1981, c'est-à-dire 40 milliards d'euros, soit 2 % du PIB. Quand je dis « l'Arabie Saoudite », c'est au sens global, les pays pétroliers nous ont rendu l'équivalent de la relance de 1981. Ainsi nous avons eu une augmentation considérable de notre pouvoir d'achat et une baisse normalement de nos importations ; donc, on pourrait penser que nos comptes extérieurs seraient équilibrés. Sauf que ce pouvoir d'achat que nous avons reçu, il est parti en Allemagne, c'est-à-dire que nous sommes devenus le point de passage du contre-choc pétrolier : il est rentré chez nous puis il est reparti et donc nous avons encore une balance des comptes courants légèrement déficitaire *parce que* nos finances publiques sont lourdement déficitaires. Et je pense que l'un des enjeux maintenant, – je sais que mon voisin de droite va hurler ! –, c'est que avant de baisser les impôts, il s'agit de baisser le déficit. En effet, la baisse des impôts, cela peut être une illusion alors que la baisse du déficit, c'est une dette et la dette, ce n'est pas une illusion, c'est une pénalisation des générations futures. Ainsi je pense que l'un des héritages de Raymond Barre, c'est d'avoir compris que rééquilibrer la situation extérieure d'un pays, cela doit passer par le rééquilibrage de sa situation intérieure au travers de ses finances publiques.

Je lance un peu le débat, car ce point de vue n'est pas souvent partagé et beaucoup de gens pensent que l'expression *twin deficit* est une présentation commode et journalistique de deux événements, deux mécanismes économiques qui ont lieu simultanément ; or, ils ne sont pas simultanés, ils sont liés. Je vais peut-être donner la parole tout de suite à Michel Cicurel, et je vous demanderai de réagir ensuite sur cette idée de compétitivité et cette association de notre compétitivité à l'évolution de nos finances publiques.

### **Michel Cicurel**

De même que tout le monde est aujourd'hui gaulliste, la référence à Raymond Barre est désormais unanime. Et avant tout, ce qui restera sans doute son apport le plus visible, l'exigence de compétitivité. Exigence qui dépasse de loin l'application dogmatique du théorème des avantages comparatifs pour devenir une discipline, une hygiène de vie collective, je dirais même un respect de soi qui oblige la France à se mesurer au reste du monde pour tenir son rang.

Il faut un instant fermer les yeux pour revenir 40 ans en arrière. Nous venions de vivre le 1er choc pétrolier en 1973. Je me souviens encore, car je venais de rejoindre le Trésor, des séances de préparation du plan quinquennal rue de Martignac où les différents protagonistes se disputaient âprement sur le taux de croissance deux chiffres après la virgule. Ça, c'était avant ! Je veux dire avant le choc ! Après, nous avons connu la 1ère année de récession d'après-guerre, perdant plusieurs points de croissance avant la virgule !

Jacques Chirac, alors Premier ministre, applique les traitements keynésiens de sa génération : la relance par la demande, qui garde encore malheureusement de nombreux adeptes 40 ans plus

tard. 2 ans de traitement, et la France malade est au plus mal. Tous les voyants sont au rouge : la croissance, le chômage, les prix, les déficits jumeaux, paiements courants et finances publiques, le franc... Arrive Raymond Barre qui articule d'un ton mélodieux le terme inédit de compétitivité, et inverse toutes les manettes : il faut maîtriser les grandeurs nominales, les revenus et les prix, et rétablir l'équilibre des finances publiques, car en économie ouverte, augmenter la demande interne, publique ou marchande, c'est favoriser la croissance de ses concurrents lorsqu'ils sont plus compétitifs. Nous ne cessons d'ailleurs de le payer aujourd'hui.

Je souhaitais rappeler ce contexte pour que chacun mesure à quel point la démarche de « Raymond la Science » était audacieuse. Les médias (les commentateurs !), l'opinion en général, les élus ont moqué le professeur Nimbus, ont harcelé Giscard jusqu'aux élections de 1978 – exemple unique de *mid-term* élections gagnées par la majorité – pour le convaincre d'éjecter son dangereux 1er ministre. Il faut mesurer l'audace du propos et son non-conformisme absolu par rapport à ce qu'étaient les canons économiques de cette époque, et s'en inspirer pour refuser toujours l'abandon paresseux à la pensée unique du moment.

Souvenons-nous que dans la poursuite de ses objectifs, Raymond Barre, disciple d'Eugen Von Böhm-Bawerk, utilisait volontiers des « détours de production », audacieux et créatifs. Ainsi, préalablement à la libération totale des prix administrés depuis la guerre, mesure courageuse s'il en fût, Barre prit la décision surprenante de bloquer les prix durant de longs mois, histoire d'assagir les grandeurs nominales avant de rendre leur liberté aux prix. Coup de génie couronné de succès.

Comme chacun fait toujours parler « pro domo » les grands disparus, je vais me permettre de combattre la pensée unique en présentant une thèse iconoclaste sur le thème qui nous occupe ; la compétitivité et les finances publiques. La pensée unique aujourd'hui est qu'il est urgent de réduire la dette publique, donc la dépense et les déficits publics afin de pouvoir ensuite réduire les prélèvements. Tentons d'imaginer ce que Raymond Barre en aurait pensé !

Bien entendu Raymond Barre condamnait le laxisme de la dépense publique. D'ailleurs, la compétitivité, au-delà des entreprises, devait s'étendre à tous les acteurs de l'économie française : l'école et l'université, la recherche, la fiscalité, la monnaie, la finance et, last but not least, à l'État-providence. Il va de soi qu'en supportant un État-Providence qui pèse 57 % de la production intérieure, l'économie marchande étouffe. Et d'ailleurs, il y a désormais une sorte de consensus sur la nécessité de faire maigrir l'État.

L'excès de dépenses entraîne l'excès de prélèvements. Coe-Rexecode a publié début 2014 une étude importante intitulée « réforme fiscale et retour de la croissance » montrant que la totalité de la surcharge fiscale de la France par rapport à l'Allemagne, soit 120 mds € (6 % du PIB) pèse en totalité sur les facteurs de production et non les ménages. Principalement les charges sociales payées par l'entreprise sur le travail, et l'imposition extravagante du capital, qui serait très souvent au-delà de 100 % si le plafond Rocard ne limitait la fiscalité directe à 75 % des revenus. Sur ce thème, en début d'année, Michel Didier, président de Rexecode, a publié une note importante sur la fiscalité du capital montrant qu'en remplaçant toutes les formes de taxation du capital par une taxe proportionnelle d'environ 30 % sur l'ensemble des revenus du capital, l'État n'y perdrait rien. Les contribuables seraient traités de façon bien plus équitable que dans le labyrinthe fiscal actuel qui ne profite à l'évidence qu'aux ultra-riches, et surtout ramènerait la France à la moyenne européenne, lui rendant sa compétitivité fiscale du capital très endommagée.

Je dois à la vérité de dire qu'il y a 40 ans, j'ai eu ce débat sur l'imposition du capital avec Raymond Barre, car, en libéral novice, j'étais partisan de taxer le capital plutôt que les revenus afin d'optimiser l'allocation des ressources. Raymond Barre m'a laissé publier un article dans Le Monde intitulé « Vive l'impôt sur le capital » alors que chacun sait qu'il avait déjoué les intentions de VGE, partisan de cet impôt, avec le fameux rapport Blot-Méraud-Ventejol. Son argument était très simple : « vous auriez raison, me disait-il, si nos concurrents étrangers faisaient la même chose. Sinon, la fuite des capitaux est garantie ». Dont acte et amende



honorable.

S'agissant de l'allègement des charges patronales sur l'emploi, aucun responsable politique exerçant ou ayant exercé des responsabilités gouvernementales ne disconvient qu'elles sont aberrantes.

La pensée unique sur les bancs de la droite est une baisse des dépenses publiques de 100 mds €, suivie lorsque cette baisse aura été effectuée, d'un montant équivalent de baisse de l'impôt.

Le cœur du problème est dans la chronologie des décisions, car faire 100 mds d'économie de dépenses publiques en 5 ans et baisser l'impôt ensuite est un scénario invraisemblable ! Les candidats sont d'ailleurs très discrets sur la nature des économies pour une raison simple : l'essentiel de ces économies, à court terme, porte sur les transferts sociaux, évidemment retraites en tête. La réduction des effectifs publics, la réforme des statuts de la fonction publique, la réorganisation des collectivités locales sont des œuvres de très longue haleine, si difficiles qu'on ne peut préjuger de leur réalisation, même à long terme. Et, j'ai la faiblesse de penser que décider simultanément la suppression de l'ISF et la dégressivité des allocations chômage, la réduction des allocations logement, des allocations familiales et des dépenses de santé, est d'une telle insolence politique qu'elle ne se fera pas ou que les fameux rassemblements de « nuit debout » deviendront la France entière debout jours et nuits.

Soyons sérieux ! On ne peut pas toucher massivement aux transferts publics vers les ménages avant d'avoir relancé l'économie marchande, l'emploi et les revenus privés. C'est ce que NKM a parfaitement exprimé en disant qu'il fallait faire descendre les prélèvements par l'ascenseur et les dépenses par l'escalier. C'est-à-dire décider en tout début de quinquennat, la baisse des prélèvements sur les facteurs de production et mettre en place simultanément le dispositif de réduction des dépenses, comme la retraite à 65 ans ou la baisse des effectifs publics, dont chacun sait que ce sont des mèches lentes. Si on n'adopte pas cette séquence, on reproduira le scénario des 4 décennies écoulées : les économies faites par la droite durant son règne, à supposer qu'elle les fasse, constitueront la cagnotte de la gauche pour l'alternance. Et les réductions de prélèvements passeront à la casserole, comme cela n'a jamais cessé d'être le cas.

Les orthodoxes crieront aux démons de la dette publique et du non-respect de nos engagements européens. Les contacts discrets pris auprès de Bruxelles et de Francfort appellent tous la même réaction, évidemment officieuse : il est vital que la France se redresse, car l'Allemagne ne peut porter l'Europe seule ; et la France peut s'autoriser quelque temps un déficit accru, mais productif, bien mieux que le déficit actuel, inutile et non maîtrisé ; si la France fait ses réformes, elle a le droit à un répit qu'autorisent les marchés de la dette, ce que d'ailleurs l'Allemagne s'était permis il y a 15 ans.

Pour conclure sur cette idée, je donnerais à nouveau la parole à NKM : on ne fera jamais les économies indispensables sans être le dos au mur. Et donner du sens à ces économies en commençant par un choc fiscal en faveur de l'investissement, donc de l'emploi et des revenus, c'est plus motivant que d'infliger inlassablement des traitements toujours insuffisants, mais toujours pénibles avec deux issues possibles : ne jamais guérir, ou mourir guéri.

Qu'aurait dit Raymond Barre de ce projet iconoclaste, lui qui était si attaché à l'équilibre de la dépense publique ? Il avait consacré son mémoire d'agrégation au facteur temps en économie. Et la chronologie des décisions de politique économique était chez lui obsessionnelle. Ne peut-on envisager que, de même qu'il avait bloqué les prix pour mieux les libérer, il accepte la dépense fiscale en faveur de la compétitivité pour mieux redresser nos comptes ? Je vous laisse juge de ce détour de production.

En guise de conclusion, je voudrais évoquer « Raymond la Science », le philosophe roi. Il aimait le débat d'idées et ne refusait jamais la compétition de la pensée. Sauf avec les crétins ! Je suis sûr qu'il serait consterné aujourd'hui par la menace majeure de victoire de l'extrême bêtise que véhiculent les populismes de part et d'autre de l'Atlantique. Et je suis convaincu que pour répondre à ce danger, il recommanderait aux responsables politiques d'élever l'intelligence des peuples plutôt que de singer la stupidité des démagogues. Car, il plaçait plus haut que tout, en

matière de compétitivité, celle de la pensée. D'abord, disait-il toujours, il faut réformer les mentalités. La France peut être très compétitive par son intelligence, par exemple en exportant la TVA dans le monde entier. Et parfois malheureusement exceller dans les idées fausses qui détruisent sa compétitivité, comme la dévaluation monétaire ou le partage du travail. L'élection présidentielle de 2017 ressemble à celle de la dernière chance pour notre pays désormais fragile. Souhaitons de tout cœur, comme le ferait Raymond Barre, qu'elle soit celle de la pensée juste. Et franchement, ce n'est pas gagné d'avance !

### **Jean-Marc Daniel**

Merci, voilà une intervention passionnante !

La question qui se pose est : que dirait Raymond Barre de la disparition de l'inflation ? Il dirait « bravo » ; que diraient les enthousiastes pour la dette publique ? Ils diraient « danger » à mon avis, en tout cas, je vais demander ce qu'en pense Nicolas Baverez.

### **Nicolas Baverez**

Merci beaucoup ! Comme il a été dit, Raymond Barre est une exception dans la vie politique française : c'est à la fois un homme d'État, un vrai savant, un grand économiste, un libéral et, en plus, quelqu'un qui a aimé les qualités qu'on prête à Lyon et à sa région, c'est-à-dire une ville qui n'est pas aristocratique, mais bourgeoise et un endroit où l'on préfère les gens qui font aux gens qui disent.

C'est à partir de là que je voudrais reprendre un peu la comparaison entre les années Barre et ce que nous vivons aujourd'hui.

La France est une exception politique, mais aussi une exception économique. Quand on regarde sa trajectoire c'était la deuxième économie du monde en 1800, encore en 1860, ensuite elle est reléguée par la montée des États-Unis et de l'Allemagne, la quatrième en 1900, quatrième encore en 2000, sixième aujourd'hui en termes bruts et neuvième en parité en termes de pouvoir d'achat !

Ces hauts et ces bas s'expliquent par la difficulté à acclimater les grands changements de normes du capitalisme qui se déroulent par les crises. Il y a eu la grande déflation de la fin du XIXe siècle, la crise des années 30, – un véritable drame pour notre pays puisqu'on est le seul des pays développés à avoir en 39 une production significativement plus basse que celle de 29-, ensuite la période très impressionnante de développement des Trente Glorieuses et, depuis les chocs pétroliers, une incapacité à s'adapter : d'abord aux chocs pétroliers, ensuite à la fin du communisme à la mondialisation et au passage à l'euro.

Quand on regarde ces années 70, le grand choc qui met fin à l'ère keynésienne, de 1973 à 1980, la France a une croissance de 3 %, les gains de productivité sont de 5,2 % par an. Le chômage est à 7, l'inflation à 10, on l'a rappelé, les exportations françaises passent de 15 à 20 % du PIB en une décennie et la dette publique en 1980 est à 7 % du PIB. La France, en dehors des états pétroliers, est le sixième pays par le revenu disponible par habitant. Elle a donc une position intermédiaire entre l'Allemagne, le Japon, la Suisse, qui sont les champions de cette décennie 70, mais elle est plutôt proche d'eux et elle fait beaucoup mieux que le Royaume-Uni ou l'Italie qui se trouvent dans une phase de décrochage.

En 2016 et sur cette décennie 2010, la croissance moyenne de la France est de 0,5 % par an, les gains de productivité sont de 0,3 % par an. Le chômage touche 5 700 000 personnes, nos parts de marché dans le monde sont revenues de 8,6 % à 3 %, le déficit est de 3,5 % du PIB, la dette publique est de 97,5 % du PIB. La France est aujourd'hui le seizième pays dans le monde par le revenu disponible ! Donc on mesure l'ampleur du décrochage depuis ces années 70.

Ce que je voudrais vous montrer, c'est d'ailleurs un peu le fil conducteur que nous a proposé Jean-Marc Daniel, c'est revenir sur ce décrochage, vous montrer comment le moteur du

décrochage c'est bien le double problème « compétitivité et finances publiques », et dans un troisième temps regarder comment repartir, pour la partie économique (car on a par ailleurs des problèmes majeurs de paix civile mais qui sont en dehors de notre discussion) ; en tout cas le redressement économique de la France passe par ce couple « compétitivité et finances publiques ».

Regardons d'abord le déclin français : il est spectaculaire !

Croissance moyenne dans les années 70 : 3,7 %, 2,2 % dans les années 80, 1,9 % dans les années 90, 1,5 % dans les années 2000, 0,5 % dans les années 2010.

Comme je l'ai dit, la compétitivité se mesure par les parts de marché : on est passé de 8,6 à 3 % dans le monde et on est passé dans la zone euro ; c'était 18 % dans les années 90, 16 % en 2000, c'est 11,8 % aujourd'hui !

L'industrie française, qui est très importante, car c'est ce qui permet d'avoir de la recherche, des exports et des salaires élevés.

L'industrie française aujourd'hui produit à son niveau de 1994 : elle a perdu 2,5 millions d'emplois en vingt ans, c'est 11 % de la valeur ajoutée contre 16 % dans la zone euro et 23 % pour l'Allemagne.

Le chômage, comme on l'a dit, est à 10 % de la population active qui est structurellement en dehors du marché du travail, 2,5 millions de jeunes qui sont en dehors de toute formation ou de tout emploi et, comme je l'ai rappelé la dette a beaucoup augmenté. Encore faut-il dire que le 97,5 % est trompeur, car cela n'intègre pas tous les éléments de la dette publique. Si l'on prend les 44 milliards d'euros de la dette de la SNCF, il est clair que la SNCF n'aura jamais les moyens de la rembourser. Je vous rappelle que cette entreprise, l'an dernier, a dégagé 12 milliards de déficits sur un chiffre d'affaires de 31 milliards. Cela veut dire tout simplement que l'on a déjà plus de 2 % de dette et c'est la même chose pour EDF qui va droit à la ruine avec 120 milliards d'euros d'engagements pour une dette qui atteint déjà 37 milliards et une capitalisation de 21 milliards. L'ensemble du secteur public français est aujourd'hui, dans le domaine des transports et de l'énergie, en état de faillite masquée.

Voilà pour l'absolu, si je puis dire ! En termes relatifs, c'est aussi très impressionnant : quand on regarde par rapport à la zone euro, normalement la France faisait plutôt mieux au départ que la zone euro, aujourd'hui elle fait beaucoup moins bien. La zone euro, même si ce n'est pas extraordinaire, dégage 1,5 % de croissance par an, la France est en dessous et après un double choc très violent : crise du capitalisme et crise de l'euro en 2009, la zone euro a vu son taux de chômage passer de 12,2 % à 10 % en deux ans avec des pays qui, maintenant s'en sortent de façon spectaculaire, y compris en Europe du Sud (Espagne : 900 000 emplois créés en deux ans, Italie : 210 000 emplois créés l'an dernier).

Ce qui frappe surtout, et se distingue de la situation des années 70, c'est évidemment le déséquilibre avec l'Allemagne. Cette dernière, aujourd'hui, dégage une croissance de 1,8 %, le taux de chômage est à 4,2 %, l'excédent commercial à 9 % du PIB, l'excédent budgétaire, 1,7 % du PIB, la dette allemande 71 % du PIB contre 97,5 % chez nous !

Quand on regarde au-delà, par exemple en matière de marché du travail, contrairement à ce qu'on dit, le chômage n'est pas une caractéristique des pays développés ; aujourd'hui les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni sont en situation de plein emploi. Ce n'est donc pas un problème de l'euro, ce n'est pas un problème des pays développés, ce n'est pas un problème de la mondialisation, c'est un problème français. Et notre pays est devenu aujourd'hui « l'homme malade de l'Europe » et un risque pour lui-même comme pour les autres pays. Si l'on suit la tendance actuelle, on sera en 2030 entre le seizième et le vingtième rang mondial et par ailleurs, comme il a été rappelé, c'est un pays qui est très vulnérable en cas de remontée des taux d'intérêt et vulnérable aussi sur le plan social et politique (face à la montée du terrorisme et de l'extrémisme) ; c'est donc un pays aujourd'hui en très grand risque réel pour la survie de l'euro, pour une raison simple : c'est que la dette française est 2 150 milliards d'euros, le mécanisme de solidarité, c'est 950 milliards ; on a déjà engagé 450 milliards sur l'Irlande, la Grèce, etc. donc il

reste 500 milliards, ce qui ne couvre pas la France ni l'Italie, et de loin.

L'explication de ce désastre est due à un modèle économique et social qui est insoutenable et cette insoutenabilité est dans le couple « effondrement de la compétitivité et perte de contrôle des finances publiques ». Vous connaissez la célèbre formule de Merkel : « *l'Europe, c'est 7 % de la population mondiale, c'est 25 % de la production* », disait-elle, – elle se trompe, c'est 20 -, « *et c'est 50 % des transferts sociaux dans le monde* ».

Quand on applique cela à la France, cela donne 1 % de la population mondiale, 3,5 % de la production mondiale, et 15 % des transferts sociaux dans le monde !

Ainsi, de quelque manière qu'on le prenne, c'est insoutenable.

Et quand on dit que c'est une Union soviétique qui a réussi, non, c'est une Union soviétique qui est vouée à la faillite comme l'Union soviétique a terminé en faillite. Pourquoi ?

Le premier élément, c'est qu'on a une euthanasie de la production, de l'investissement et de l'innovation : la montée démesurée des dépenses publiques (57,5 % du PIB) a tué les entreprises. Celles qui survivent sont celles qui restent « facialement » en France, mais qui ont leur développement, leur profit et la majorité de leurs effectifs à l'étranger. C'est le cas du CAC 40, donc deux tiers de capitalisation, d'investisseurs étrangers, – il y a des cas extrêmes, par exemple si l'on prend Total (95 % des profits en dehors)-, mais en moyenne il y a à peu près 80 % des profits du CAC 40 qui se font en dehors du territoire français.

Ce qui survit d'économie française survit parce qu'elle est *off shore* et déterritorialisée.

Le deuxième élément, directement lié à cette euthanasie c'est la dérive étatiste, corporatiste et malthusienne. L'Etat est bien le cœur du problème français comme il a été dit très rapidement par rapport à l'Allemagne : 82 millions d'Allemands contre 66 millions de Français, 500 000 fonctionnaires de plus en France, 184 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires en France. Qualité de la vie, plutôt inférieure : je rappelle qu'aujourd'hui le PIB par habitant en Allemagne est de 13,5 % supérieur au PIB français. On n'arrête pas de se lamenter sur les travailleurs pauvres en Allemagne, sauf que les pauvres sont chez nous et non pas en Allemagne. Outre le fait que l'État s'est détruit lui-même, il détruit la société française en installant une société de défiance.

Tout cela nous ramène aux années 70, pourquoi ? parce que l'explication, au-delà de ce couple, c'est l'incapacité qu'a eue la France à adapter les changements qui sont intervenus : les chocs pétroliers, ensuite la fin de l'ère keynésienne, la mondialisation et le passage à l'euro.

Il est clair que ces grandes crises fonctionnent comme des tamis : on s'adapte ou on décroche ! Pour l'instant, comme on ne s'est pas adapté, on décroche.

Dans l'adaptation faite par Raymond Barre au choc pétrolier, c'est vrai que 1981 était une tragédie. En effet, les choses étaient bien parties, en tout cas pour la compétitivité, mais beaucoup moins bien pour l'État.

En ce qui concerne la compétitivité, les exportations françaises ont augmenté de 50 % entre 1973 et 1979 : c'était très bien.

En revanche, les dépenses publiques ont augmenté de 40 à 47 % du PIB entre 1974 et 1981.

Il y a eu l'arbitrage qui a ressemblé à celui fait par Mitterrand en 1983, c'est-à-dire, on avait commencé à libérer le secteur privé et à lui permettre de s'adapter, mais cela s'est fait au prix d'une formidable inflation de la fonction publique, des dépenses publiques et des prélèvements.

Cette divergence aujourd'hui a fini par être entièrement négative, car le secteur public avec son improductivité et ses surcoûts a cannibalisé le secteur privé.

Ensuite on a connu une formidable accélération en termes de dégradation : après le choc de 1981, une libéralisation hémiplogique entre 1983 et 1986 qui s'est poursuivie entre 1986 et 1988, mais avec cette énorme divergence. Ensuite tous les chocs qui sont intervenus : récession des années 1990, puis les 35 heures, la grande crise de 2008, la crise de l'euro de 2009. La France a des surcoûts qui ont démesurément augmenté et l'on a refait l'erreur de 1974/1975, on a mis tous les coûts sur les entreprises, le secteur privé et le secteur productif.

Le blocage français, c'est donc bien le blocage de la compétitivité et la dérive des finances

publiques qui a été bien aggravé par l'euro parce qu'on a supprimé les 2 variables d'ajustement traditionnelles, à savoir l'inflation et la dévaluation.

Tous les ajustements sont maintenant des ajustements réels, c'est-à-dire moins de production, moins d'investissements et moins d'emplois.

Quand on regarde les voies du redressement, évidemment comme il a été souligné, le monde d'aujourd'hui n'a rien à voir avec le monde de Raymond Barre : il n'y a plus d'Union soviétique, il n'y a plus de « bipolaires », il n'y a plus de keynésianisme en dehors de notre pays, il y a un capitalisme organisé, il y a une grande révolution technologique, autant de composantes d'un univers différent.

Cela dit, quand on regarde un peu autour de nous, on s'aperçoit que, d'abord les pays sous-développés ne sont absolument pas condamnés au déclin, les histoires de décroissance au 21<sup>e</sup> siècle sont des « fumisteries d'intellectuels américains ». Quand on regarde la classe moyenne du Sud, le décollage de l'Afrique, la révolution technologique, l'économie de la connaissance, l'économie de l'environnement, les seniors, on a tout ce qu'on veut comme sources de croissance. Le problème c'est de savoir si l'on arrive ou non à les capter !

Ce qui est spectaculaire aussi, c'est qu'il n'y a pas d'explication culturaliste : on a expliqué pendant longtemps que les pays européens, les pays méditerranéens, les pays catholiques étaient incapables de faire des réformes. Tout ceci est faux : l'Espagne et l'Italie se sont formidablement réformées au cours des années passées.

Simplement, comme on l'a évoqué, pour réformer un pays, il faut du *leadership*, il faut un mandat politique clair, il faut des projets, des forces politiques et sociales qui les soutiennent, une pédagogie des citoyens, une méthode et un calendrier. On n'a jamais réuni ces conditions depuis les années 70. Et voilà pourquoi la France connaît ce double paradoxe : c'est un peu comme l'Angleterre des années 70, effondrement politique social mais un pays qui garde des atouts importants en termes de démographie, de capital humain, de capital immatériel, même d'épargne, de pôles d'excellence public ou privé, de civilisation, mode de vie, et ça c'est le premier paradoxe : comment peut-on arriver à un résultat pareil avec des atouts aussi éclatants ? C'est la « théorie des climats » de Montesquieu, c'est quand on est un pays béni des dieux que l'on peut faire autant de bêtises ; si on est Japonais, avec les séismes, avec le climat, avec la dureté de la nature on survit alors qu'en se désunissant et en étant déraisonnable, on ne survit pas très longtemps !

Chez nous malheureusement on peut attendre longtemps avant de voir les effets.

L'autre paradoxe, bien sûr, c'est que tout est connu, en tout cas sur l'économie : l'éducation, l'intégration d'une partie de la jeunesse des Musulmans, le rétablissement de la paix civile, la lutte contre le terrorisme, ce sont des problèmes à l'échelle d'une génération.

Faire redémarrer l'économie française, on l'a vu avec Canada, Suède dans les années 90, Allemagne : en deux ans on a retourné l'économie, en cinq ans on a des résultats très importants. Simplement il faut le faire et cela n'a jamais été tenté depuis Raymond Barre.

Il faut le faire en travaillant sur la compétitivité qui est une compétitivité globale. À court terme c'est le problème du taux de marge des entreprises pour financer, comme on l'a rappelé, avec le théorème de Schmidt l'investissement, l'innovation et l'emploi ; c'est aussi évidemment la flexibilité du travail, mais il est vrai qu'à long terme il faut travailler sur tous les facteurs de production :

- le travail, ça c'est de l'éducation (on en reparlera plus tard),
- l'épargne, aujourd'hui on l'a tuée avec une fiscalité confiscatoire et le peu qui reste, on l'oriente exclusivement vers le déficit public,
- la technologie connaît un retard considérable en termes de robotisation,
- l'appareil productif de plus en plus obsolète,
- l'énergie : quand François Hollande est allé voir Obama pour lui dire qu'il avait le gaz de schiste et qu'il faudrait en envoyer, Obama lui a répondu « *mais vous avez le nucléaire !* » et il a parfaitement raison. La France est un pays qui a détruit tout son

secteur énergétique qui réussit aujourd'hui d'être très coûteux pour le consommateur, pénalisant pour les entreprises, moins performant qu'il ne l'était sur le plan des émissions, et par ailleurs on dégrade l'autonomie stratégique du pays contrairement à ce qui avait été fait dans les années 70. Là encore nous sommes les seuls responsables de cet état de fait.

Sur les finances publiques, c'est la même chose : il n'y a de fait pas d'alternative à une baisse simultanée des dépenses et des prélèvements. La fiscalité est confiscatoire et ce qu'il faut bien voir, c'est que dans cette économie de la connaissance, le premier facteur de production, cela reste les hommes, les entrepreneurs et les cerveaux ; à partir du moment où on a mis un système dans lequel les deux tiers des jeunes qui sortent des meilleures grandes écoles sont incités à partir à l'étranger parce qu'il n'y a pas de perspectives et que, s'ils créent et réussissent en France, l'État confisquera tout, effectivement on aboutit à la catastrophe actuelle : on stocke des gens qui sont des chômeurs structurels et on exporte des gens qu'on a formés gratuitement et qu'on met ensuite à la disposition de nos concurrents.

Par conséquent, la réforme de l'État est clé dans les trois composantes :

- le cœur de l'État avec un nécessaire réinvestissement dans le régalién,
- l'État-providence
- les collectivités territoriales qui constituent l'endroit où la dérive a été la plus importante avec les transferts sociaux.

Là encore, faire cela, c'est remettre la France en train, c'est aussi lui permettre de redevenir un pays qui compte en Europe puisqu'aujourd'hui, pour tous les pays du monde, l'Europe se résume à Madame Merkel qui elle-même est en grande difficulté compte tenu des erreurs qu'elle a commises en matière d'asile et d'immigration.

Aujourd'hui il n'y a donc plus de *leadership* en Europe et on en voit les conséquences tous les jours et, encore la dernière fois à Bratislava.

Le Général de Gaulle disait que la France est un pays qui ne fait des réformes qu'à l'occasion des révolutions, Raymond Barre, après Georges Pompidou, avait très bien compris que la révolution aujourd'hui, est à l'extrême-droite et non plus du tout à gauche, a fortiori depuis la fin de l'Union soviétique.

Donc il est bien vrai que 2017 est sans doute la dernière chance d'éviter cette révolution à l'extrême droite et ceci demande de la cohérence entre la pensée, les paroles et les actes. C'était exactement ce qu'avait mis en place Raymond Barre avec une rigueur qu'on dit économique, mais qui était avant tout et surtout une rigueur intellectuelle et morale.

Voilà ce que disait Raymond Barre : « *Si vous entendez par libéralisme économique la doctrine du laisser-faire, laissez-passer, alors je ne suis pas de ce libéralisme-là, si vous entendez par libéralisme économique la gestion décentralisée d'une économie moderne, assumée par des institutions et des centres de décision privés, et comportant une intervention régulatrice de l'État, alors vous pouvez me tenir pour un libéral.* »

Eh bien, réformisme et libéralisme sont les deux mamelles du redressement de la France !

Merci !

### **Jean-Marc Daniel**

Voilà un exposé à la fois brillant et très fourni, et nous allons demander à l'homme politique de la table ronde de réagir à cela. Qu'il me soit permis aussi à titre de transition, Nicolas Baverez a parlé de Montesquieu et des climats, je me souviens que David Hume qui a été Chargé d'affaires du Royaume-Uni à Paris, racontait que, effectivement l'Angleterre était victime de son climat, et que tout pays est obligé de réagir à une adversité pour se réaliser, en Angleterre c'était le climat et en France, c'était la fiscalité et la différence qui opposait le climat et la fiscalité, c'est que le climat avait des limites !

## **Albéric de Montgolfier**

La fiscalité n'en a pas et l'imagination fiscale encore moins, on va le voir avec le prélèvement à la source qui va être un beau débat.

Le sous-titre de notre colloque, c'est « Quarante ans après, est-ce que cette analyse demeure ? »

C'est un sujet particulièrement pertinent, puisque l'on peut se poser une question en introduction : « *est-ce que finalement, en vous entendant, Raymond Barre a eu raison trop tôt ?* »

On ne sait pas, on y répondra peut-être tout à l'heure, mais dans tous les cas, lorsqu'il avait le courage de dire « *la France vit au-dessus de ses moyens* », il avait été sans doute celui qui avait, le plus tôt, eu le courage d'identifier des réformes indispensables qui sont toujours d'actualité et qui vont d'ailleurs très largement, je le pense, occuper les débats présidentiels.

Ces réformes, toujours d'actualité, qui sont plus urgentes que jamais, ont été esquissées par les uns et les autres, et Raymond Barre avait évidemment identifié les questions dans le domaine de la compétitivité, dans le domaine des finances publiques, de la réforme de l'État, de l'enseignement supérieur également, vous voyez les articles en ce moment sur les nombreux étudiants qui ne peuvent pas trouver de place parce qu'il n'y a pas de sélection à l'université, autant de débats qui avaient été abordés dans les années 80 par Raymond Barre, qui prônait une autonomie des universités qui n'est encore qu'imparfaite puisqu'on le voit, le problème de la sélection reste une question en débat.

Alors, il faut bien le souligner, et c'est ce qui m'a frappé en préparant mon exposé de cet après-midi, c'est que Raymond Barre avait clairement mis en avant le lien étroit entre finances publiques et compétitivité. On a dans le document qui nous été préparé un certain nombre de citations de faits et arguments, je voudrais vous en mentionner une, puisque Raymond Barre soulignait la nécessité pour renforcer la compétitivité des entreprises, clé de la lutte contre le chômage, de procéder à une simplification du système fiscal, -on en est loin !-, à une harmonisation de la fiscalité au niveau européen, -on est encore plus loin !-, et à une réduction de l'impôt sur les sociétés, -vous voyez que c'est en débat !-, c'est en fin de quinquennat que le gouvernement nous dit « on va peut-être progressivement baisser le taux de l'impôt sur les sociétés, la France avec 33 1/3 fait partie des pays avec un taux des plus élevés et... réforme de baisse progressive de l'impôt sur les sociétés, au moins sur les PME, mais dont les effets évidemment seront pour le quinquennat suivant.

Si l'on se réfère aux écrits plus anciens de Raymond Barre, il est clair que cette problématique est liée à celle de la baisse des dépenses publiques et pour lui constituait une priorité, en tout cas une condition ?... d'énergies du secteur privé.

Je l'ai dit, tous ces sujets vont faire l'objet des débats de la présidentielle, et c'est vrai qu'ils restent d'une actualité brûlante. Et là, il faut vraiment rendre hommage à Raymond Barre d'avoir su le premier parler de la nécessité de préserver notre industrie qu'il voyait comme le fondement de la compétitivité ; et bien sûr on va penser à tout ce qu'il a dit sur la recherche, la technologie, sur l'investissement des entreprises et si je reviens clairement du côté des entreprises, ce que Michel Cicurel a abordé, moi je partage ce qui a été dit sur la compétitivité du système fiscal et la nécessité de baisser les charges des entreprises. Lorsqu'on a des prélèvements sociaux à peu près de l'ordre de 45 % de la richesse, on a besoin de réformes et ce n'est malheureusement pas le CICE, extrêmement complexe ou sur amortissements finalement, qui ne sont que décor actif... Pourquoi on a inventé des dispositifs aussi complexes, c'est uniquement pour des questions de trésorerie budgétaire plutôt que d'avoir, par exemple, la TVA sociale, qui aurait eu un impact budgétaire sur l'année, on a inventé le CICE, crédit d'impôt, mais, avouez que l'on est dans un système fou : on a une banque publique d'investissements, dont la première mission a été de mobiliser des créances fiscales. Concrètement, est-ce le rôle d'une banque publique d'investissements que d'avancer aux entreprises concrètement, des crédits d'impôt qui leur seront remboursés par la suite. Évidemment, on a complexifié le système à l'envers ; là j'ai le FS fiscal que j'essaie de regarder pour la loi de finances pour l'année prochaine, je crois qu'on peut

prendre n'importe quel dictionnaire, le FS fiscal y est entré, et on peut faire le petit test, -on s'était amusés pendant une séance de nuit l'année dernière.. je leur demandais de sortir un mot du dictionnaire et il a toujours une entrée dans le FS fiscal, vous pouvez faire le test, on réussit à tous les coups ! –

Malheureusement les réformes qui sont annoncées ne vont pas dans le sens de ce que Raymond Barre souhaitait, c'est-à-dire « décomplexifier notre système » : il y a le problème des taux élevés, on en a parlé les uns et les autres, il y a aussi, sans doute, dans ce qu'on peut reprocher à notre pays, la complexité du système et son instabilité. Prenons par exemple un domaine qui me frappe, le domaine de l'investissement locatif où en permanence on dit qu'on ne construit pas assez de logements, il faut encourager chaque ministre du logement va donner naissance à un nouveau dispositif fiscal à son nom et le dispositif n'a même pas le temps d'entrer en vigueur que le ministre suivant impose un autre dispositif... il y a des incitations fiscales qui perdurent et tous les ministres, vous le voyez, ont donné lieu à un amortissement fiscal, donc personne n'y comprend plus rien.

La complexité du système, sa stabilité sont vraiment, je crois, au cœur de la compétitivité et cela, Raymond Barre l'avait parfaitement compris lorsqu'il parlait de la complexité du système ! Un petit mot, puisqu'on ne va pas, je le disais il y a un instant, dans le sens d'une amélioration, je pense que nous allons débattre dans les prochaines semaines du prélèvement à la source, idée qui paraît séduisante, qui semble exister partout en Europe, mais quand on y regarde, on va faire perdurer deux systèmes : un système de prélèvement à la source pour les seuls salariés et les seuls pensionnés, à côté d'un système d'acomptes pour tous les autres revenus (les revenus fonciers, les revenus exceptionnels, les dividendes, les pensions alimentaires, etc.). Le système va devenir encore plus complexe que le système d'acomptes qui aurait été généralisé.

Alléger le poids de la charge fiscale, cela implique un investissement de fonds publics, et sur ce point, Raymond Barre avait suggéré une méthode, qu'on a sans doute expérimentée par la suite, avec plus ou moins de succès, puisque dès 1989 il appelait à la réalisation d'audits qu'il avait lui-même commandés lorsqu'il était à Matignon et je cite l'objet de ses audits « *faire apparaître ici et là les différences, les déficiences, les insuffisances, les gaspillages et indiquer les actions à mener pour obtenir partout une plus grande compétitivité du secteur privé* ». Et il voyait dans cette compétitivité du service public ce qui était garant de la compétitivité nationale et du niveau de vie des Français. Alors évidemment faire des audits ici et là, c'est sans doute une méthode qui a été mise en œuvre avec plus ou moins de succès par la suite, vous connaissez les noms, cela s'est appelé la RGPP, puis la « modernisation de la présence publique », aujourd'hui on parle de « revues de dépenses ». Au début de ce quinquennat le gouvernement nous avait fait grand cas de ces revues de dépenses, on les a attendues, on les a vu arriver... les documents parlent de « frais postaux » pour le Trésor public, comme vous voyez, les sujets sont plus ou moins majeurs, en tous les cas, comme peut-être Raymond Barre l'avait regretté à l'époque, cela n'avait pas eu forcément un grand succès du fait de l'absence de portage politique. Il faut bien avouer que ces fameuses « revues de dépenses » restent à un niveau technique et assez passablement ennuyeux, en tout cas ne sont pas portées politiquement ; je n'ai pas vu une revue de dépenses qui ait donné lieu clairement à une réforme ou à une réduction de la dépense publique. En tous les cas, Raymond Barre avait tracé la voie de tester ici et là dans les secteurs, un plan concret d'économie pour essayer d'obtenir cette compétitivité. Et incontestablement le courage, la rigueur en matière budgétaire sont des impératifs qu'il faut aujourd'hui retrouver comme l'avait souhaité Raymond Barre pour remettre la France sur le chemin de la création d'emplois.

Les uns et les autres ont abordé en anticipation les futurs débats de l'élection présidentielle, un certain nombre de questions et je partage ce qui a été dit par Michel Cicurel à l'instant : faire 80, faire 75 ou 100 milliards d'économies sur les seules dépenses budgétaires de l'État, c'est extrêmement difficile, les marges de manœuvre sont très limitées, ne serait-ce que par le poids de la masse salariale de la Fonction publique. On a au Sénat un rapport intéressant de la Cour des



comptes qui avait fait l'objet d'une grande diffusion l'année dernière et qui portait sur la masse salariale de l'État. Évidemment étaient montrés les régimes de primes connus, le temps de travail moyen, en fait un quart seulement des fonctionnaires étaient au régime normal et les trois quarts étaient à un régime dérogatoire. On voit donc bien que des marges de manœuvre existent... et sur le premier poste du budget de l'État si l'on ajoute les pensions, on doit être à peu près à un milliard d'euros de dépenses.

Cependant, quand on voit les efforts annuels que cela représente, on comprend qu'il faut plusieurs années pour y parvenir. Chaque année au Sénat, à la Commission des finances et ensuite en assemblée, nous avons voté un certain nombre d'amendements qui donnent des pistes concrètes : par exemple remettre les trois jours de carence (cela a été une énorme erreur du gouvernement de supprimer ces jours de carence), geler temporairement les promotions pour éviter le fameux GVT, supprimer un certain nombre de régimes dérogatoires, et tout simplement aussi agir sur le levier du temps de travail puisqu'on l'a calculé, passer seulement dans la Fonction publique à 36 heures, cela permettrait... et si on portait le temps de travail à 37 h 05, cela représenterait un gain de 5 milliards d'euros par an. C'est ce que j'ai fait dans mon Conseil départemental et j'ai vu qu'à une petite échelle c'était extrêmement difficile de supprimer 2 jours de RTT à du personnel sans compensation, mais on peut certainement y arriver. Mais je suis d'accord, ces seules mesures Fonction publique ou budget de l'État n'y suffiront pas : il faudra toucher au périmètre des transferts sociaux pour atteindre quelques dizaines de milliards d'euros qui sont actuellement en débat. En tous les cas, vous voyez que mettre en œuvre de telles mesures, celles au moins qui auront des fruits significatifs, appelle beaucoup de courage, ce courage dont avait su faire preuve Raymond Barre lorsqu'il s'était trouvé face au choc pétrolier avec des budgets très difficiles et on nous le rappelait à l'instant : en 1980 la situation était meilleure qu'à l'origine.

Raymond Barre a-t-il eu raison trop tôt ? Il a sans doute eu tort d'avoir raison trop tôt, y compris sur le plan de l'Europe puisque dès 1980 il disait : « *depuis 1958 je n'ai pas connu une année où l'on ne parlât de la crise de la communauté, de sa mort lente ; or elle a surmonté toutes les crises* » donc Raymond Barre a sans doute de ce point de vue été un visionnaire. Peut-être une chose qui, pour moi, a fondamentalement changé et qui aujourd'hui représente le principal danger pour prendre des décisions courageuses : c'est la faible inflation et les taux d'intérêt extrêmement bas qui ont un effet anesthésiant sur nos décisions et qui risquent dans le débat de l'élection présidentielle de conduire à avoir des choix finalement peu courageux.

On est aujourd'hui à 150 milliards, le chiffre baisse tous les jours, et le gouvernement s'apprête à affronter une légère dégradation du déficit, je vous rappelle qu'en comparaison aux autres pays, on est avec le Portugal et la Croatie le pays qui en Europe continue à connaître un déficit excessif. Tous les autres pays ont fait des progrès considérables grâce à leurs réformes, notamment en Europe du Sud, et la France, quand on regarde la trajectoire des autres, se distingue malheureusement par sa dégradation. On nous dit « *oui, ça va aller mieux, les 3 % d'août, on y arrivera, etc., etc.* », mais on fait partie des pays à déficit excessif qui voient sans doute la perspective du retour au 3 % s'éloigner.

Mais tout cela n'a pas l'air de susciter beaucoup de réactions, d'émois, certains même préconisent de laisser filer les déficits et cela est dû sans doute à l'effet anesthésiant des taux bas. Le meilleur ami de M. Hollande, c'est sans doute la finance : c'est la finance qui lui donne la possibilité d'emprunter à des taux extrêmement bas, et qui fait que paradoxalement notre dette n'a jamais été aussi élevée, mais la charge de la dette diminue, grâce à la technicité du Trésor qui sait renégocier des emprunts meilleurs, mais qui a aussi un effet anesthésiant.

Et c'est là où il faudrait être très prudent, car cent points de base de plus, c'est quelque 119 milliards ou 120 milliards d'euros qui se profilent en sept ans, la dette moyenne ayant en moyenne une maturité de sept ans.

Voilà, avec le professeur Casanova, on nous faisait plancher sur des magnifiques dissertations d'économie, il y avait toujours le mot « inflation » dans la question (« comment peut-on vaincre

le chômage sans diminuer l'inflation ? »...) Quand on entend aujourd'hui le Gouverneur de la Banque de France dire « *notre souhait c'est de parvenir à 2 % d'inflation, il faut que l'inflation augmente* », on s'aperçoit à quel point la donne a changé sur ce plan-là. Les déficits restent, la complexité fiscale reste, le taux de prélèvement obligatoire élevé reste, tout cela reste vrai ; est-ce une chance si les taux d'intérêt sont faibles et qui ont pour nous un effet anesthésiant et ce que je ne voudrais pas, c'est qu'ils soient une véritable anesthésie pour les propositions que nous aurions à vivre lors des élections présidentielles en nous disant : «  *finalement nous avons un petit peu de marge de manœuvre, puisque l'on continue à nous prêter et cela coûte de moins en moins cher.* »

### **Jean-Marc Daniel**

Merci ! À ce stade et à titre personnel sur l'inflation, ça fait mon pouvoir d'achat la baisse de l'inflation, et donc je ne regrette pas l'inflation. J'ai connu une époque où l'on parlait d'« ascenseur » et d'« escalier » et la première fois que je suis entré à l'INSEE, le syndicat local distribuait un tract où il était indiqué que les prix prenaient l'ascenseur et les salaires l'escalier ! Et donc je ne regrette cette époque-là où l'on pouvait avoir un peu de pouvoir d'achat grâce à la baisse de l'inflation.

Mais il faut s'adapter à cette réalité et là je vous rejoins et je pense qu'on en parlait avec Madame Comparini tout à l'heure, le danger c'est de mal interpréter l'évolution des prix. Celle-ci à l'heure actuelle est en train de traduire des gains de productivité implicites dans l'économie mondiale. Dans la période de Raymond Barre les gains de productivité donnaient lieu à des augmentations de salaires et de revenus, aujourd'hui les gains de productivité parce qu'on est dans une économie de plus en plus concurrentielle, donnent lieu à des baisses de prix. Je rappelle toujours, et puis je vais donner la parole à la salle, en attendant Monsieur Collomb, qui se fait annoncer.

Une des grandes références de Raymond Barre, c'est Chou Peter et vous vous souvenez que cet homme a écrit une remarquable « Histoire de la pensée économique », préfacée dans sa version française par l'éminent Raymond Barre.

Dans cette « histoire », Chou Peter dit que le meilleur économiste français, sans doute le plus grand, c'est Walras, lequel a terrorisé la concurrence. La seule faiblesse de Walras, c'est qu'il a été obligé d'inventer un commissaire-priseur pour considérer que quand on rentrait dans un magasin, en voyant un prix pour savoir s'il faut acheter ou pas, on a dans son inconscient un commissaire priseur qui vous dit quel est le prix dans les autres magasins. Chou Peter dit « *c'est idiot, car l'homme n'aura jamais le don d'ubiquité, donc quand vous serez dans un magasin, vous ne saurez jamais quel est le prix pratiqué dans les autres magasins.* »

Le commissaire-priseur walrassien, il est là, nous avons maintenant un monde walrassien, un monde concurrentiel, donc précipitons-nous vers Walras, nous verrons que le pouvoir d'achat est transféré dans une économie walrassienne par la baisse des prix. Moi je trouve ça « pas mal ». Ma dernière remarque que vous trouverez injuste avec la fiscalité en termes d'emploi, parce que notre fiscalité a créé pas mal d'emplois : conseillers fiscaux, avocats fiscalistes, et autres spécialistes de la chicane !

Ce que je vous propose, -je ne sais pas si M. Collomb est l'héritier quasi physique de Raymond Barre est prêt à nous rejoindre !-, c'est de donner la parole à la salle pour les quinze à vingt minutes qui nous restent sous forme de questions, éventuellement de remarques. Évitez de vous indigner, car je trouve qu'on s'est beaucoup indigné dans l'histoire récente de ce pays et de l'Europe !

## Questions de la salle

*1/ Comment peut-on être élu dans un système démocratique proposant la baisse des transferts sociaux qui ont été évoqués autour de la table ?*

### **M. de Montgolfier**

Je vais peut-être vous choquer, mais il faut arrêter les programmes. Les candidats doivent donner des orientations, mais non les “110 propositions”, les “500 propositions”, etc. dans lesquelles ils sont ensuite enfermés. C’est aussi simple que cela. Tous les candidats, une fois élus, se retrouvent enfermés dans, par exemple, la proposition qui a consisté à mettre en place une taxe à 75 %... ensuite on a vu les dégâts que cela a pu causer. Dans ce débat présidentiel cela va être le risque : il y a des surenchères de catalogues, des outils de comparaison informatiques pour les prix, et malheureusement il ne faut pas être trop précis. Il faut accepter de dire dans sa présentation que l’économie...

On dit que les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas leurs promesses, mais ils les tiennent souvent malheureusement ; c’est qu’ensuite ils sont victimes des propositions ou des catalogues qu’ils ont présentés.

Il faut donc éviter d’entrer dans les détails. J’ai été rapporteur du budget de la solidarité : on a une progression par exemple de l’allocation d’adulte handicapé qui est de 7 ou 8 % par an ! Comment un pays qui a un taux de croissance de zéro, et une inflation quasi nulle peut-il se permettre des minima sociaux qui progressent de 7 à 8 % par an ? avec des différences par département considérables ; dans certains la progression sera de 2 % par an, on ne pose pas ce genre de question.

Je disais toutes les difficultés de la fonction publique territoriale, par exemple, où il y aura un certain délai de mise en œuvre, voilà une première chose.

Sur l’inflation, si je réagissais ainsi, c’est que tout doit changer dans notre logiciel. On parlait à l’instant d’un impôt sur la fortune à 8 %, moi je suis moins choqué par un tel taux quand on a une inflation à 14 % qu’un impôt à 1,5 % quand on a une inflation à 0 %...

Sur votre question, je voudrais quand même ajouter une autre chose, c’est qu’il est tout à fait faux de dire que les réformateurs ou les gens qui proposent des politiques d’austérité sont systématiquement battus. Regardez Cameron au Royaume-Uni, cela a été une expérience d’austérité extrêmement rigoureuse, il a perdu son référendum pour des raisons strictement politiques et il avait été réélu auparavant. À l’inverse, si vous regardez la situation française, ceux qui n’ont pas fait des réformes ont été systématiquement battus à toutes les élections depuis cette fameuse élection de 1978, donc il est faux de préciser que les gouvernements réformateurs sont systématiquement sanctionnés même s’il y a des risques. La vérité, c’est que ce sont ceux qui ne réforment pas qui sont sûrs d’être battus. »

### **Jean-Marc Daniel**

Merci de ces remarques ! Puisqu’on évoque le passé, j’ai parlé du programme de Blois, les plus anciens d’entre vous se souviennent peut-être du programme de Provins. C’était le programme de 1973 et le Premier ministre de l’époque, qui était Pierre Mesmer, avait annoncé la construction de deux mille crèches ! En fait le programme prévoyait deux cents crèches et la dactylo s’était trompée, elle avait mis deux milles. Et comme les gens qui nous dirigent n’ont pas forcément une claire notion des chiffres et des ordres de grandeur, il avait annoncé deux mille crèches ! Heureusement le malheureux Pierre Mesmer a été libéré de sa promesse par le décès du Président Pompidou parce que Michel Poniatowski qui était le ministre de la Santé par la suite avait annoncé la création de cent crèches...

Ce que je puis me permettre de conseiller aux hommes politiques qui sont dans la salle, c’est de ne faire jamais aucune promesse chiffrée et de faire en sorte de se démentir régulièrement.

Nous avons le plaisir d'accueillir celui que j'ai présenté comme l'héritier, le successeur de Raymond Barre en la personne de Gérard Collomb.

Nous arrivons au terme de notre table ronde : nous avons évoqué Raymond Barre en termes de Premier ministre avec comme enjeux « compétitivité et finances publiques », nous vous écoutons sur Raymond Barre Maire ayant géré la compétitivité et les finances publiques lyonnaises.

### **Gérard Collomb**

Tout d'abord, je suis heureux d'être parmi vous parce que pour moi le souvenir de Raymond Barre est très fort dans ma mémoire. Lorsqu'il était candidat à la mairie de Lyon, il se trouve que j'étais candidat contre lui et j'ai été élu maire d'arrondissement pendant son mandat de maire de Lyon.

La première discussion que nous avons eue ensemble, c'était la discussion suivante :

*« Monsieur le maire, voilà, vous auriez aimé avoir tous les arrondissements, moi j'aurais aimé être maire de Lyon, mais c'est vous qui êtes maire de Lyon et moi je suis maire d'arrondissement ! Je suis en même temps chef de l'opposition, il y a deux façons de faire : soit on va s'affronter de manière un peu stérile dans des joutes oratoires sans intérêt, je vais porter uniquement une opposition de principe, ce qu'on fait un peu trop dans nos villes, mais surtout au niveau national, soit on essaie de travailler ensemble. Au niveau de mon arrondissement, si nous avons quelques idées, peut-être les accepterez-vous ! »*

Et on a travaillé ainsi ensemble pendant toute sa mandature et il se trouve que l'arrondissement dans lequel j'étais (avec Anne-Marie Comparini et tous les membres élus) était un arrondissement sinistré sur le plan industriel : c'est là par exemple que siégeait la grande usine Diaseta... raisons technologiques, une parmi tant d'autres ! Tout s'était effondré et j'avais une pensée : ceux qui avaient vécu dans un passé glorieux par l'économie revivraient par l'économie, mais évidemment ce ne serait plus l'économie du passé ! Il fallait regarder quelles étaient les innovations en cours et essayer d'attirer tout ce qui était porteur d'avenir. À l'époque, par exemple, ce qui avait le vent en poupe, les meilleures technologies, c'était le jeu vidéo et donc, avec Bruno Bonnell à l'époque, nous avons installé dans le 9<sup>e</sup> arrondissement ce qui allait devenir Infogrammes ; hélas ensuite une aventure américaine fera qu'il aura moins de succès, il connaîtra quelques difficultés, mais nous avons développé ensemble cet arrondissement.

Comme vous le savez, Monsieur Raymond Barre avait des amis tout autour de la planète et il me téléphonait souvent le samedi en me disant : *« Voilà, demain matin, j'ai un ministre, un ambassadeur.... , est-ce que vous accepteriez de regarder dans votre quartier ce qui est en cours de rénovation ? »*

Bien évidemment, j'acceptais et nous avons ainsi noué des liens qui je pense étaient amicaux. Je me suis aperçu après mon élection qu'il avait fait beaucoup pour moi : en effet dès que je rencontrais un chef d'entreprise, celui-ci me disait : *« vous savez, Monsieur Barre nous disait souvent : "Monsieur Collomb, comme maire de Lyon, il ne serait pas mal finalement" !.. et aux Lyonnais, il disait "vous savez centre-droit, centre-gauche, ça ne serait pas un drame si Lyon demain passait au centre-gauche" »*

C'est donc sous ce parrainage-là que je suis devenu maire de Lyon et depuis, j'ai essayé de suivre ce qu'il disait : ce qu'il disait sur la rigueur financière, parce que nous sommes aujourd'hui sur la ville de Lyon au même niveau d'endettement qu'en 2001, date de mon arrivée, ce qui fait un certain temps maintenant et qui montre que l'on ne gère pas trop mal les affaires de la ville, et qu'en tout cas, on avait cette idée que la fuite dans la dette qu'il portait n'était pas la solution.

Ensuite nous avons porté le développement économique de la ville et donc ce que j'avais accompli dans mon arrondissement, nous l'avons fait dans l'ensemble de la métropole lyonnaise, et aujourd'hui c'est une ville en plein développement qui a une dynamique formidable : nous sommes parmi les premiers dans les sciences du vivant, nous sommes en train de transformer

notre chimie traditionnelle de base en chimie environnement, sur le numérique, je crois qu'après Paris, nous sommes les deuxièmes en France...

Voilà, c'est ce que j'ai retenu de ma rencontre avec Raymond Barre, à la fois quelqu'un qui fuyait le sectarisme, -il en avait beaucoup souffert, car en tant que Premier ministre, il avait eu à affronter non pas tellement ses opposants de gauche, mais c'était un grand artisan du 49.3, car obligé de l'utiliser de manière abondante pour faire passer ses textes !-; il avait donc gardé, je crois, un souvenir du fait qu'il n'y avait pas de réussite possible avec une vision sectaire de la France.

Ce message, je l'ai gardé profondément, j'essaie de le faire passer au niveau local, au niveau national peut-être avec moins de succès aujourd'hui, mais on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve ! Peut-être qu'un certain nombre de personnes pourront porter ce qui est son esprit. En tout cas pour reprendre une phrase de Nicolas Baverez, il faut oser réformer ! Comme il l'a dit, si vous réformez, vous pouvez être battu, mais si vous n'allez pas de l'avant, vous êtes sûr d'être battu !

Quand j'ai eu à diriger la ville de Lyon, – c'est toujours compliqué la vie politique même parmi ses amis ! – il fallait porter quelquefois quelques projets et je bousculais un peu les lignes. Il me disait : « *tu es complètement fou de faire cela...* », je répondais : « *non non, on va bousculer les lignes, parce que si l'on ne bouscule pas les lignes, on est sûr la prochaine fois, d'être battu.* »

C'est vrai, on peut penser que l'on peut gagner en mettant quelques fleurs dans la ville, moi j'ai toujours pensé que c'était en portant un vrai projet, pour une ville comme pour un pays, que l'on pouvait aller de l'avant et être réélu ! Voilà !

### **Jean-Marc Daniel**

Merci pour ce plaidoyer sur la tolérance en politique et le respect de ses adversaires !

Bruno Durieux veut-il dire un mot de conclusion, car nous arrivons au terme de cette Table ronde ?

**Bruno Durieux** Ma conclusion va être très très brève : tout simplement j'ai été particulièrement intéressé par ce que j'ai entendu. Pendant cinq ans, j'ai eu la chance avec Francis Gavois et une bonne équipe d'accompagner Raymond Barre dans la mise en œuvre d'une vraie politique économique. Ce qui frappe aujourd'hui quand on compare les pratiques des quinze ou vingt dernières années à ce qu'était la sienne à Matignon, il y avait une politique économique ! On n'a jamais pris de virage à droite ou virage à gauche selon l'expression actuelle, il y avait une politique unique avec approche globale, c'est-à-dire que tout comptait : les éléments structurels comme les éléments conjoncturels ; il n'était ni keynésien si monétariste, il était plutôt choupeterien en réalité, mais il était surtout global dans son approche et il était cohérent, c'est-à-dire qu'il ne prenait pas de mesures qui allaient contre une disposition qui, par ailleurs, composait la politique unique qu'il menait. Dans les interventions que j'ai entendues, j'ai noté celle de notre ami Michel Cicurel, je ne sais pas s'il est encore là, il a cet esprit paradoxal que Barre aimait et je me suis posé la question : est-ce qu'il défendrait l'idée qu'a été au fond la stratégie de Reagan si l'on remonte dans le temps, qui a été d'imposer une forte baisse fiscale,... et ensuite par la relance de l'activité économique de générer de la ressource, mais une ressource saine. Ce qu'on qualifiait à l'époque de politique keynésienne, mais qui n'en était pas une (la politique keynésienne est une politique de dépenses publiques !), là c'était une politique classique d'allègement de la charge pour développer une position compétitive soit sur le plan intérieur, soit sur l'environnement.

Il y a une chose sur laquelle on aurait pu insister encore plus, mais c'était déjà tellement passionnant, c'est la perception quotidienne qu'avait Barre de la dimension internationale de tous les problèmes économiques et même sociaux. Quand il développait son idée de

compétitivité, c'était évidemment par rapport à un environnement mondial dont il percevait bien qu'il changeait profondément. Il a vécu les deux chocs pétroliers et en même temps cet environnement -et là je rejoins fortement ce que disait Nicolas Baverez-, impliquait une adaptation (ce mot revenait dans tous ses discours : pour bouger, il faut s'adapter !). Il avait cette perception de la concurrence internationale et comme le défendait tout à l'heure Nicolas Baverez, le chapitre qui me préoccupe le plus moi, c'est justement le recul de nos positions compétitives dans le monde, d'ailleurs probablement accentué dans les statistiques parce qu'on ne mesure pas (cela fait 20 ans que je le demande à la direction du Trésor !) les vraies parts de marché des entreprises françaises, on mesure les parts de marché de l'activité économique depuis la France, mais les parts de marché des entreprises françaises sont beaucoup plus importantes, simplement elles font ce chiffre d'affaires à l'étranger et pour l'étranger. Par bonheur les revenus sont rapatriés et on les retrouve dans la balance des paiements, mais la dimension internationale était quelque chose d'essentiel à ses yeux. J'apporte une dernière précision si vous me donnez encore une minute : j'ai un souvenir très précis du débat sur la liberté des prix. La libération des prix est l'œuvre de Raymond Barre, je me permets de le rappeler, c'est une vérité, d'autres ont voulu la récupérer. Le premier qui a libéré tous les prix, sous l'autorité du Président Giscard d'Estaing, c'est Raymond Barre : il les a tous libérés y compris les services.

Mais en effet, en 1976, dans les premières semaines où il s'est installé à Matignon, a eu lieu un grand débat entre ses conseillers et lui, pour savoir si l'on devait libérer tout de suite ou non. Il a pris l'option de bloquer, mais vraiment contre sa propre conviction ; en réalité, Michel, il n'en voulait pas de ce blocage, mais tout le monde : le directeur du Trésor, le directeur du budget, le gouverneur de la Banque de France, le directeur des prix (c'était son métier) lui demandaient instamment de bloquer pour éviter un dérapage général. Il l'a fait à son corps défendant, c'était assez poignant d'ailleurs. Il a donc bloqué les prix, mais les a ensuite libérés très rapidement et par étapes. Je me souviens que l'Administration était contre cette politique, elle était d'ailleurs contre la politique de Barre : par exemple, la libération du crédit (le secteur financier était totalement encadré en 1976 : tout était contrôlé, le moindre crédit, le moindre taux), son idée était de libéraliser tout cela et il se heurtait à une très forte réticence de l'Administration. S'il a surmonté cette réticence, c'est qu'il était objectivement très fort ; il avait une conviction, il avait de la culture et il connaissait vraiment l'économie !

## TABLE RONDE « LA FORMATION »

Président/modérateur : **Jean-François Pilliard**, membre du Conseil économique, social et environnemental

Témoins :

- **Luc Ferry**, ancien ministre
- **Patrick Hetzel**, député du Bas-Rhin, ancien recteur d'académie, ancien directeur général de l'enseignement supérieur
- 

\*

\* \*

**Pierre-André Wiltzer**, vice-président de Présence de Raymond Barre

Nous allons entamer la quatrième et dernière Table ronde de ce colloque et avant de présenter les orateurs, j'aimerais faire une observation générale : il se trouve que pour parler de ce thème de table ronde, qui est « Formation », mais formation au sens large, éducation, formation à tous les niveaux de la formation, quelle qu'en soit la nature, nous avons la chance d'avoir trois intervenants qui sont tous étroitement liés au monde de l'éducation et de l'université.

Luc Ferry : professeur de philosophie, essayiste, chroniqueur très connu, auteur de très nombreux ouvrages, dont un tout dernier qui fait beaucoup parler sur le transhumanisme, et naturellement ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche de 2002 à 2004, où j'ai eu la chance d'être avec lui, dans la même équipe gouvernementale, celle de Jean-Pierre Raffarin à l'époque.

Patrick Hetzel, qui est aussi universitaire, professeur de droit, qui a été Recteur de l'académie de Limoges, et qui est aujourd'hui député *Les Républicains* du Bas-Rhin. Patrick Hetzel a beaucoup travaillé sur les questions de l'éducation et de l'université, il a présidé la Commission nationale du débat université/emploi qui d'ailleurs a porté son nom, « la Commission Hetzel ; il a été Conseiller éducation enseignement supérieur au Cabinet du Premier ministre en 2007/2008 (François Fillon) ; il a été directeur général pour l'enseignement supérieur à l'insertion professionnelle au ministère de l'Enseignement supérieur et il a été élu en 2012 député du Bas-Rhin dans la très belle circonscription de Saverne où il continue à suivre de près les mêmes questions, entre autres.

Jean-François Pillard qui va animer cette table ronde est grand spécialiste des ressources humaines : il a dirigé les ressources humaines dans toute une série de grands groupes dans la pharmacie, l'informatique, etc. Lui aussi est (ou a été) professeur associé dans différentes universités ou écoles, à Paris 2, à l'ESCP aujourd'hui, il a été le Délégué général de l'Union des entreprises métallurgiques et minières (l'UMM) ; il a présidé la Commission protection sociale du MEDEF et il a, d'une manière générale, été le chef de file dans les discussions entre les organisations patronales et syndicales sur le thème de la réforme de la formation professionnelle et il est aujourd'hui également membre du Conseil économique, social et environnemental.

Je remercie beaucoup ces trois intervenants de leur présence et de leur participation. Je laisse la parole à M. Pillard.

**Jean-François Pilliard**

J'ai la chance en tant qu'animateur d'être autour d'une table ronde réduite, ce qui me laissera j'espère, l'opportunité de participer aux débats. Moi je lancerai seulement le propos en me référant à Raymond Barre, dont une des grandes qualités je m'en souviens, était — et ce n'est pas la caractéristique première du monde politique —, la pédagogie. J'ai le souvenir d'un homme qui avait la capacité d'expliquer les choses simplement et qui s'était rendu accessible.

Comme on l'a évoqué aussi, il avait une deuxième caractéristique (qui n'est pas non plus toujours le fait de la classe politique) : c'est qu'il était totalement indifférent aux sondages et à ce qu'on pensait de lui, ce qui lui conférait une détermination dans l'action. On parlait tout à l'heure de zigzags ou de *zapping* : ce n'est malheureusement plus la caractéristique de notre environnement.

Raymond Barre en matière de formation et d'éducation, c'est rappelé dans le document qui nous a été envoyé, avait notamment concentré son action sur deux domaines, qui restent totalement d'actualité :

- les jeunes : comment donner un sens, un avenir à la jeunesse ? Finalement, l'accès à l'emploi pour les jeunes ;
- le monde de l'éducation dont il considérait à l'époque (mais ça n'a pas tellement changé) que c'était un monde centralisé et syndicalisé.

Mon dernier propos sera de dire ceci : c'est que l'on parle souvent de l'environnement de l'entreprise à travers la législation sociale, le coût du travail, qui sont incontestablement les éléments clé de la compétitivité, mais moi qui ai fait une très grande partie de ma vie professionnelle dans l'entreprise je peux vous le dire : aujourd'hui pour l'entreprise et pour la nation, la question centrale, c'est : est-on capable d'avoir en temps et en heure les compétences dont on a besoin ?

On aura l'occasion d'en débattre, mais je pense que notre pays a mené des politiques, pour des tas de raisons, en faveur de la basse qualification, qui nuisent très fortement à la compétitivité du pays et à son développement et qui nous empêchent d'aller chercher la croissance là où elle se trouve, c'est-à-dire à travers le monde. J'ai été exposé pendant les douze dernières années de ma vie professionnelle où je passais cinq ou six mois hors de France (en particulier en Chine et en Amérique du Sud) aux difficultés de la France pour conquérir ces marchés, faute d'avoir en temps et en heure les compétences et la mobilité nécessaires.

Je vais inviter mes deux orateurs à prendre la parole et je forme le souhait que tous les trois ensemble et avec vous, on sorte de l'exercice convenu qui est l'exercice intellectuel habituel, qui consiste à parler exclusivement de réflexions : la France est un pays qui a une capacité conceptuelle très au-dessus de la moyenne (c'est la bonne nouvelle), la très mauvaise nouvelle, c'est qu'elle a une capacité opérationnelle ou d'exécution inversement proportionnelle à sa capacité conceptuelle. J'invite donc nos orateurs, à travers leurs réflexions, à nous dire ce qu'il est utile de faire, mais aussi comment le faire.

## **Luc Ferry**

À trois ou quatre reprises, j'ai eu l'occasion d'échanger quelques idées avec Raymond Barre sur l'éducation, sur le ministère et il avait trois mots en tête : décentralisation, déconcentration, autonomie plus grande des établissements. Il avait évidemment raison. Mon vieil ami Claude Allègre a fait beaucoup depuis, transformant le mammoth en un troupeau de petits éléphants, ce qui est quand même un grand progrès, et c'est vrai que de ce point de vue là les choses ont bien avancé. J'ai continué le travail avec la décentralisation des *TOS*, ce qui était assez compliqué, mais cela s'est quand même fait.

On a sur ces sujets réalisé beaucoup de choses malgré tout. Ce qui reste pour moi le problème numéro un de l'école, et pas simplement de l'école (je vais y revenir), des familles en vérité qui sont plus en difficulté que l'école, ce sont deux statistiques terribles : 35 % de nos enfants sont, à l'entrée en sixième en très grande difficulté par rapport à la lecture (problème n° 1 pour moi), on a en gros 7 ou 8 % d'analphabètes, 10 % de plus de lecteurs très lents et peu fiables et encore 15 % de lecteurs fiables, mais tellement lents qu'ils ne peuvent pas lire par plaisir.

J'ai réalisé là-dessus une étude avec mon ami l'amiral Béraud : on a croisé les chiffres du Ministère de la Défense et ceux du ministère de l'Éducation nationale, en gros on a 35 % de nos enfants qui sont en grande difficulté. Ce qui est assez frappant, c'est que les chiffres sont les



mêmes au niveau de la lecture et de l'écriture que ceux qu'on avait dans le temps au cours des « trois jours » et qui sont devenus les JAPD (journées d'appel pour la défense) avant de s'appeler « jours de citoyenneté » (ils changent de nom, mais restent les trois jours). On a là des statistiques complètes et non des échantillons. On trouve exactement le même taux d'illettrisme à 18 ans qu'à l'entrée en sixième, ce qui veut dire qu'on sait produire l'échec, mais peu le corriger. Avant d'entrer dans le vif du sujet de cette question qui pour moi est primordiale, j'insiste sur une distinction à faire, qu'on ne fait pas assez notamment dans les enquêtes de l'OCDE, entre « éducation » et « enseignement ». Les mots ont un sens : l'« éducation » c'est la famille, ce sont les enfants et les parents, l'« enseignement », c'est l'école (ou établissement scolaire), ce sont les élèves et les professeurs. On ne distingue pas suffisamment les deux.

Ce qui va très mal en France, ce sont les familles, dans 15 % des quartiers difficiles. On a un corps enseignant notamment du primaire, qui est excellent, – certainement le meilleur du monde avec un niveau de recrutement très élevé (beaucoup plus que dans les années 70/80), mais on a en revanche des familles en très grande difficulté.

Je vais vous dire ma thèse de fond : si l'éducation n'a pas précédé l'enseignement, si les familles n'ont pas élevé les enfants, l'enseignement n'est pas possible.

Je mets n'importe lequel d'entre nous dans une quatrième techno un peu délicate, il ressort en tutu au bout d'un quart d'heure. Cela ne va pas. Si les enfants n'ont pas été élevés, les professeurs ne peuvent pas faire leur travail. Il y évidemment de mauvais professeurs, il y en a des bons, c'est une courbe de Gauss classique comme dans toutes les professions, mais encore une fois si l'éducation dans les familles n'a pas précédé l'enseignement dans les écoles, rien n'est possible. Et c'est le problème numéro un.

Je vais vous lire un petit texte de Victor Hugo, car c'est une époque où dans ces lieux on s'exprimait un peu différemment d'aujourd'hui et je trouve le texte magnifique. C'est une lettre de 1872, mais qui reprend un de ses discours à l'Assemblée et au Sénat où d'ailleurs il a le culot de commencer par « mes chers confrères », ce qui était un peu audacieux à l'époque, car dans le mot « confrères » on entend le mot « frères »!

Écoutez bien ce texte qui est joli et qui traite de l'éducation et de l'instruction (l'instruction étant la même idée que l'enseignement).

*« Quant à moi je vois clairement deux faits distincts : l'éducation et l'instruction. L'éducation c'est la famille qui la donne, l'instruction c'est l'État qui la doit. »*

Ces termes « donner », « devoir », c'est beau, c'est parfait !

*« L'enfant veut être élevé par la famille et instruit par la patrie. Le père donne à l'enfant sa foi ou sa philosophie, l'État donne à l'enfant l'enseignement positif. De là cette évidence que l'éducation peut être religieuse et que l'instruction doit être laïque. Le domaine de l'éducation c'est la conscience, le domaine de l'instruction c'est la science. Plus tard, dans l'homme fait, ces deux lumières se complètent l'une l'autre. »*

On ne peut pas faire mieux, c'est parfait ! Pas une virgule à changer, et rien à rajouter non plus.

Ce qui m'a le plus guidé lorsque j'étais ministre, c'est une enquête réalisée par Claude Thélot, : en 1995, on avait retrouvé par pur hasard 9 000 copies de certificat d'études, oubliées dans le grenier de la sous-préfecture de la Somme où elles étaient enfermées dans des sacs de jute, des sacs de pommes de terre ! Alors que les copies sont détruites tous les 4 ou 5 ans, elles avaient été oubliées, mais étaient corrigées. Claude Thélot, — c'était du temps où Bayrou était ministre —, a eu l'idée de faire une comparaison entre les élèves de l'époque puisque l'on avait là un échantillon bien représentatif, et les élèves d'aujourd'hui. Comme Thélot était plutôt un homme du centre gauche progressiste et qu'il détestait les idéologies du déclin, il a éliminé tout ce qui pouvait fausser la comparaison : on s'est aperçu par exemple qu'à l'époque les instituteurs ne présentaient que 10 ou 12 % de leurs élèves, on sait pour parler en bon français qu'ils les « coachaient » toute l'année, on sait qu'on a retiré toutes les épreuves qui n'étaient pas au programme, on sait aussi que la France était beaucoup plus rurale qu'aujourd'hui, on a recomposé un échantillon de petits élèves d'aujourd'hui qui étaient semblables en termes de CSP

à la France de l'époque. Un jour je croise « mon » Thélot dans un couloir du ministère, il tirait une mine pas possible, une tête longue comme un jour sans pain, et je lui demande ce qui ne va pas ; il me répond que les résultats sont calamiteux. Je vous donne juste un chiffre, parmi beaucoup d'autres : à l'époque, dans la dictée qui n'a absolument pas changé (petit texte de 10 lignes), les élèves faisaient en moyenne 5 fautes d'orthographe, ce qui équivalait à la note 0. En 1995, avec les élèves sélectionnés (élèves de 5e, ce qui était un avantage pour eux) commettaient 17 fautes dans la même dictée, ce qui ressemble aux textos de nos enfants : les mots sont mal découpés, on confond les « s » et les « ent », les pluriels... Là on a un vrai souci : le rapport à la langue qui a changé et pas en bien. C'est pour moi la préoccupation n° 1, car, quand on est en difficulté en lecture et écriture, on est en difficulté aussi en histoire, en géographie, et même en sciences.

Le deuxième sujet, c'est qu'on a 160 000 jeunes qui quittent le système scolaire chaque année sans rien. J'ai mis 5 ans à faire admettre ce chiffre que maintenant tout le monde admet — vous le trouvez absolument partout —, j'ai reçu des lettres d'injures de certains de mes prédécesseurs (pour ne pas les nommer, Jack Lang et Ségolène Royal), mais ils ont fini par admettre que c'était la vérité. J'ai nommé président du Haut Conseil de l'évaluation le directeur de Cabinet de Jack Lang. Christian Forestier a regardé les choses puis il a sorti un rapport établissant que, en effet 160 000 gamins quittent le système scolaire chaque année sans rien, ce qui fait que la gauche ne pouvait plus s'opposer à cette réalité, à la publication de cette statistique.

Lorsque Bayrou était au ministère, l'enquête de Thélot est sortie avec ce chiffre terrible de 35 % d'enfants en très grande difficulté de lecture à l'entrée en sixième, Bayrou m'avait dit : « *surtout surtout tu ne dis rien, tu n'annonces pas les choses, ça va faire des remous, les professeurs vont se sentir insultés, cela va engendrer des polémiques !* » Moyennant quoi je me suis empressé de faire la une de l'Express avec le chiffre en question, ce qui a évidemment commencé à déclencher une prise de conscience, et a été, à mon avis, extrêmement salutaire.

La question, c'est « pourquoi ? », « pourquoi ces deux chiffres : 35 % d'enfants en grande difficulté de lecture et cela explique la réalité de l'échec scolaire par la suite, et 160 000 jeunes qui quittent le système scolaire chaque année sans rien ? »

Ce sont les mêmes ! Les 160 000 se cumulent d'année en année et quand vous parlez mal, vous lisez mal, vous êtes coincé dans le fond de la classe en échec scolaire pendant des années, vous devenez méchant et violent. Une grande partie de la violence, non pas seulement scolaire, mais aussi extrascolaire s'explique évidemment par cette « viscosité » de l'échec scolaire. Je pense qu'on a commis dans la rénovation pédagogique dans les années 70 (dans le sillage de mai 68), on a commis trois erreurs « intelligentes », je vous les indique simplement et je m'arrêterai là parce que je pourrais en parler pendant des heures. Ces trois erreurs « de bonne volonté » qui semblaient justes sur le papier, qui paraissaient de bonnes idées, c'étaient des idées parfaitement stupides et fausses, mais elles étaient intelligentes en apparence ; sinon tous ces hommes de bonne volonté ne se seraient pas engouffrés dans de telles erreurs. Comme disait Pascal, « il y a toujours quelque chose de juste dans toute opinion, quelle qu'elle soit », en tout cas on peut imaginer qu'il y a une petite part de vérité.

Trois erreurs fondamentales qui expliquent à mon avis une grande partie de la situation actuelle, mais il y a sans doute une autre raison et je vous en dirai un mot si l'on m'accorde quelques secondes de plus :

- On est entré dans la rénovation pédagogique, c'est-à-dire dans l'idéologie de l'auto-construction des savoirs ! L'enfant n'apprendrait vraiment que ce qu'il construirait lui-même, cela va jusqu'à « *la main à la pâte* » si vous avez entendu parler du projet de Charpak, que je n'aime pas du tout (je ne parle pas de Charpak, mais de son projet ! – Charpak était un grand homme très sympathique). Cette idée que l'enfant ne comprendra que ce qu'il va inventer par lui-même me paraît une idée sympathique, mais profondément fausse. C'est ainsi qu'on a fait rédiger par exemple les règlements intérieurs des collèges, ou des écoles par les enfants eux-mêmes. Mais ils savaient très

bien que s'ils les avaient rédigés eux-mêmes, ce n'était pas sacré, cela n'avait pas très grande importance. Il y a deux môles dans l'éducation comme dans l'enseignement d'ailleurs, car les deux se mêlent un peu sur ces terrains-là : il y a deux secteurs de l'enseignement et de l'éducation qui sont totalement patrimoniaux, totalement des héritages, totalement traditionnels, de la transmission, qui n'ont aucun rapport avec la spontanéité de l'enfant, avec cet « enfant-roi » qui va tout construire par lui-même : c'est la langue et c'est la politesse, la civilité. La langue (« *bijou, caillou, chou, genou...* ») et l'accord du participe passé avec le verbe avoir que nos politiques ont tant de mal à maîtriser — la décision que j'ai prise — (ça me choque comme une fausse note dans une ballade de Chopin, mais je l'entends quasiment tous les jours !), c'est de considérer ces règles de grammaire comme totalement patrimoniales : il y a zéro créativité dedans ; je vais le dire autrement : la créativité en matière de grammaire, ça s'appelle « les fautes d'orthographe », cela n'est rien d'autre. Même chose pour la politesse : vous terminez votre lettre par « Veuillez agréer... mes sentiments les meilleurs » : zéro créativité, zéro spontanéité ! Purement patrimoniale et là, cela suppose respect et humilité dans l'apprentissage et non pas cet enfant-roi qui va tout inventer lui-même. Du reste en sciences ce n'est pas si différent que cela : un bon cours sur Newton ou sur Galilée, cela vous fait gagner des années. Si vous devez tout trouver vous-mêmes, je vous souhaite bonne chance ! Il y'a donc deux secteurs dans lesquels l'école est le plus en difficulté et ce n'est pas un hasard : c'est la civilité ou la politesse pour l'appeler par son vieux nom et c'est la maîtrise de la langue. Ce sont les deux problèmes fondamentaux.

- Le jeunisme : quand j'étais ministre de la Jeunesse, je passais mon temps à dire au Conseil de jeunesse : « on n'est rien de grand à dix ans ! » Vous prenez n'importe quel imbécile de chanteur ou de starlette chez Drucker, il vous explique « *Ah j'ai dix ans...* ! » Dix ans, c'est une horreur, ce sont des « bouts d'choux », j'adore mes filles, elles sont les plus belles du monde, mais on n'est rien de grandiose à dix ans. On n'est ni un grand chef d'entreprise, ni un grand poète, ni un grand musicien, ni même un grand joueur de foot ! Le monde des adultes, mes amis, est beaucoup plus riche, plus intense, plus intéressant et plus profond que le monde de l'enfance et si vous dévalorisez le monde des adultes, vous n'avez aucune chance de donner envie aux enfants de vieillir ni d'apprendre. Il faut sortir de ce jeunisme débile qu'on a connu après 68 et se défaire de ce syndrome de Peter Pan (le petit garçon qui ne veut pas grandir et qui veut rester dans le monde de la fée Clochette et du capitaine Crochet!). Il faut sortir nos enfants de ce monde-là, il faut leur expliquer que le monde des adultes peut être hélas « raté », c'est vrai, mais quand il est réussi, encore une fois il est plus intense, plus grandiose, plus intéressant et plus profond que le monde de l'enfance.
- Motivation travail ! C'est ce que j'appelle « la pédagogie de l'hameçon », la tarte à la crème des pédagogues ! On s'est dit qu'il fallait motiver les enfants et qu'on les ferait travailler après... on les motive peut-être, mais pour le travail... on peut toujours attendre ! Et je n'ai jamais vu qu'on faisait travailler un enfant sans un moment d'autorité. La vérité, on le sait dans cette salle, car nous avons tous travaillé beaucoup, c'est qu'on ne s'intéresse jamais que ce à quoi on a beaucoup travaillé. L'intérêt ne précède pas le travail, il le suit ! Même la géographie a fini par me passionner parce que j'ai travaillé beaucoup. Même la physique et la chimie qui m'ennuyaient à mourir a priori, mais si vous n'avez pas travaillé d'abord, cela n'a aucun intérêt. Est-ce que j'ai traduit *La critique de la raison pratique* dans la Pléiade par plaisir ? Certainement pas ! Rien n'est plus fatigant que de traduire cet ouvrage, mais une fois que j'ai terminé, quel bonheur redoublé de comprendre ces grands textes ; cela suppose, encore une fois, un travail préalable. Paradoxalement le travail précède la motivation. Et si vous réussissez à faire travailler un

enfant de 8, 10, 12 ou 15 ans sans un moment d'autorité, je veux bien être pendu sous un fraisier, car je suis persuadé que personne ne peut y arriver.

Ces trois erreurs que je viens de mentionner, je vais faire comme mon ami Gérard Collomb, — il ne faut pas être sectaire —, ce sont des erreurs, disons-le, de gauche ! C'est la gauche « pédago », ce sont des erreurs post-soixante-huitardes dans le sillage de la rénovation pédagogique, qui trouvait, en même temps qu'on créait ces abominables « Sciences de l'éducation » beaucoup d'échos dans la deuxième gauche, la gauche sympathique, gentille, qui voulait vraiment aider les enfants en modifiant la pédagogie traditionnelle et en supprimant les cours magistraux en particulier.

Mon ami Jean-Claude Casanova qui a écrit des choses magnifiques sur Schumpeter (la préface que tu as rédigée, un chef d'œuvre).

Schumpeter a très bien décrit le tragique des sociétés libérales à l'égard de l'éducation. Pourquoi ? Parce que nous avons vécu un vingtième siècle de déconstruction des valeurs traditionnelles d'autorité comme jamais dans l'histoire de l'humanité.

On a regardé l'histoire de l'art, on a déconstruit les tonalités en musique avec Schoenberg de Vienne, on a déconstruit la figuration en peinture avec Picasso et Kandinsky qui sont les deux pères fondateurs de l'art moderne, on a déconstruit les règles traditionnelles de la danse avec Pina Bausch, avec Béjart, du théâtre avec Beckett ou Ionesco, on a essayé en 68 de déconstruire les grandes valeurs morales du monde traditionnelles, qu'elles fussent d'ailleurs religieuses ou républicaines, bref on a vécu un siècle de décontraction des autorités traditionnelles comme jamais dans l'histoire de l'humanité.

Et quand vous regardez non pas l'histoire de l'art, mais l'histoire de la société civile française, on a là aussi bouleversé le monde d'ailleurs parfois et même souvent en bien, — l'histoire des femmes, l'histoire des paysans à cet égard sont passionnantes ! —.

Lors d'un voyage en Suisse dernièrement, j'étais dans l'*Appenzell*, l'un des vingt-six cantons de la Suisse, et sans doute l'un des plus archaïques, j'ai demandé au maire de la ville qui m'invitait, quelle était la date à laquelle les femmes ont reçu le droit de vote. Étonnez-vous bien Mesdames : 28 avril 1991 ! Quand je dis cela à ma grande fille née en 1991, les bras lui en tombent des mains ! Cela lui paraît inimaginable, elle pense que ses parents sortent de Jurassic Park ! Et le droit de vote fédéral, c'est en 1976 !

Chez nous, c'est un peu avant, mais souvenez-vous quand Giscard accède au pouvoir, il va modifier le code de la famille : l'homme est encore le chef de famille, et souvenez-vous que pour prendre la pilule la femme a encore besoin de l'autorisation de son mari, y compris quand elle est sous le régime normal de la communauté, elle a besoin de l'autorisation de son mari pour ouvrir un compte en banque. Tout cela se modifie dans les années 70 ; bien sûr la Suisse nous fait rire, mais à l'histoire humaine, tout cela est quand même assez comparable : l'histoire des femmes et l'histoire de l'émancipation. Pour moi qui ai toujours pensé qu'il n'y avait pas d'homme libre sans femme libre, c'est la bonne nouvelle.

Regardez le monde paysan maintenant : pour dire à quel point la société civile a changé, elle a été bouleversée, il y avait 6 millions de paysans dans mon enfance (je suis né en 1951), il reste aujourd'hui 312 000 exploitations agricoles ! D'ailleurs mon vieil ami Roland Cayrol me faisait observer que dans les années 70 dans les enquêtes d'opinions, la ligne agriculteur était encore la première, elle a disparu aujourd'hui dans la plupart des enquêtes d'opinions.

J'ai l'air de m'éloigner, mais non, nous avons vécu un siècle de déconstruction des autorités et des valeurs traditionnelles comme jamais dans l'histoire de l'humanité et, bien évidemment, j'y reviens : « politesse et grammaire », on est typiquement dans des rôles traditionnels, dans des transmissions patrimoniales qui n'ont rien à voir avec l'individualisme démocratique, avec la créativité et la spontanéité, il y a tout un mouvement de la société civile, un mouvement libéral très schumpétérien qui est allé dans le sens de la déconstruction des valeurs et des autorités traditionnelles ; il est bien évident que dans ce contexte-là, le respect de la langue et de la grammaire, le respect des règles traditionnelles de la civilité ont été fortement marqués. On a au

fond une responsabilité assez partagée entre la droite libérale et la gauche libertaire dans le déclin et de l'éducation et de l'enseignement au cours des quarante ou cinquante dernières années. Sans être du tout pessimiste, on commence à comprendre — et les parents eux-mêmes sans doute ! —, que les enfants ont besoin d'autorité et que l'on remette un peu les choses en ordre. Je ne suis pas désespéré, mais il faut reconnaître que l'on a vécu un demi-siècle de déclin assez marqué. Cela s'est incarné dans les statistiques que je vous ai livrées tout à l'heure. Voilà ce que je voulais vous dire aujourd'hui.

### **Jean-François Pilliard**

Merci Luc Ferry, je vous propose de revenir ultérieurement sur les solutions, après les deux interventions suivantes, en fonction du temps restant.

Je vous présente maintenant Patrick Hetzel :

« Vous êtes toujours enseignant, vous avez été Recteur de l'académie de Limoges et Directeur général de l'enseignement supérieur. Vous avez aussi beaucoup travaillé sur la partie formation de l'enseignement supérieur, dites-nous quels sont vos principaux messages sur ce sujet.

### **Patrick Hetzel**

Tout d'abord je voudrais remercier les organisateurs, en premier lieu le Professeur Casanova parce que je crois effectivement, que plus que jamais « *Présence de Raymond Barre* », cela a du sens. D'ailleurs lorsque nous reprenons — et vous étiez plusieurs aujourd'hui —, un certain nombre d'enseignements de Raymond Barre, on s'aperçoit qu'ils sont plus que jamais d'actualité.

Ce qui faisait la richesse de la pensée et de l'action de Raymond Barre, c'est qu'il avait une vision internationale, qu'il était doté d'une très grande culture, notamment classique et qu'il savait être visionnaire. En matière éducative, comme dans beaucoup d'autres domaines, il avait été visionnaire. Si je me réfère à ce qu'il écrivait dans *Faits et Arguments* en décembre 1990, on peut y lire : « (...) la pièce maîtresse d'un nouveau dispositif devrait être une très large autonomie des institutions d'enseignement, s'exerçant dans le cadre de quelques règles générales et accordant la responsabilité et l'autorité à un chef d'établissement, travaillant en étroite symbiose avec les professeurs, les élèves et les familles. ». Ces propos sont d'une très grande actualité et je pense plus que jamais que l'efficacité de l'éducation passe par le triptyque autonomie, responsabilité et évaluation.

Permettez-moi de faire un petit zoom arrière pour comprendre ce qui s'est passé ces dernières années en matière éducative en France. En arrivant au pouvoir en 2012, la majorité actuelle criait haut et fort que l'Éducation nationale était le domaine dans lequel nous allions voir ce que nous allions voir, car elle avait préparé un projet novateur que Monsieur Peillon avait d'ailleurs très modestement, comme à son habitude, intitulé « refondation de l'école ». On nous promettait un passage de l'ombre à la lumière à grand renfort de déclarations fracassantes du ministre. Hélas, quatre ans après, force est de constater que c'est l'un des secteurs dans lequel l'échec politique de l'actuelle majorité est encore plus important qu'ailleurs et ce n'est pas peu dire. Trois ministres se sont déjà succédé depuis 2012 au ministère de l'Éducation nationale, trois directeurs de l'enseignement scolaire et deux présidents du conseil supérieur des programmes. Cette instabilité illustre d'ailleurs l'incapacité de la majorité actuelle à construire un véritable cap pour notre éducation nationale. Disons-le tout de go, cette gauche-là a échoué et son projet pour l'école s'est fracassé sur le rocher de la pensée magique qui consiste à croire que le ministre serait le seul acteur de la politique éducative.

Comment expliquer un tel échec ? Les causes sont multifactorielles. Au départ, il y a un péché originel dont la gauche n'arrive pas à se départir : elle avait annoncé dès la campagne présidentielle qu'elle allait créer 60 000 postes sans la moindre contre partie. En procédant de la

sorte, elle commettait évidemment une erreur majeure, car elle rentrait ipso facto dans une vision très réductionniste de la politique éducative : le problème serait de nature quantitative et avant tout lié à un problème de moyen. Une telle approche est évidemment non seulement simpliste, mais surtout elle met de côté l'essentiel. Elle oublie deux choses très importantes : tout d'abord qu'il faut garder à l'esprit une approche qualitative de l'éducation (mais là on touche à un problème idéologique pour cette gauche qui parmi ses premiers actes d'autorité a supprimé les internats d'excellence, plus soucieuse qu'elle était de brandir l'égalitarisme au détriment du mérite républicain), ensuite, qu'il faut tenir compte de la place réelle des individus dans le système éducatif. Cela me rappelle des débats sociologiques entre Pierre Bourdieu et Raymond Boudon, le premier lisant le réel à travers le seul tropisme du déterminisme social là où le second voyait avec l'individualisme méthodologique, la capacité de montrer que les individus gardaient bien une capacité d'action au sein de tout système et que, fort heureusement, tout n'était pas déterminé à l'avance. Aussi, plutôt que de passer son temps à construire des usines à gaz pour corriger les potentielles dérives, il fallait plutôt faire confiance aux acteurs et leur donner les voies et moyens pour agir librement, prendre des initiatives, etc., en somme, construire un système de confiance plutôt qu'un système de défiance, penser un système où autonomie et responsabilité sont vues comme indissociables. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

Mais il y a encore d'autres causes à l'échec. Ainsi, on préféra donner la priorité à la société du spectacle et à la communication. Les ministres n'ont cessé de faire des annonces, mais ne semblent pas comprendre qu'un ministre n'est rien en matière éducative s'il ne se passe rien à l'échelle de la classe. Pourtant Jules Ferry, dans sa fameuse lettre aux enseignants, avait parfaitement compris que la personne qui était et qui devait rester au centre du système éducatif n'était pas l'élève, mais le maître. Au lieu de rompre avec le pédagogisme, la gauche au pouvoir l'a magnifié. C'est une double erreur, politique parce que le pédagogisme ne permet pas de répondre aux aspirations réelles des enseignants et scientifique parce que cette primauté donnée au pédagogisme relève du passé et met de côté les avancées importantes, réelles et sérieuses des sciences cognitives. Ces dernières ont pu montrer que toutes les méthodes pédagogiques ne se valaient pas. Ainsi, on ne peut pas dissocier le travail sur les méthodes pédagogiques ni de la bonne compréhension des mécanismes d'apprentissage ni des contenus disciplinaires que l'on souhaite transmettre aux élèves. Tout cela est étroitement lié. En somme, par tentation démiurgique pour Monsieur Peillon, qui pensait que dire était suffisant pour faire, ou par ignorance pour Madame Vallaud-Belkacem, on avait passé par pertes et profits le bon vieux concept de transmission des connaissances. À force de vouloir confier de plus en plus de missions à l'école, on finit par oublier que la première d'entre elles reste et restera la transmission des connaissances. Le débat autour de l'interdisciplinarité dans le cadre de la réforme du collège en fut une triste illustration. En effet, qui pourrait être intellectuellement opposé à l'interdisciplinarité ? Toutefois, tous les spécialistes savent que l'accès à l'interdisciplinarité passe par un préalable : la bonne maîtrise disciplinaire. En somme, l'interdisciplinarité n'est possible et réaliste qu'à partir du moment où ex ante, il y a une bonne maîtrise des fondements disciplinaires, sinon, le pédagogue construit sur des sables mouvants et les connaissances finissent par être englouties par ledit mouvement au lieu de permettre une progression de l'acquisition des connaissances. Pour le dire autrement, pour construire une maison, on ne commence pas par la charpente, mais par les fondations. En ignorant cela, on a commis une autre erreur majeure.

Les facteurs explicatifs développés ci-dessus ne sont évidemment pas exhaustifs pour comprendre l'échec de la gauche en matière éducative, mais ils en fournissent un éclairage. De plus, je ne voudrais surtout pas arrêter mon propos à des critiques. En effet, l'école a pour belle et noble mission, et pour devoir, de transmettre une culture solide à des enfants et à des jeunes que l'environnement actuel éloigne de plus en plus du sens de l'effort. L'école doit avant tout les instruire, puis leur permettre de développer des capacités d'analyse et de compréhension et enfin faciliter leur insertion professionnelle. Les enjeux sont nombreux. Pour y parvenir, il convient de

mobiliser tous les acteurs en présence : les parents, les membres de la communauté éducative, les élus et bien entendu les élèves eux-mêmes. Je suis intimement persuadé que pour y parvenir il faut bâtir et faire fonctionner notre système éducatif autour du triptyque autonomie, responsabilité et évaluation.

Bien entendu, avant tout, il convient à chaque niveau de formation, de bien définir quels sont les objectifs poursuivis en matière d'acquisition de connaissances et de compétences. C'est d'ailleurs pour cette raison que la loi Fillon (loi d'orientation et de programmation pour l'avenir de l'école) de 2005 avait développé le concept de socle commun de connaissances et de compétences. Une fois, le cap fixé, il est essentiel de faire vivre le système au travers de l'autonomie, de la responsabilité et de l'évaluation. L'autonomie ne veut pas dire le laisser-faire. Elle n'a évidemment de sens que si elle est indissociable des deux autres concepts. De fait, il s'agit de passer d'un paradigme de la défiance à un paradigme de la confiance, c'est-à-dire où l'on fait confiance aux enseignants, aux chefs d'établissements et aux corps d'inspection, en leur confiant des responsabilités : forts d'une formation qui les aura tous armés des connaissances les plus récentes en matière de sciences cognitives, ils seront normalement à même de prendre des initiatives, de faire fonctionner de véritables équipes pédagogiques, tout en cherchant, avant tout, à diffuser une culture basée sur le résultat et la performance éducative. À cet égard, l'expérience des académies et des free-schools anglaises peuvent être un creuset d'inspiration pour la France. Mais pour que l'on puisse mesurer une performance éducative au niveau soit individuel, soit d'un groupe classe ou d'un ensemble scolaire, encore faut-il que l'on se dote de bons outils d'évaluation. Nous avons besoin de remettre au goût du jour la culture de l'évaluation dans le système éducatif, non pas comme une sanction, mais comme un outil permettant de mesurer, de comparer, d'améliorer, de faire changer des pratiques : accepter d'évaluer à tous les niveaux, c'est faire en sorte que les innovations, les expérimentations, lorsqu'elles produisent de bons résultats, puissent être diffusées plus largement possible pour que notre école redevienne dans les années à venir la meilleure au monde. Je ne crois pas que cela relève du rêve fou. Je reste persuadé que les enseignants français sont mus par la volonté de faire réussir leurs élèves et de pouvoir réaffirmer avec fierté leur appartenance à l'Éducation nationale, institution qui doit redevenir le creuset de la République. En somme, le triptyque autonomie-responsabilité-évaluation est un outil fantastique pour que la culture de l'innovation et du changement ne reste pas à la marge du système éducatif, mais puisse en redevenir le moteur. Il existe au sein de l'Éducation nationale une formidable intelligence collective, ne la gâchons pas, mais transformons la au service d'une école de la réussite.

### **Jean-François Pilliard**

Je voudrais introduire, compte tenu du rôle qui a été le mien, une dimension qui touche, au-delà de l'éducation, à la formation en partageant avec vous quelques réalités auxquelles l'entreprise et le pays sont confrontés.

La France est un pays qui, historiquement, n'est pratiquement pas descendu au cours des 20 dernières années, en dessous de 7 % de chômeurs. Ce taux en fait ne correspond pas à la réalité parce que, si dans le calcul ceux qui ne sont pas concernés par la perte de l'emploi, c'est-à-dire la Fonction publique, vous pouvez doubler le taux de chômage. C'est ce que j'appellerais le vrai chômage. Dans ce chômage qui gangrène à la fois la société française, la vie de chacun, mais aussi la réussite économique du pays, vous avez deux catégories qui sont concernées essentiellement dans les chômeurs de longue durée : d'un côté les jeunes sur lesquels on va revenir, ces fameux 160 000 jeunes qui font partie du patrimoine français, et de l'autre côté des seniors. Ces deux populations, d'âge différent, ont une caractéristique commune : c'est leur très faible qualification. C'est un propos macro-économique.

Ensuite, si l'on se place du côté de l'entreprise, ce qui a été mon cas pendant de très nombreuses années, on a d'un côté un nombre de chômeurs extrêmement élevé et de l'autre côté, aujourd'hui

et demain un certain nombre d'entreprises sont dans l'incapacité de satisfaire la demande de leurs clients, d'aller chercher la croissance où elle se trouve, faute de qualifications

Afin de compléter notre débat j'aimerais revenir sur ces thèmes :

- les 160 000 jeunes que vous évoquez Luc Ferry : quand on regarde dans le temps, le panorama a assez peu changé, il varie à la marge, il ne varie pas en fonction de l'efficacité de l'éducation nationale, il varie essentiellement en fonction de la démographie, c'est-à-dire du nombre de jeunes plus ou moins important qui arrivent sur le marché du travail chaque année. J'aimerais qu'on revienne sur ce sujet, qu'on puisse aussi dans les solutions réfléchir à la meilleure adéquation entre l'éducation, la formation et la qualification.
- Il y a un autre sujet que l'on n'aborde pas du tout et vu qu'on arrive dans une approche de programmes électoraux, je suis assez sidéré du myopisme du politique dans ce domaine qu'il soit à droite ou à gauche : c'est la prise en compte de l'environnement ; pour ceux qui viennent de l'entreprise, la vitesse est devenue un enjeu stratégique et aujourd'hui nous vivons dans un environnement qui se caractérise en fait, non pas par la certitude, mais par l'incertitude et par ce que j'appellerais la transformation permanente. Quand j'interviens auprès de mes étudiants à l'ESCP ou à la fac, le premier exercice que je leur propose, c'est de prendre les principaux événements intervenus dans l'année dans le champ technologique, dans le champ économique, dans le champ social et l'on s'aperçoit que sur les événements majeurs qui ont eu lieu dans l'année, plus de la moitié n'étaient pas prévisibles en début d'année.
- J'aimerais aussi qu'on puisse échanger sur la manière dont un système éducatif et un système de formation peuvent s'adapter à cette réalité, qu'elle nous plaise ou non, elle fait partie maintenant de notre vie, qui est l'adaptation à ces transformations permanentes.

Voilà les trois thèmes que je vous propose, si vous êtes d'accord.

### **Luc Ferry**

J'ai posé tout à l'heure le diagnostic, en tout cas tel que je le vois et l'on peut aborder maintenant les solutions.

La grande tentation, et je n'entre pas du tout sur cette ligne-là, ce qui domine aujourd'hui le discours sur l'école, c'est la tentation du retour à la IIIe République : on est sûr d'être applaudi surtout à droite, mais même aussi un peu à gauche maintenant. À tout rompre : retour aux blouses grises, aux plumes Sergent Major, aux encriers en porcelaine remplis d'encre violette, ça marche à tous les coups ! Tout le monde est d'accord : de mon ami Alain Finkielkraut, à Régis Debray, Natacha Polony, Eric Zemmour !

À propos de l'ignorance totale de la réalité de la 3e République, qui était abominable, il faut bien le dire, jamais entre la création du bac en 1920 on n'a dépassé le nombre de 10 000 bacheliers par an : on en a 550 000 aujourd'hui (et 4 000 en 1900). La première jeune fille qui a passé cet examen, c'est en 1861 et c'était epsilon jusqu'en 1920. C'est seulement à partir de cette date, et encore très peu, que l'on commence à avoir un enseignement commun filles/garçons. On idéalise la IIIe République malgré le racisme colonial que l'on paie encore aujourd'hui, malgré la misère, la violence, la criminalité omniprésentes.

Je laisse ce retour à la IIIe République à mes camarades : cela marche très bien, j'aurais pu faire cela aussi, le tableau noir, etc. c'est épatant, mais concrètement ce n'est pas la solution.

Soyons sérieux trois secondes ! Une statistique imparable : 80 % des enfants qui n'apprennent pas à lire au cours préparatoire n'apprennent jamais à lire. Ce sont les mêmes que vous retrouvez à 18 ans aux « Journées d'appel de la Défense » (quel que soit le nom qu'on leur donne aujourd'hui).

C'est donc au CP qu'il faut faire quelque chose : en effet, lorsque les enfants ont raté cette marche de l'apprentissage de la lecture, on ne sait pas rattraper.



Voilà pourquoi j'avais dédoublé toutes les classes de CP difficiles (75 000 enfants) et si j'étais resté un an de plus, j'aurais réglé le problème. Toutes les classes de CP des écoles qui donnaient des résultats calamiteux en matière d'apprentissage de la lecture (de ce point de vue là les évaluations sont parfaites) auraient été divisées en deux, ce qui permettait à la maîtresse de confier l'essentiel de la classe, — ceux qui suivaient globalement —, à un assistant d'éducation (un emploi jeune pour parler simplement) et de prendre elle-même les quatre ou cinq en difficulté pour faire de la « remédiation » (selon le langage consacré) au moment où elle voyait le diagnostic d'échec s'installer. Elle pouvait ainsi réparer en même temps que l'échec se mettait en place. Mais si vous laissez un enfant de CP s'incruster dans l'échec, en plus tous ceux qui ont des enfants le savent, à six ou sept ans ils sont extrêmement conservateurs, conformistes, ils n'ont qu'une envie : être comme les autres, avoir les mêmes vêtements, le même plumier. Donc, quand ils s'aperçoivent qu'ils manquent quelque chose, c'est pour eux une énorme angoisse. Ils sont à cet âge-là encore très gentils, ils écoutent le maître comme si c'était Jésus-Christ ou Raymond Barre, on peut donc encore agir. Dédoubler les CP, c'était permettre à la maîtresse (à 95 % c'est une maîtresse !) avec un assistant d'éducation de faire de la remédiation en même temps qu'elle diagnostique la difficulté, cela donnait des résultats fantastiques ! J'avais un recteur (recteur et proviseur sont les deux métiers importants dans l'éducation nationale, ce sont eux qui savent vraiment ce qui se passe sur le terrain et en même temps au ministère — hélas pour eux ! —), le recteur Chaix à Strasbourg qui avait réellement accompli ce travail de dédoublement de CP et qui me disait : « *on passe de 8/20 en début d'année à 18/20 à la fin de l'année* » en évaluation de maîtrise de la langue, de l'orthographe, etc. !

On a là une première mesure très simple à prendre : compte tenu de la quantité d'emplois jeunes qui ne servent absolument à rien, ou qui sont même parfois nuisibles, qu'on les affecte à des classes de CP afin de s'assurer qu'on laisse pas rentrer en cours élémentaire 1 un enfant qui n'a pas appris à écrire et lire. C'est le seul endroit où le redoublement a du sens. Après cela ne sert strictement à rien (en particulier en seconde), mais au niveau du CP c'est très utile.

Deuxième mesure : la formation.

En matière de formation professionnelle, il y a l'initiale et la permanente. Je ne reviens pas sur la permanente qui est un désastre : sur les 32 milliards, vous le savez mieux que moi, 5 milliards vont du mauvais côté. Il devrait y avoir 28 milliards pour les chômeurs et 4 pour ceux qui ont un emploi, mais les syndicats, les partenaires sociaux se sont arrangés ainsi, c'est une catastrophe.

Si l'on parle de la formation professionnelle initiale, on a maintenant, contrairement à ce qui était le cas dans mon enfance, on a un excellent enseignement professionnel : on a des lycées professionnels très beaux et performants. Par exemple on a des lycées « automobile » qui ressemblent à des garages modernes, avec tout l'équipement nécessaire ! On a des lycées très originaux : des lycées formidables pour la restauration, un lycée « taille de pierre » à Arras, un lycée « navigation fluviale » à Strasbourg, etc. On a de très bons lycées professionnels parce que les régions les ont très bien équipés alors que c'étaient des poubelles absolues dans mon enfance. On a également des chefs de travaux exceptionnels qui savent vraiment tenir ces enfants en difficulté.

Que faut-il faire pour les 160 000 jeunes qui sortent ? La « tarte à la crème » dans « la droite camembert » (il y a aussi « la gauche caviar »), c'est l'apprentissage à 14 ans ! Là aussi, applaudissements généralisés, mais non ! Les entreprises ne veulent pas de l'apprentissage à 14 ans, en tout cas la plupart d'entre elles n'en veulent pas, car cela suppose un contrat de droit privé, compliqué à mettre en œuvre et dangereux, car les enfants sont trop jeunes.

Ce que veulent les entreprises, ce qui est intelligent à faire et pardon c'est ce que j'avais fait lorsque j'étais ministre, mais qui a été supprimé une semaine après mon départ : ce sont les classes en alternance dès la classe de cinquième.

Vous gardez le collège unique ! Autre « tarte à la crème » absurde : la droite qui veut casser le collège unique ! C'est une idée de droite, c'est René Haby qui l'a mis en place en 1975. D'ailleurs c'est le premier à employer l'expression « système scolaire ».

Le collège unique c'est très bien, mais il faut, au sein du collège unique (d'enseignement général), organiser trois après-midis par semaine, une alternance entre collège et entreprise, collège et CFA, collège et lycée professionnel. Vous faites ainsi découvrir aux gamins deux ou trois métiers dans l'année. En effet, quand vous avez un adolescent de 15 ans, plus grand que le prof de lettres et qu'il est en échec scolaire (et qui l'est depuis des années !), c'est comme une cocotte-minute qui va exploser. Quand il se retrouve debout à faire quelque chose de ses mains, et qu'il réussit quelque chose, quoi que ce soit, on le sort de la misère humaine !

Si on le place dans une classe en alternance à l'intérieur du collège unique, afin d'adapter le programme en gardant les matières essentielles du programme (le français, l'anglais, les maths) et en l'envoyant trois après-midis par semaine, dans une entreprise avec laquelle on passe un contrat par exemple (j'ai personnellement reçu toutes les fédérations d'entreprises et j'ai passé des contrats avec elles pour qu'elles prennent des classes en alternance), cela marchait formidablement. On sauve ces gamins qui ne sont plus en échec scolaire et qui réussissent en créant quelque chose de leurs mains.

Il faut garder le collège unique, car si l'on veut qu'un élève de 14 ans passe ne serait-ce qu'un bac pro, il est nécessaire de garder un enseignement général. On ne va pas fabriquer des petits ouvriers à 12 ans comme on le faisait dans mon enfance avec les « cours complémentaires ».

Donc pas d'apprentissage à 14 ans, mais des classes en alternance. Lorsque j'étais ministre, il y avait ainsi 35 000 enfants en alternance. Voilà les seules mesures importantes que j'avais prises, à savoir le dédoublement de CP pour 75 000 enfants et les classes en alternance pour 35 000 enfants. Si j'étais resté un an de plus, j'avais les 160 000 qui étaient en difficulté !

Ces deux mesures ont été supprimées une semaine après mon départ, et par mon ami François Fillon, pas du tout par mauvaise volonté, mais parce qu'il ne savait pas, parce que ce n'était pas son ministère et qu'il n'y connaissait rien. Son but n'était pas d'éradiquer une de mes actions, mais tout a disparu au bout d'une semaine.

On ne peut pas travailler de cette façon ! En plus, cela ne coûtait rien puisque je sélectionnais des assistants d'éducation. Il ne savait pas, tout simplement et la vérité, c'est que l'administration a repris son train-train... Un millier de problèmes se posent chaque jour, sans compter le proviseur qui se fait assassiner, les histoires de violence, les établissements qui brûlent... C'est donc juste par ignorance, j'ai beaucoup de sympathie pour Fillon — je serais d'ailleurs ravi qu'il soit élu à droite, mais il ne le sera pas —, (*rires*) ce n'est pas par animosité que je tiens ces propos, mais je le dis très franchement...

Vous dites que la preuve de l'échec à gauche, c'est parce qu'il y a eu trois ministres, mais il y en a eu sept à droite ! Depuis que j'ai quitté le ministère, nous avons été dix ; je suis sans doute celui qui est resté le plus longtemps.

Une dernière anecdote : j'arrive au mois de mai, le 8, jour de la victoire (!!!) en 2002 ; réfléchissez bien à cela, car c'est la clé du problème de la réformabilité de ce système éducatif (et c'est la même chose pour tous mes collègues), la rentrée de septembre 2002 est bouclée depuis décembre 2001 ! On a 12 millions et demi d'élèves, on a 840 000 profs, on a 70 milliards d'euros de budget, vous pensez bien que tout est implanté.

Donc, quand j'arrive en mai, pendant un an et demi, je peux avoir des projets, mais je ne peux rien faire ! Si vous ne restez pas au moins quatre ans, vous ne pouvez rien implanter de sérieux. Et le problème c'est que pour rester quatre ans, il faut ne rien faire du tout, c'est le plus commode !

Je ne veux pas être désagréable, mais c'est vrai, lorsque Chirac (et avant lui Villepin) m'a appelé gentiment pour me donner le ministère, je me suis dit : « c'est comme un magnifique cheval, on va pouvoir tirer, il est lourd c'est vrai, c'est un cheval de trait, le chariot est encore plus lourd que le cheval, mais on va y arriver ! » Je savais ce que je voulais faire, mais je n'avais pas compris le jeu : c'était en fait un rodéo. Le but de l'opération ce n'est pas d'aller quelque part, mais de rester sur la bête et moins vous la contrariez, moins longtemps vous restez ! C'est la triste vérité, ce qui fait qu'on a eu dix ministres en dix ans : c'est absurde. Moi je suis resté deux

ans, mais ce n'est pas suffisant, il faut au moins trois ans et de préférence quatre, sinon vous ne pouvez rien faire de sérieux.

Je le regrette vraiment, car je vous garantis que c'est vrai, je ne suis pas totalement délirant, si j'étais resté un an de plus, je vous assure que le problème de l'échec scolaire et de l'illettrisme aurait été réglé en France parce que c'est exactement ce qu'il fallait faire et rien d'autre. Avec ces deux sujets-là, pas besoin d'en inventer cinquante autres, pas besoin de lois, pas besoin de mettre tout le monde dans la rue. C'est mon seul regret, sinon je me suis beaucoup amusé !

### **Patrick Hetzel**

Je suis très en phase avec ce qu'a pu dire Luc Ferry quant à la difficulté à réformer l'éducation nationale, d'autant plus qu'au sein du ministère même perdure une culture interne, très largement développée par l'inspection générale et consistant à dire : « les ministres passent, nous restons ».

**Luc Ferry** Ce qui est vrai...

### **Patrick Hetzel**

Il y a donc une sorte d'inertie du système selon laquelle dès que le ministre est parti, on va demander au prochain de déconstruire ce qui a été fait. Parallèlement, entre le moment où l'on prend une décision et le moment à partir duquel on peut mesurer les effets, c'est généralement trois ou quatre ans et le ministre n'est déjà plus en place. C'est donc bien une difficulté.

Je pense qu'il ne faut surtout pas passer par la loi (chaque ministre a essayé de légiférer), il faut procéder différemment.

Par contre je suis totalement en phase avec l'idée de dire « c'est du côté du primaire et du CP, voire du côté des maternelles, que les choses se passent ». Pendant très longtemps j'ai été hostile à l'idée d'avancer la scolarité obligatoire à cinq ans ; pour moi en effet ce devait être aux familles de s'occuper de l'éducation et ensuite l'instruction suivrait. Je me rends compte qu'on peut avoir intérêt à passer à une scolarité obligatoire dès l'âge de cinq ans de telle sorte que la grande section de maternelle soit pédagogiquement et pleinement incluse dans l'acquisition des connaissances de base : c'est ma première idée.

L'autre idée, et là on va de l'autre côté du spectre, on a en France (et cela ne bougera pas du jour au lendemain) beaucoup de mal à envisager une formation tout au long de la vie. Comme on le voit dans l'enseignement supérieur, il y a cette idée que tout se joue avec la formation initiale. D'ailleurs je m'exprime devant une administratrice générale du CNAM (le Conservatoire national des arts et métiers), c'est une institution remarquable. Elle a de ce point de vue là un rôle essentiel à jouer, y compris dans l'ensemble du système de l'enseignement supérieur pour faire passer l'idée que tout ne se joue pas en formation initiale.

Il faut pouvoir faire comprendre aux gens qu'ils ont la possibilité de reprendre des études. Les formations du CNAM se faisaient en cours du soir, mais cela a évolué. Il faut qu'on insiste aussi sur ce volet-là parce qu'on ne l'a pas suffisamment fait et la partie financement de la formation professionnelle quand on se rend compte que l'essentiel du financement va à celles et ceux qui sont dans l'emploi, et non pas celles et ceux qui sont en dehors de l'emploi, vous avez tout compris !

Pardon, c'est peut-être mon tropisme germanique (député alsacien à 25 kilomètres de l'Allemagne), mais je vois certaines choses qui se passent différemment ; En Allemagne par exemple, la question de la formation professionnelle est directement traitée par les entreprises et il y a sans doute quelque chose à imaginer. Pour ma part, je suis favorable à ce qu'on transfère l'intégralité de la formation professionnelle des lycées professionnels aux régions. Pourquoi je

plaide en faveur de cela ? Tout simplement parce que, aujourd'hui, au sein de notre système d'éducation nationale, les enseignants qui sont dans les lycées professionnels, ce ne sont pas ceux qui sont les mieux considérés parmi les autres enseignants. Il y a donc ce problème de considération, mais également le problème de gestion de ces personnels.

À mon avis, il faut être en plus grande proximité : l'échelon de proximité pour gérer ce type de personnel, c'est pour moi l'échelon régional d'autant que, comme l'a rappelé Luc Ferry, les régions ont déjà le financement des lycées professionnels et elles ont généralement mis en place des infrastructures beaucoup plus pertinentes.

Il y a donc là un certain nombre de choses qui peuvent être réalisées : cela ne sera sans doute pas facile parce que c'est un peu le prolongement du côté des TOS, il faudra sans doute aussi remédier au morcellement actuel du lycée, mais cela ne se fait pas facilement. On voit bien que le lycée aujourd'hui n'a pas encore intégré l'idée qu'il a un rôle à jouer dans l'insertion professionnelle. C'est le cas lorsqu'on est du côté du lycée professionnel, cela l'est en partie dans la filière technologique, cela ne l'est pas du tout du lycée d'enseignement général. Il y a là un travail à faire : on a commencé à préconiser dès la classe de première de se préoccuper du projet professionnel, mais il faut encore avancer. Quant à l'idée du collège, effectivement, c'était celle de la fameuse « DP » (découverte professionnelle) pour les jeunes de 14 à 16 ans qui ont de l'appétence pour le monde professionnel. L'idée était de les laisser dans les collèges tout en leur permettant un contact beaucoup plus important et permanent avec le monde professionnel.

### **Luc Ferry**

Juste un petit mot là-dessus : quand vous êtes là-haut, au ministère de l'Éducation nationale, il faut prendre trois projets, mais pas plus !

Je suis entièrement d'accord avec l'idée de régionaliser les lycées professionnels : le problème, c'est qu'il faut transférer les professeurs à la territoriale, donc imaginer d'autres concours que les concours nationaux, je vous garantis que vous allez « vous prendre les pieds dans le tapis » exactement comme Peillon avec les rythmes scolaires. Vous risquez une révolte considérable.

Choisissez : si vous souhaitez vraiment faire cela, allez-y, mais dites-vous bien que cela va « plomber » votre ministère à 100 %.

Peillon au départ avait raison : la semaine de quatre jours mise en place par Darcos était une absurdité totale. C'était bon pour les bourgeois du sixième arrondissement, mais pour l'immense majorité des petits Français, c'était une catastrophe.

Peillon avait raison de revenir à une semaine de quatre jours et demi, mais techniquement c'est horriblement difficile à réaliser, d'autant qu'il y avait eu des réformes entre temps qui avaient bouleversé le système.

Il faut donc bien faire attention : si j'y retournais (ce qui ne se passera pas), je choisirais uniquement les deux points que je vous ai mentionnés, d'une part l'enseignement professionnel, et les classes en alternance et, d'autre part l'apprentissage de la lecture. Je ne toucherais pas au reste. Il y a une question de réformabilité.

### ***Questions de la salle***

#### **Jean-Jacques Etienne**

Tout d'abord je suis d'accord à 90 % avec ce qu'a dit Luc Ferry : nous nous étions rencontrés et nous avons parlé ensemble, avec Raymond Barre de ce qu'il faut apprendre à l'école. Vous avez bien évolué et je suis très heureux de vous voir ainsi aujourd'hui.

Pourquoi je dis cela ?

Tout simplement parce que je suis un *compagnon du devoir* et surtout un responsable de prévôté. On a 900 ans d'expérience en formation continue, on a formé des jeunes depuis le treizième

siècle et on a bâti cette société, sur les fauteuils de laquelle vous êtes assis, entourés de murs qui nous ressemblent un peu.

Cette civilisation, nous l'avons bâtie et nous avons aussi traversé les mers pour aller voir ce qui se passait de l'autre côté.

Je viendrai vous dire tout simplement que la charpente, ce n'est pas seulement en haut, mais c'est aussi les coffrages pour les fondations, et c'est surtout sur les coffrages qu'on fabrique des voûtes sur lesquelles on peut ensuite monter d'autres éléments et ensuite faire la charpente. Cette dernière est la base de l'ensemble de la structure d'un bâtiment.

C'est un aparté, mais c'est important de remettre les choses en place.

En ce qui concerne la formation des métiers, j'ai eu la chance de rencontrer Raymond Barre à plusieurs reprises et je crois l'avoir amusé surtout, dans un premier temps du moins.. Je devais être un peu étonnant dans le discours ou parmi les gens qu'il avait l'habitude de rencontrer.

Mais il déclarait : « *vous êtes peut-être plus structuré que ce que j'ai l'habitude de dire* » et c'est lui qui un jour m'a donné cette phrase : « *À force de tout simplifier, tout vulgariser, on finit par ne plus rien comprendre !* ». J'adore cette phrase et je la ressors régulièrement.

Luc, vous avez raison : il faut, dès la cinquième, mettre une alternance avec l'entreprise, mais il faut que l'école reste ancrée aux côtés de l'enfant dans l'entreprise, car il a besoin de cette période pour être à cheval entre les deux.

Ensuite, il ne suffit pas de faire de très beaux collèges ou des très beaux lycées privés. Il faut avoir le niveau à l'intérieur ; or le niveau n'est pas là !

Aujourd'hui je suis architecte, chef d'entreprise et quand j'ai commencé à l'âge de treize ans et demi en pré-apprentissage, ce qu'on ne veut pas aujourd'hui, mais moi cela m'a beaucoup aidé et j'ai énormément appris. Le CNAM, j'y suis allé et c'est ainsi, à 36 ans que j'ai terminé mes études.

Donc ce parcours existe aussi. Il n'y a pas UN parcours correct, il en existe des centaines.

Ce qu'il faut, c'est donner une chance, mais surtout orienter le plus tôt possible les enfants parce que la transmission est possible s'il y a une orientation. Le mot important c'est « orientation », et non envoyer des enfants en difficulté, envoyer des enfants qui ont envie de découvrir l'univers professionnel : il faut donc laisser une place importante aux métiers dans l'école, dès le départ, et dès la maternelle. Pas seulement l'apprentissage de la langue, mais aussi l'apprentissage du dessin, les trois épaisseurs de la 3D, etc. Tout cela, il faut le transmettre.

Encore un tout petit peu d'efforts et je suis sûr que l'on n'aura plus de problèmes !

### **Jean-François Pilliard**

Merci. Je vais revenir à l'orientation que vous venez le premier d'aborder. En ce qui me concerne, je suis étonné qu'on n'ait jamais voulu, ou pu, réformer profondément un système d'orientation qui, de par ses origines, conduit nécessairement à l'échec.

Comment peut-on confier un rôle d'information et d'orientation des familles et des enfants à des personnes dont la caractéristique première est de n'avoir jamais vu ni de près ni de loin ce qu'est le monde du travail ?

J'ai présidé l'AFPA (Association de formation professionnelle des adultes) pendant 8 ans, j'ai survécu à six ministres différents et c'est exactement le problème. J'avais formulé le projet qu'on ne pouvait former qu'après avoir passé 10 ans en entreprise. Je me suis heurté au même problème : les psychologues qui ont changé de secteur et travaillent maintenant à Pôle Emploi sont totalement déconnectés du monde du travail.

### **Bertrand Collomb**

Il faut bien trouver des jobs aux psychologues !

Avant d'être chef d'entreprise, j'ai été au Cabinet de René Haby, dont on rappelait tout à l'heure

qu'il a créé le collège unique. Son but était dans un cadre unique de faire des formations différenciées selon les capacités des élèves et selon les directions dans lesquelles on voulait les orienter.

J'ai donc pu assister à la façon dont la mécanique éducation, — avec pourtant un ministre qui la connaissait bien puisqu'il en avait franchi lui-même tous les échelons —, a réussi à faire faire à sa réforme exactement le contraire de ce qu'il voulait. C'était il y a quarante ans, mais j'en ai tiré la conclusion que ce ministère est irréformable et que la seule solution, c'est la décentralisation de l'éducation à tous les niveaux : non pas une décentralisation à l'américaine, où chaque collectivité gère l'éducation strictement avec ses moyens propres locaux, ce qui crée des inégalités tout à fait inacceptables, mais plutôt probablement une décentralisation à l'allemande, — n'oublions pas que le système est majoritairement décentralisé ! —, et en vous écoutant tout à l'heure je me suis dit que ma conclusion d'il y a quarante ans n'a pas changé. Si un ministre de l'Éducation est obligé pour être réaliste, de se contenter des deux mesures que Luc Ferry suggérait, et qui pourraient certainement être très efficaces dans la lutte contre l'échec scolaire, mais si c'est tout le programme qu'un ministre peut faire lors d'un mandat présidentiel, je pense qu'il faut arrêter que ce soit l'État qui décide. Il faut que ce soit décentralisé. Que pensez-vous de cela ? Je sais bien que cela serait une révolution et, suivant la façon dont on le fait, on peut mettre encore plus de monde dans la rue. Mais d'un autre côté, faut-il avoir des petites ambitions ou des grandes ambitions ?

### **Luc Ferry**

J'entends ce que vous dites, je connais ce discours, j'y suis totalement opposé. Je pense que, au contraire, c'est une très grande chance pour la France que nous ayons un État centralisé ; cela n'empêche pas de déconcentrer, cela n'a rien à voir ! On peut déconcentrer et on l'ignore en général : par exemple la gestion des professeurs est complètement déconcentrée. Mais décentraliser me paraîtrait une catastrophe : d'ailleurs, j'ai fait mes études en Allemagne qui est décentralisée complètement : le système allemand est encore plus mauvais que le système français et il a des résultats inférieurs. Souvenez-vous de Schroeder regrettant beaucoup la centralisation qui aurait permis de redresser un système d'un coup.

Quant à l'idée de réduire (voire de réduire à zéro) l'échec scolaire et l'illettrisme, ce serait à mes yeux le projet le plus grandiose qui soit ! Il n'y en a pas d'autres pour moi. Les questions de gestion m'intéressaient moyennement : je les déléguais à mon directeur de Cabinet.

Déconcentration : très bien, autonomie des établissements : très bien, décentralisation : non, parce que je tiens à ce qu'on ait au moins 80 % de programmes nationaux et que l'on puisse, lorsque quelque chose va très mal, avoir un levier national qui permette de corriger le tir (par exemple pour la croissance de l'illettrisme). Si vous avez 14 *Länder*, vous ne pouvez rien faire ! Il n'y a pas de ministre de l'éducation en Allemagne ; ceux qui n'en veulent pas disent que c'est formidable, mais il n'y a plus alors de levier d'action.

Ce que René Haby a fait (la création du collège unique, que je considère comme une très grande mesure), ce que Chevènement a fait (avec la création des bacs pro), c'eût été totalement impossible dans un système décentralisé parce qu'une région pouvait le faire et les autres non et là vous tombez dans un système à l'américaine.

Là où je rejoindrais mon collègue, la grande catastrophe en matière d'éducation, c'est la création des COPSYS, c'est une horreur ! Parmi les conseillers d'orientation, on compte 4 600 psychologues ; il semble qu'on ait fait cela pour réduire le chômage dans les départements de psychologie des universités. Ils sont là uniquement pour dévaster les rêves des enfants ! Ils n'ont jamais vu une entreprise de leur vie, certains parmi eux finissent par se former et ce que je dis est forcément injuste pour 10 % d'entre eux, mais pour 90 % c'est une catastrophe. D'où le projet — qui aurait abouti là encore si j'étais resté un an de plus — que j'avais imaginé avec mon ami Alain Rousset, un homme de la décentralisation, un Rocardien intelligent, un homme de gauche

comme Collomb, c'est-à-dire plus à droite que moi, avec lequel on pouvait travailler ; nous avons commencé à créer ces « maisons de l'orientation » dans lesquelles on essayait de noyer les psychologues pour qu'on ne les voit pas trop et dans lesquelles on mettait des gens qui connaissaient le monde de l'entreprise. C'est cela qu'il faut pour des gamins qui cherchent leur voie, il faut qu'ils aient en face d'eux des gens qui connaissent l'entreprise : s'ils sont psychologues en plus, tant mieux, mais c'est très rare. La plupart du temps on avait des gens qui détestaient l'entreprise par tradition professionnelle. Ils venaient de départements de psycho ou de socio où, majoritairement on était aux antipodes du monde de l'entreprise. Si l'on avait réussi (si j'étais resté un an de plus !) on avait des belles maisons d'orientation en région, je décentralisais les COPSYS en même temps que les TOS, on mettait des vrais professionnels dans ces maisons de l'orientation, les FCIL, les maisons locales avec et on avait un instrument vraiment performant. C'est bien dommage ! Je regrette vraiment d'être parti un an trop tôt. Je me suis bien amusé, mais ce n'est pas le but ! Un an de plus et on y arrivait : cela aurait été mon troisième projet.

### **Jean-François Pilliard**

Si l'on revient à la question de Bertrand Collomb : pour moi qui ai l'expérience de l'entreprise et moins de l'éducation, je pense que dans le domaine de la formation continue et de la formation initiale, vous évoquiez le cas de l'apprentissage en Allemagne. Aujourd'hui, la majorité des chefs d'entreprise que je fréquente depuis quarante ans seraient prêts à abandonner toutes les subventions et les allègements qu'on leur accorde dans le domaine de l'apprentissage, en contrepartie d'une très forte autonomie et une liberté en s'appuyant sur les régions. C'est absolument aberrant vu la diversité des métiers, vu la diversité des situations de l'emploi d'une région à l'autre, de vouloir piloter cela de façon réglementaire à travers des textes dont je défie n'importe lequel de vous dans la salle de m'expliquer comment fonctionne aujourd'hui l'apprentissage en France. Mettez-vous à la place des chefs d'entreprise ! Je rappelle que la France c'est une majorité de petites et moyennes entreprises, non des grandes entreprises avec des équipements ! La question qui évoque la nécessité de se rapprocher du terrain me paraît très pertinente.

### **Patrick Hetzel**

La question de la décentralisation implique surtout de savoir quel objectif on vise en cherchant à décentraliser.

Pour ma part, je rejoins Luc Ferry dans l'idée que la décentralisation aujourd'hui suscite de vives réactions : une grève massive qui obligera le ministre à reculer. Le diagnostic que je formule, plutôt en termes de gestion est le suivant : nous avons un problème d'évaluation des enseignants et nous n'avons pas aujourd'hui au sein de l'éducation nationale une véritable gestion des ressources humaines. Il y a un vrai travail à faire de ce côté-là et j'aurais tendance à dire : agissons à ce niveau et faisons en sorte qu'à l'échelle des rectorats on ait une vraie gestion des ressources humaines avec, là aussi, du véritable avancement au mérite, pas celui de l'évaluation de l'activité syndicale et je pense que si nous arrivons à faire bouger les lignes de ce côté-là, nous aurons fait un grand pas !

### **Jean-François Pilliard**

J'ai souvent entendu Barre, mais je ne dois pas être le seul, préconiser pour deux ministères la nomination de ministres pour cinq ans avec des pouvoirs de pro-consuls : c'étaient le ministère de la santé que j'ai eu l'honneur de connaître, et le ministère de l'Éducation nationale.

**Luc Ferry**

Vous avez raison !

**Jean-François Pilliard**

Ma question découle un peu de cette remarque : qui dirige le ministère de l'Éducation nationale ? On n'a pas parlé des syndicats... ou est-ce le ministre ?

**Luc Ferry**

Non, les syndicats n'ont aucun pouvoir, c'est une légende ! Ils ont un pouvoir quand vous êtes de gauche, là cela devient très gênant (cf. mon ami Claude Allègre qui déchirait les cartes du PS si bien que Jospin a dû s'en séparer !), mais quand vous êtes de droite, c'est une bénédiction ! Médiatiquement le fait que les syndicats protestent, paradoxalement cela donne au ministre de droite un *look* réformateur qui vous aide. N'oubliez pas que les syndicats dans l'éducation nationale, c'est 7,5 %, ils n'ont aucun pouvoir. La vérité c'est que le Surmoi de gauche, pour le dire brutalement, est répandu dans toute la corporation, mais les syndicats sont extrêmement suivis, ils font comme les médias : les médias ne font pas l'opinion, ils la suivent ! Ils sont très embêtés quand ils lancent une grève et que celle-ci n'est pas suivie.

Lorsque vous recevez les chiffres et que vous constatez que la grève est suivie à 15 %, c'est très embêtant.

J'ai eu moi-même à prendre une décision — et c'est dommage, on ne m'en rend pas suffisamment justice ! —, de mettre fin au paiement des jours de grève puisque le ministère, depuis toujours, payait les jours de grève. Incroyable ! Je me suis donc retrouvé dans la salle Condorcet avec tous les syndicats, j'avais une centaine de personnes en face avec le patron du SNES de l'époque (tout puissant) et puis tous les autres, y compris la CGT, l'UNSA, le SGEN... Ire question : « *Monsieur le ministre, est-ce que vous acceptez une négociation sur la rétribution des jours de grève ?* »

Si j'acceptais la négociation, cela signifiait que je devais aller jusqu'au bout !

Mon conseiller à droite me glisse : « *si tu n'acceptes pas cette négociation, tu es mort !* »

À gauche, mon directeur de cabinet, qui est plus raisonnable, me dit : « *si tu acceptes la négociation, tu es fichu parce qu'elle aboutira et tu seras obligé de payer des jours de grève !* »

Je prends donc courageusement la décision de ne pas payer les jours de grève.

Aussitôt tous les types quittent la salle et se retrouvent devant la Presse qui occupait la cour. Toutes les régies étaient présentes... évidemment « *Luc Ferry est un clown, c'est quelqu'un de la société civile, il ne sait pas gérer ces questions, il ne sait pas négocier avec les syndicats, etc.* »

Cela dit, je l'ai fait et plus aucune grève n'a dépassé 25 % dans l'éducation nationale. Vous pouvez prendre tous les chiffres depuis 2004 on n'a jamais dépassé 25 % alors que pour la réforme des retraites on était monté à 65 % ! Donc les syndicats n'imaginaient pas être aussi puissants que cela : ils sont très puissants quand le ministre est de gauche, mais beaucoup moins quand le ministre est de droite. Paradoxalement c'est plutôt amusant d'avoir des syndicats qui « râlent », car c'est la preuve que l'on fait quelque chose ! Il faut s'en méfier, ils sont suivis. Toutefois le taux de 7,5 % parle bien, il est loin de celui du Danemark (78 %). Ne sous-estimez pas la faiblesse des syndicats, mais on n'est pas obligé de cogérer comme d'autres l'ont fait ; on peut très bien s'opposer à eux, ce qui est gênant en revanche, c'est quand on a un projet de décentralisation.

Je comprends bien ce que vous dites, je ne suis pas du tout fermé à cette idée, mais si vous rentrez là-dedans et qu'en plus, vous ajoutez la rétribution au mérite, vous êtes mort ! Il faut choisir : si vous voulez mourir courageusement pour ces deux projets-là, allez-y, mais sachez



que vous n'en ferez pas d'autres !

### **Jean-François Pilliard**

Il va falloir conclure, mais ce dernier débat pourrait faire l'objet d'un colloque, car on touche à la capacité de réformer. Je voudrais quand même partager avec vous une réflexion avant de remercier les participants : comment peut-on expliquer que dans un pays comme le nôtre, dans les entreprises du secteur privé, sur les vingt dernières années, il y a eu des transformations absolument inimaginables dans tous les domaines : technologique, organisationnel, sociologique, économique, qui ont parfois suscité des difficultés, mais ces transformations ont eu lieu ! Comment se fait-il, compte tenu qu'on est dans la Fonction publique, que chaque fois qu'on parle de ces sujets, quels que soient les interlocuteurs, la réponse est à peu près la suivante : « *la réforme est impossible* » ?

Je me hasarde à une tentative d'explication : je me souviens de la réforme des retraites avec Alain Juppé qui probablement en 1995 était le premier à avoir aussi bien identifié le diagnostic, et identifié également les bonnes solutions. Je passe à mes étudiants la façon dont Alain Juppé, à l'époque, explique la réforme des retraites aux citoyens : regardez et vous comprendrez pourquoi cela s'est mal passé. Je veux dire par là que la réforme, et c'est une référence à Raymond Barre, la réforme me semble-t-il, commence par de la raison, de la rationalité, mais son succès passe par la pédagogie, c'est-à-dire avoir un projet, donner du sens, et je pense qu'il y a une grande différence : si on veut terminer par un message d'espoir, on a la capacité à réformer dès lors que l'on a un projet et dès lors qu'on l'accompagne d'une pédagogie.

\*

\* \*

### **Jean-Claude Casanova**

Au nom de toute l'équipe de Raymond Barre, je voulais vous remercier aussi, et je m'adresse également aux trois tables rondes qui ont précédé.

Nous avons comme intention de nous interroger et de vous interroger sur l'actualité d'un certain nombre de positions fortes de Raymond Barre. Je crois que les réponses ont été assez éloquentes tout au long de la journée et nous donnent probablement l'envie de poursuivre ces réflexions.

Merci à toutes et à tous !